

ISLAM, INTÉGRATION LA BELGIQUE EST-ELLE NOTRE AVENIR ?

CAUSEUR.fr

CAUSEUR

**MARINE
LE PEN**



« **SUR LES ROND-POINTS
ON PARLAIT AUSSI
D'IMMIGRATION** »

ALLAN BLOOM
CONTRE LES RELATIVISTES

HOUELLEBECQ
LE DÉCLIN DE L'OCCIDENTAL

www.causeur.fr – Surtout si vous n'êtes pas d'accord – mensuel n° 65 – février 2019

ISSN 1966-6055
Belg : 6,60 € – Lux : 6,60 € – Suisse : 10,60 CHF – Canada : 12,50 CAD – Maroc : 66 MAD – Dom surface : 6,60 €

L 19516 - 65\$ - F: 5,90 € - RD



RETROUVEZ-NOUS AUSSI SUR CAUSEUR.FR

Chaque jour des points de vue originaux et impertinents sur l'actualité.



SUR ORDINATEUR, TABLETTE ET MOBILE



Retrouvez chaque jour de nouveaux articles accessibles gratuitement.



Profitez du confort de lecture : modifiez la police, zoomez...



Partagez les articles avec vos proches : via e-mail, Facebook, Twitter.

ET POUR LES ABONNÉS NUMÉRIQUES

Causeur en illimité

Les articles en accès libre + les articles réservés aux abonnés.

L'édition papier en avant première

Votre magazine disponible en ligne la veille de sa sortie en kiosque.

Accès aux archives

Tous les anciens magazines et articles en ligne.

Pas de publicité

Un plaisir de lecture sans publicité.

SAINTE GONZESSE, PRIEZ POUR NOUS!

J'en ai rêvé, les Berlinoises l'ont fait. Ce n'est pas pour me vanter, comme dit Basile, mais j'ai depuis longtemps gratifié le 8 mars, journée internationale des droits des femmes, du joli nom de « Sainte Gonzesse ». Le conseil municipal de Berlin, dirigé par les trois partis de gauche (Die Linke, SPD et les Verts) vient de confirmer mon intuition en décidant que le 8 mars serait désormais un jour férié. Une belle reconnaissance des avanies et autres monstruosité subies par les femmes – qui ont détrôné sur le fil les victimes du nazisme. Dans le long débat qui a précédé le choix du nouveau jour chômé, il a en effet été question d'opter pour le 8 mai, date de la capitulation nazie. Les élus doivent en pincer pour les femmes plus que pour les juifs morts. La mémoire du nazisme sera cependant honorée les années à chiffres ronds : le 8 mai 2020, qui marquera le 75^e anniversaire de la déconfiture hitlérienne, sera également férié. De quoi se plaint-on ?

Je sais, ça semble mesquin, et terriblement choquant d'opposer ainsi les crimes du sexisme à ceux du nazisme, mais c'est le parti de nous-les-femmes qui s'est lancé dans cette course au pompon victimaire, par exemple en employant le terme « féminicide », parfaitement absurde dès lors que toute tentative d'extermination des femmes serait un suicide.

Depuis le scandale Weinstein et la déferlante #metoo qu'il a déclenchée, on assiste à une véritable olympiade du malheur. C'est à celle qui aura subi le plus d'atrocités. Sur un plateau de télévision, j'ai entendu une chroniqueuse raconter très sérieusement qu'un jour, dans le métro, elle avait surpris un homme en train de se masturber dans chaque voiture. Soit elle raconte des craques, soit c'était une caméra cachée.

Dans le registre pleurnichard, on fait difficilement plus poilant que le rapport sur le sexisme publié par le Haut Conseil à l'égalité – encore un comité Théodule dont on se passerait. On y apprend notamment que « certaines femmes valorisent certaines pratiques qui relèvent du sexisme : certaines disent apprécier la galanterie, d'autres préfèrent que leur conjoint gagne mieux sa vie qu'elles-mêmes, et d'autres encore tiennent à ce qu'on les appelle “Mademoiselle” ou nomment elles-mêmes leur métier au masculin ». Mais le plus hilarant est le passage (abondamment commenté) consacré à l'humour, où l'on découvre que « l'humour sexiste » perdure depuis Xénophon, Aristophane et Juvénal, « peut-être simplement en raison des attendus norma-

tifs d'une énonciation comique émise d'un point de vue masculin dominant où les femmes sont plus objets que sujets du rire ». Sauf qu'il n'est pas facile de le repérer, cet humour sexiste, quand « l'usage de l'humour complexifie l'identification du sexisme et donc sa dénonciation » – en clair, si vous arrêtez de déconner on comprendrait mieux vos blagues. Au cas où il vous prendrait l'envie de pouffer, sachez que « le rire, en sa qualité de “geste social”, est loin d'être anodin, car il est en fait une “fonction avec une utilité spécifique dans la société” ». Ça vous la coupe, si j'ose dire ? Dès lors que l'humour renforce la domination en « cristallisant et mettant en scène une division prétendument naturelle entre les femmes et les hommes », c'est bien l'effet recherché. On va vous faire passer l'envie de rire et au passage, de faire tous les trucs dégoûtants qui reposent sur « la division prétendument naturelle entre les femmes et les hommes » – fantasme populiste s'il en est.

Mieux vaut en rire, bien sûr. Reste que l'inexorable progression du parti féministe a de quoi effrayer. Certes, il n'est pas structuré, n'a pas de nom et des leaders tellement consternantes qu'on se dit, sans doute à tort, qu'elles ne peuvent menacer personne. Mais il possède l'irrésistible force des faibles, au service d'une volonté farouche, fût-elle collective et informulée, et d'un projet proprement révolutionnaire : prendre la place des hommes.

Les nouvelles féministes ne veulent pas l'égalité, elles veulent le pouvoir. Les places. L'argent. Et elles ont compris que, le plus court chemin pour y parvenir était de se hisser au sommet du palmarès de la souffrance. On aimerait se rassurer, se dire que c'est un mauvais moment à passer et que les générations futures, nées dans le monde de l'égalité, riront avec nous de ces ridicules vengeances. Et on entend parler de Greta Thunberg, une Suédoise de 15 ans qui a décidé de sécher les cours le vendredi tant qu'on ne sauverait pas la planète. Avec ses tresses et son air buté, la petite peste fait filer doux une grande partie de ses compatriotes, ébahis par son culot, ainsi que des sommités, comme Noam Chomsky. Elle a même rencontré le secrétaire général de l'ONU. Ses parents, une chanteuse d'opéra et un metteur en scène, sont très fiers de cette rejetonne qui en remontre aux adultes. En attendant, entre le pouvoir des femmes et la dictature des enfants, on n'a pas fini de regretter la domination masculine.

P.-S. Peggy Sastre publiera désormais chaque mois une rubrique scientifique intitulée « Peggy la science ». Qu'elle soit la bienvenue dans notre maison de fous ! •

CAUSEUR

Directeur de la publication
Gil Mihaely

Directrice de la rédaction
Élisabeth Lévy

Directeur adjoint de la rédaction
Daoud Boughezala

Rédaction en chef
Kevin Erkeletyan, Jérôme Leroy (pages culture).

Rédaction
Hervé Algalarrondo, Sami Biasoni, Cyril Bennasar, Laurent Cantamessi, Paulina Dalmayer, David Desgouilles, Alain Finkielkraut, Jean-Luc Gréau, Basile de Koch, Roland Jaccard, Jean-Paul Lilienfeld, Patrick Mandon, Olivier Ranson, Frédéric Rouvillois.

Correction
Frédéric Baquet

Secrétaire de rédaction
Cécile Michel

Ont participé à ce numéro
François-Xavier Ajavon, Sophie Bachat, Françoise Bonardel, Denise Cabelli, Jean Chauvet, Pierre Lamalattie, Loïc Le Floch-Prigent, Anne-Marie Le Pourhiet, Jean-Pierre Montal, Frédéric de Natal, Gabrielle Perier, Martin Pimentel, Mark Porter, Ana Pouvreau, Peggy Sastre, Erwan Seznec, Jeremy Stubbs, Emmanuel Tresmontant.

Direction artistique
Aymeric Dutheil

Iconographie
Alexandre Deneff

Direction marketing et commerciale
Marina Leroux
Charles Lévy
Adrien Paviot
01 84 79 01 34

Distribution
Presstalis

Gestion de la diffusion en points de vente
BO Conseil Analyse Média Etude
Otto Borscha - oborscha@boconseilame.fr
09 67 32 09 34 (contact points de vente)

Abonnements et anciens numéros :
www.causeur.fr/boutique
01 84 79 01 35
(Du lundi au vendredi 10h – 17h)
ou clients@causeur.fr

Impression
Berger Levraut Graphique
2780, route de Villey Saint-Étienne
54200 Toul

Image de couverture
© JOEL SAGET/AFP

Causeur est édité par Causeur.fr
SAS au capital de 101 900 euros - RCS Paris
Siret 504 830 969 000 29 Naf 5814 Z.
Dépôt légal à parution - ISSN 1966-6055.
Commission paritaire : 0320 D 90295.
Enregistrement CNIL 1296122.
32, rue du Faubourg-Poissonnière
75010 Paris
01 84 79 01 35 / info@causeur.fr
www.causeur.fr

SOMMAIRE N° 65 – FÉVRIER 2019

3

L'éditorial d'Élisabeth Lévy

Sainte Gonzesse, priez pour nous !

14

Que demande le peuple ?

Élisabeth Lévy

18



Marine Le Pen : « Sur les ronds-points, on parlait beaucoup d'immigration »

Propos recueillis par Daoud Boughezala et
Élisabeth Lévy

26



Jean-Christophe Cambadélis : « La rencontre des Insoumis avec les gilets jaunes n'a pas eu lieu »

Propos recueillis par Élisabeth Lévy et
Gil Mihaely

32

La monarchie, c'est la démocratie plus un

Frédéric Rouvillois

36

Pour une démocratie vraiment populaire

Anne-Marie Le Pourhiet

40

Carlos Ghosn, victime du suicide industriel français

Loïc Le Floch-Prigent

LA BELGIQUE EST-ELLE NOTRE AVENIR?

44

Belgique, l'autre pays du djihad

Élisabeth Lévy

46

Molenbeek, une histoire belge

Daoud Boughezala

52



Alain Destexhe :
« 56 % des Bruxellois sont d'origine étrangère »

Propos recueillis par Daoud Boughezala
et Gil Mihaely

56

Destexhe, le lanceur d'alerte

Jeremy Stubbs

60

Le Coran contre la science

Erwan Seznec

CULTURE & HUMEURS

64

Fernand Khnopff, dans les brumes du symbolisme

Pierre Lamalattie

68



Houellebecq, nihiliste passif

Françoise Bonardel

72

À dada sur ma cougar !

Paulina Dalmayer

74

Allan Bloom contre les relativistes

Jean-Pierre Montal

76

Grangier se rebiffe

Patrick Mandon

80

Des femmes et des bombes

Ana Pouvreau

82

Jeunesses françaises

Jérôme Leroy

86

Henry Hemming, au service secret de sa Majesté

Ana Pouvreau et Mark Porter

88

OGM, sexe et dépression

Peggy Sastre

92

Guide Michelin : le goût de nos provinces

Emmanuel Tresmontant

96

Les carnets de Roland Jaccard

98

Le journal de l'ouvreuse

Prochaine parution :
le 6 mars 2019

La voiture électrique ne sera pas le genre humain

Par Gil Mihaely



Les salons automobiles classiques sont inquiets. Au dernier Mondial de Paris, plusieurs marques phares ont brillé par leur absence. Où vont donc les constructeurs ? Au Consumer Electronics Show (CES) qui se tient à Las Vegas tous les ans début janvier ! De plus en plus de constructeurs automobiles préfèrent le célèbre salon consacré à l'innovation technologique en élec-

tronique grand public. Si vous n'êtes pas geek, mais que ce nom vous dit tout de même quelque chose, c'est parce qu'Emmanuel Macron s'y est rendu il y a trois ans. Alors barbu et ministre de l'Économie, le futur président y avait organisé la fameuse soirée au financement aujourd'hui sous le coup d'une enquête.

Entre la « *start-up nation* » macronienne et le salon CES, un même mot d'ordre fait d'ailleurs loi : mobilité. Exit l'auto fétiche du xx^e siècle, voici venu le temps des objets high-tech qui vous mènent efficacement d'un point A à un point B. Les rêves de vitesse, de confort, de liberté et de design ont ainsi cédé la place au mirage de la voiture autonome.

Et voilà qu'un certain Bob Carter, vice-président de Toyota, gâche la fête. Dans un entretien au site d'information TheStreet, basé à Wall Street, Carter s'est lâché : « *La mobilité totale [voiture autonome] est encore loin, peut-être [faudra-t-il attendre] la fin de la prochaine décennie. Il y a encore beaucoup de travail devant nous, pas uniquement pour Toyota, mais pour toute l'industrie.* »

Et la douche froide ne s'arrête pas là. Apple a annoncé le départ de 200 employés, jusqu'ici engagés dans le projet de voiture autonome Titan. Dès 2016, la marque de Steve Jobs avait revu ses ambitions à la baisse en réduisant considérablement les effectifs de ce chantier du futur.

Cinquante ans après les premiers pas de l'homme sur la Lune, rendons-nous à l'évidence : la voiture et l'avion de ligne sans pilote sont probablement un horizon aussi lointain que les vacances dans l'espace. •

Tempête sous un trans

Par Martin Pimentel



Dans une société postmoderne comme Israël, on trouve de tout, y compris des transgenres prenant

fait et cause pour la Palestine. Ainsi, la militante LGBT Ita Segev s'est récemment fendue d'une tribune sur le site queer Them.us, clamant fièrement : « *J'ai quitté Israël pour trouver mon moi trans et antisioniste. [...] La libération des transsexuels et la libération des Palestiniens sont liées.* » Née homme, exilée à New York après son service militaire, cette apprentie actrice milite au sein du mouvement BDS. En attendant de conquérir Broadway, Segev appelle donc au boycott des produits israéliens et accable l'État hébreu : « *On m'a appris à me faire appeler garçon dans un pays soi-disant appelé Israël.* » Un jour, c'est le drame : Ita découvre que les œstrogènes nécessaires à son changement de sexe proviennent de chez Teva. Un labo israélien ! Lorsque son médecin lui confirme l'absence de fournisseur alternatif, son cœur ne fait qu'un tour. Ce qu'Ita Segev traduit avec ses mots : « *Une partie importante de la communauté transsexuelle américaine est obligée de choisir entre des transitions déterminantes pour s'affirmer dans nos vies et la demande de liberté de nos frères palestiniens.* » Devant tant de sollicitude, nul doute que ses « frères » de Cisjordanie et de Gaza accueilleront à bras ouverts leurs soutiens gay, bi ou trans... •

Au secours, l'apartheid revient ?

Par Frédéric de Natal



Terre de safaris prisée des touristes occidentaux, l'Afrique du Sud n'est pas un pays de cocagne. Vingt-sept ans après la fin officielle de la ségrégation, un fermier blanc est tué chaque semaine et les tensions interraciales persistent. En témoignent plusieurs faits divers récents. Début janvier, au cœur de l'ancienne colonie britannique du Transvaal, la ville rurale de Schweizer-Reneke a été le théâtre d'un scandale numérique. La diffusion sur WhatsApp d'une photo prise dans une école primaire a provoqué un psychodrame : on y voit une quinzaine d'enfants blancs assis autour d'une table tandis que les quatre Noirs de la classe se contentent d'un petit bureau. Dans une ville à 95 % blanche, héritière de la culture boer, cette réminiscence de l'apartheid est lourde de symboles. Résultat : la toile s'est enflammée et l'institutrice a été suspendue à titre conservatoire. Le directeur de l'école, Jozeph du Plessis, a eu toutes les peines du monde à s'expliquer, affirmant que les enfants avaient « eux-mêmes décidé de s'asseoir ainsi ». Pour couronner le tout, le ministre local de l'Éducation (ANC) a dénoncé plusieurs cas de racisme survenus à Schweizer-Reneke et appuyé les manifestations de protestation organisées aux abords de l'école. Au cœur de ce bras de fer politique, l'institutrice a été soutenue par un syndicat majoritairement composé d'Afrikaners. Blanchie (sans mauvais jeu de mots...), elle a finalement pu réintégrer sa classe.

Mais la polémique a rebondi quelques jours tard. Dans un collège de Vereeniging, non loin de Johannesburg, la vidéo d'une banale altercation entre deux adolescents a échauffé les esprits. Et pour cause : un jeune Afrikaner y met KO son adversaire noir ! À l'ère numérique, la viralité de ce type d'empoignades promet d'achever la nation arc-en-ciel. •

Carré jaune sur fond jaune

Par François-Xavier Ajavon

La révolution des gilets jaunes a réussi à mettre en lumière l'une des plus grandes calamités esthétiques hexagonales, qui frappe indifféremment les carrefours giratoires de la France périurbaine et des zones rurales, des espaces pavillonnaires et des zones d'activités commerciales : l'art des ronds-points ! La vocation de ces œuvres n'est aucunement artistique : elles ont pour fonction, avant toute chose, de distinguer un territoire, en mettant en valeur ce qui le rend le plus fier. On trouvera ainsi à Saint-Amand-les-Eaux une bouteille d'eau minérale géante en béton, on se délectera de la composition « Donut et Saucisse » à Montpellier, on dégusterait un improbable « Kiwi de l'Adour », à Peyrehorade, dans les Landes... Mais parfois le propos symbolique est plus obscur. Les ronds-points deviennent alors des lieux magiques où s'incarne le grand rien aberrant de la laideur, qui suscite la curiosité des touristes, l'agacement des contribuables et le désespoir des esthètes. Le mouvement des gilets jaunes n'a pas manqué d'entrer en confrontation avec cet art giratoire.

L'histoire retiendra l'incident de la « Main jaune », à Châtellerault, dans la Vienne. Une affreuse sculpture en forme de main géante tendue vers le ciel, sur laquelle étaient posées des voitures grandeur nature – hommage à l'industrie automobile faisant vivre la région. L'œuvre, installée en 2010, était un « totem » du monde ouvrier a dit l'édile. Rien de moins. Elle a été détruite par les flammes en quelques heures, au plus fort de la révolution, alors que le rond-point en question était occupé par les gilets jaunes. Ce fut la consternation. On évoqua des éléments incontrôlables, la résurgence des heures les plus sombres. Reste que Châtellerault était enfin débarrassée de cette verrue. Mais il est aujourd'hui question de remplacer la « Main jaune ». Comme c'est à la mode, on va interroger directement la population, qui doit choisir entre un espace vert ou un « avion incarnant la haute technicité de l'industrie châtelleraudaise ». Vite, un grand débat ! •



Moules persillées

Par Sophie Bachat

Ils sont fous ces Anglais ! Sur son site internet, l'édition britannique de *Marie-Claire* a conseillé à ses lectrices de s'introduire... du persil dans le vagin. Supprimé courant janvier, l'article a provoqué l'ire des spécialistes de la santé. Quoique pourvu de propriétés fluidifiantes qui aideraient à réguler le flux menstruel, le persil ne serait pas sans danger, comme l'affirme le docteur Schazia Malik : « *Il n'existe aucune preuve des bienfaits de cette pratique, d'autant plus que les risques sont énormes. Cela peut même provoquer la mort.* » Hélas, ce diagnostic n'a rien d'exagéré, puisque en Argentine, une jeune femme est morte d'un choc septique après s'être introduit ladite herbe aromatique pour se faire avorter.

Mais revenons en Grande-Bretagne. Pourquoi préconiser des pratiques aussi archaïques dans un pays où l'avortement a été légalisé en 1967 et où la pilule est en vente libre sans ordonnance depuis 2005 ? On peut imputer cette vogue naturaliste à la faillite du système de santé britannique (NHS), démantelé par Thatcher dans les années 1980, et au rapport fusionnel que ces romantiques d'Anglais entretiennent avec la nature.

Heureusement, l'humour british sauvera le monde. Avec flegme, un certain « docteur Malik » a mis les points sur les i : « *Il existe des choses que l'on peut introduire dans un vagin, mais les végétaux et les légumes n'en font pas partie.* » •



Brexit : gare aux bonnes nouvelles !

Par Gil Mihaely



Le Brexit est un feuilleton à rebondissements. En janvier, Theresa May a essuyé un sacré revers lorsque le Parlement britannique, pourtant dominé par ses camarades conservateurs, a majoritairement rejeté l'accord de sortie négocié par Londres et Bruxelles. Cet épisode a mis un sou supplémentaire dans la machine à mauvaises nouvelles régulièrement actionnée depuis que les Britan-

niques ont décidé de quitter l'Union européenne. À juste raison, des entrepreneurs inquiets expliquent dans les médias leurs craintes d'une sortie non négociée, synonyme de déstabilisation commerciale et économique du royaume. Comme durant les bombardements allemands de Londres, de simples particuliers stockent pâtes, conserves, bouteilles d'eau et plantent des jardins potagers pour faire face à un éventuel scénario catastrophe. Il n'est pas toujours absurde de se préparer au pire. Mais, en l'occurrence, faut-il pour autant ignorer certaines données sonnantes et trébuchantes ? Or, les chiffres récemment publiés par l'Office for National Statistics – l'Insee britannique – sont plutôt rassurants. En novembre dernier, le nombre de personnes occupant un emploi a atteint un record historique (32,54 millions), le taux de chômage est resté stable à 4,1 %, les salaires ont augmenté de 3 % et le nombre de postes non pourvus a également progressé. Bref, le marché du travail britannique affiche une bonne santé. Pour l'expert économique de la BBC, Andy Verity, ces chiffres reflètent le climat économique de la rentrée. Certes, mais faute d'accord sur le Brexit, le niveau d'incertitude était à son comble l'été dernier. Et on ne peut pas s'empêcher de penser que des chiffres franchement négatifs auraient été accueillis bien moins prudemment... •

Jardin à la parisienne

Par Denise Cabelli

Que diriez-vous d'un jardin partagé sous vos fenêtres ? Édifiée au début des années 1970 dans le 20^e arrondissement de Paris, la très accueillante résidence Les Anticonformes s'ouvre sur trois rues, et dispose d'une vaste aire de jeux intérieure... Les voyous du quartier s'y retrouvent nuitamment et s'y adonnent à leurs activités favorites : fumer des joints, boire moult bières et autres boissons alcoolisées, pousser des hurlements, etc. La police refusant d'intervenir dans cette copropriété non clôturée, les copropriétaires se sont résolus à installer des grilles avec codes et pass Vigik, moyennant un budget conséquent. Ne manque plus qu'à poser une grille d'accès au parking. C'est là qu'il y a un os. Ayant donné son accord tacite, la mairie du 20^e a subitement exhumé une disposition de 1982 par laquelle elle avait obligé la copropriété à lui vendre une parcelle de terrain située au pied de l'immeuble. L'occasion inespérée de reprendre d'une main ce qu'elle a donné de l'autre. Pour achever les travaux de clôture, la mairie exige désormais l'installation d'un jardin partagé ouvert sur le quartier, sur la parcelle de terrain qui lui appartient. Ouf, la racaille a eu chaud ! •



GO AHEAD, MAKE MY MONTH!

Par Basile de Koch

Désolé pour Michel Legrand, Henry Chapier et Marcel Azzola. Ce moi est celui de Clint Eastwood – même si j’y ai aussi convié, entre autres pointures, les princes Jean d’Orléans et Louis de Bourbon, ainsi que Wittgenstein (sous réserves).

OTTODÉRISION

Jeudi 10 janvier

Qui a dit que les Boches n’avaient pas le sens de l’humour ? Dans « Stéréotrip » (Canal), tour d’Europe des préjugés les plus courants sur les habitants de chaque pays, l’Anglais Paul Taylor pose la question à un humoriste allemand, qui répond par une devinette en vogue chez lui : « *De quoi parlent les trois plus petits livres du monde ?* »

Réponse :

- « Des droits des femmes turques ;
- de la cuisine anglaise ;
- de l’humour allemand. »

ZÉRO TRÔNE POUR DEUX

Lundi 21 janvier

Jour de deuil pour les roycos (et moi) : il y a deux cent vingt-six ans, la France perdait la tête.

Double deuil pour les orléanistes, qui pleurent aussi, plus ou moins, leur prince Henri, décédé ce jour en sa 85^e année. Heureusement, et c’est tout l’intérêt du système, le défunt est instantanément remplacé dans son rôle virtuel de « *prétendant au trône de France* » par son fils Jean.

Bonne nouvelle : par rapport à son grand-père, qui avait fait tout et n’importe quoi, et à son père, qui n’a pas fait grand-chose, ce Jean-là semble avoir la tête mieux faite. Mauvaise nouvelle : aussi sympa soit-il, c’est tout sauf un animal politique...

Sinon, un Bourbon, ça vous dirait ? Parce que, comme vous n’êtes pas sans l’ignorer, le microcosme royaliste



est divisé – et pas vraiment pour régner ! Deux princes, par ailleurs cousins éloignés, se disputent la légitimité royale : à ma gauche, Jean d’Orléans, descendant de Philippe d’Orléans, frère de Louis XIV ; à ma droite, Louis de Bourbon, héritier direct du Roi-Soleil.

Si ce Louis-là semble être un peu plus politique que son cousin, il n’y a pas non plus de quoi se rouler par terre ; et surtout, il présente l’inconvénient d’être espagnol !

Après un bon siècle de polémiques sur la fameuse (?) renonciation du traité d’Utrecht (1713) et sa validité, aujourd’hui les orléanistes accusent plus simplement le prince du crime de « *périgrinité* », apparemment inexpiable en droit dynastique. De fait, les Bourbon ont quitté la France depuis plus de trois siècles, et Louis lui-même ne semble guère pressé d’y revenir... Quant à Jean d’Orléans, aux yeux des légitimistes, il porte le poids d’une famille à la réputation peu flatteuse, opportuniste, aveuglée par la soif du pouvoir, et surtout régicide en la personne de Philippe-Égalité (alias Philippe, duc d’Orléans), qui vota à deux mains la mort de son cousin Louis XVI, avant d’être lui-même convenablement décollé l’année suivante.

Dans cet inextricable et royal bordel, que faire, comme disait l’autre, quand on tient que seule la monarchie est capable d’exercer la fonction essentielle du pouvoir : arbitrer entre les puissances, les intérêts et les classes ?

D’abord, ne pas être pressé ! Comme disait Gambetta, « *la politique est l’art du possible* », et à l’heure où j’écris ces lignes, la restauration n’est pas vraiment à l’ordre du jour. Vous me direz, « on ne sait ni le jour ni l’heure » – d’autant que ces temps-ci, côté République, les fractures sont de plus en plus ouvertes, et y a pas que les pauvres qui « *déconnent* »...

Mais l’anarchie ne débouche pas nécessairement sur la monarchie, ça se saurait, et dans le tumulte actuel,

on entend plus réclamer l'avènement du « RIC » que le retour du Roy.

En attendant, le mieux pour ses partisans, me semble-t-il, serait de mettre en sourdine leurs guerres piccholines pour unir leurs faibles forces, selon le mot d'ordre inspiré de Vladimir Volkoff : « *Rendez-vous à Reims !* »

WITTGENSTEIN AVAIT VU (UN PEU) JUSTE

Mardi 22 janvier

« *Ce dont on ne peut pas parler, il faut le taire.* » Les derniers mots du *Tractatus logico-philosophicus* de Wittgenstein expliquent sans doute la brièveté de son œuvre majeure (70 p.).

UN CLINT PARFAIT

Mercredi 23 janvier

À l'affiche de tous mes cinémas : *La Mule* ! Inutile de vous dire que je me suis rué dès le premier soir, comme d'habitude quand sort un nouvel opus d'Eastwood. Eh bien j'en ai pas été déçu ! Avec Earl Stone on retrouve, onze ans plus tard, le Walt Kowalski de *Gran Torino*. L'un et l'autre sont des solitaires farouches et vieillissants, faussement misanthropes, mais vraiment



© Warner Bros. / Claire Folger

incompris, décidés à ne pas rentrer dans le rang quoi qu'il leur en coûte.

Ici, notre tête de mule s'obstine jusqu'au bout, non seulement dans le trafic de drogue (pour raisons familiales), mais surtout dans l'incorrection politique (sans la moindre excuse).

Un vétéran invétéré, réac jusqu'au bout de la casquette, et avec ça raciste et homophobe autant qu'on voudra... Pourtant, à l'usage, ce vieux diable s'avère plutôt ouvert d'esprit quand ça lui chante, comme un authentique « anar de droite », si ça existait – et toujours prêt à rendre service, comme un boy scout vintage.

Alors Eastwood « facho » ? C'est ce qu'on a toujours un peu soupçonné, par vagues, dans l'élite de la critique citoyenne, de *Dirty Harry* à *American Sniper*, il y a encore cinq ans.

En tout cas, la confrontation d'Earl avec un monde qui n'est plus le sien donne lieu, comme souvent chez l'auteur, à quelques scènes cocasses parce que parfaitement incorrectes. Pour ceux d'entre vous qui n'ont pas de problèmes avec le racisme ou l'homophobie humanistes à la Clint, juste un petit aperçu à titre de mise en bouche...

En ville, Earl avise un groupe de Hells Angels en train de réparer un de leurs engins :

« *Salut les gars ! Je connais ce modèle, je peux vous aider ?* »

– *On est pas des gars, on est les Lesbiennes à moto, et on a pas besoin de ton aide... Merci quand même, papy !* »

– *De rien, les gouines !* »

Une dernière pour la route ? OK ! Sur la route, précisément, un couple d'automobilistes noirs est en panne. Earl s'arrête et propose un coup de main ; mais quand ils le remercient, pour quoi faut-il qu'il réponde aussi chaleureusement : « *Ça fait toujours plaisir d'aider des amis nègres !* » Les autres, sidérés : « *Mais monsieur, on ne parle plus comme ça aujourd'hui. On dit "noirs".* » Et lui, toujours souriant : « *Ça fait rien, je vais vous aider quand même !* »

Comme quoi, sans me vanter, il y a des « fachos » sympas.

MAXIMES ET SENTENCES

« *Tout a toujours très mal marché.* » (Jacques Bainville)

« *Si un bureau encombré évoque un esprit encombré, qu'évoque donc un bureau vide ?* » (Albert Einstein)
Saint-Ex vu par Jean François-Revel : « *Crétinisme sous cockpit.* »

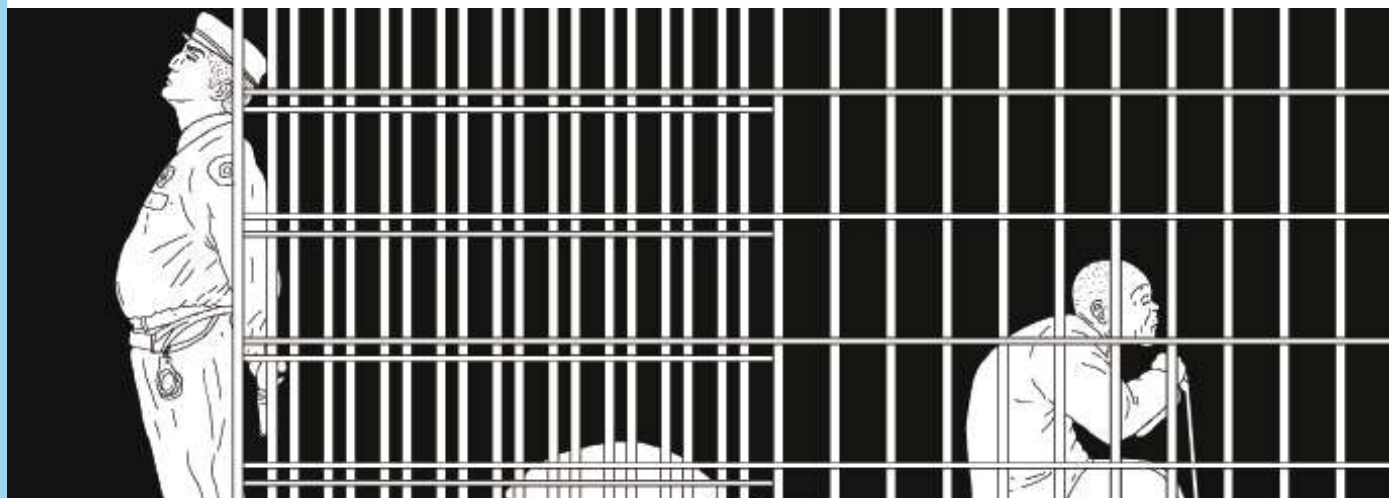
« *Mon premier film était tellement mauvais qu'il sert de peine capitale dans quatorze États des États-Unis.* » (Woody Allen)

« *Et maintenant, au goulot !* » (Antoine Blondin) •

AU PAYS DU SOLEIL COUCHANT

Par Jean-Paul Lilienfeld

**Est-il bien raisonnable de laisser un cinéaste déraisonnable commenter chaque mois l'actualité en toute liberté ?
Assurément non. *Causeur* a donc décidé de le faire.**



Je remercie beaucoup Jean-Paul de laisser sa chronique du mois de février à un vieux Japonais anonyme. J'ai appris votre belle langue en prison, dont je dois malheureusement sortir la semaine prochaine. Je suis très fier de la pratiquer maintenant suffisamment bien pour vous raconter mon histoire. Non pas qu'elle soit particulièrement intéressante. Non. C'est justement parce qu'elle est dramatiquement banale que je la crois digne d'être portée à votre connaissance.

Peu importe mon nom. Je pourrais m'appeler autrement, mon histoire serait malheureusement la même. Je suis né en 1947. Je précise cette date, car l'ironie du destin la rend... Vous dites « facétieuse », je crois ? 1947, c'est l'année où le système du « ie » a été aboli du code civil japonais. Comme toutes les pratiques culturelles, il n'a pas disparu du jour au lendemain et je l'ai connu dans mes jeunes années. Mais aujourd'hui il serait inadmissible.

Les parents âgés vivaient chez leur fils aîné qui héritait des biens familiaux tandis que sa femme, qui à son mariage abandonnait sa famille pour intégrer celle de son époux,

prenait soin de ses beaux-parents. Ce n'était pas tout à fait féministe, mais la cellule familiale était préservée et la fin de vie des aînés était douce. Nous vivions donc avec non seulement mes parents et mes grands-parents, mais aussi avec mon arrière-grand-mère. Quatre générations sous le même toit !

C'est cette promiscuité et la minceur des cloisons japonaises qui a suscité l'éclosion des *love hotel*, que vous ne connaissez pas chez vous. Vous avez le « Dayuse » qui permet de louer une chambre d'hôtel deux ou trois heures pour abriter vos amours illégitimes. Mais chez nous, ce sont le plus souvent des couples tout à fait légitimes qui utilisent les *love hotel*, car ils viennent y chercher l'intimité qu'ils n'ont pas chez eux...

En 1967, j'ai quitté ma famille et la campagne et je suis venu travailler à Tokyo. De belles années. On était en pleine expansion économique, il y avait du travail partout. J'ai fait ma vie, rencontré ma femme. Nous avons eu deux enfants. La vie était chère, les loyers élevés... Pas la place d'en élever plus. Mais nous étions heureux comme ça. Nous avions un garçon et

une fille : le choix de l'empereur !

Certains de mes frères et sœurs sont restés dans notre bourg et mes parents ont connu une agréable fin de vie, entourés et aidés. Je n'avais pas les moyens de leur rendre visite aussi souvent que je l'aurais voulu, mais je savais qu'ils n'étaient pas délaissés. J'avais 57 ans en 2004, quand une réforme des retraites a conduit à une baisse généralisée des pensions, en indexant les prestations sur l'évolution du nombre de cotisants et leur espérance de vie. Les pensions ont sérieusement baissé, mais c'était censé garantir la pérennité du système pour une centaine d'années...

Ça a été tellement efficace que cette année, le gouvernement a proposé de repousser l'âge de la retraite des fonctionnaires de 70 à 80 ans ! Sur la base du volontariat. Pour commencer...

Mes deux enfants ont grandi et sont partis à leur tour. La maladie a emporté ma femme beaucoup trop tôt. J'ai pris ma retraite il y a un an, pour atteindre le meilleur montant possible. J'ai eu du mal à patienter jusqu'à mes 70 ans. Dans mon usine de récupération de métaux rares, il fait chaud dans les ateliers, et ça sent mauvais à cause des produits chimiques. Comme ça arrive souvent, mon patron m'a proposé de me réembaucher en CDD au même poste pour un salaire très inférieur à celui que j'avais. Il sait que je suis sérieux, je vais lui coûter moins cher, et surtout, il ne trouve pas de jeunes assez fous pour venir travailler dans cette fournaise ! Pourquoi voulez-vous qu'ils viennent respirer ces saloperies alors qu'ils ont le choix ? Il n'y a que 2,8 % de chômeurs chez nous. N'allez pas croire que c'est parce que l'économie va bien ! C'est seulement qu'étant donné le vieillissement de la population, il n'y a plus assez de demandeurs d'emploi.

Malgré ma ténacité, ma retraite est très faible : 124 000 yens. Ce n'est même pas 1 000 euros. Impossible de vivre à Tokyo avec ce revenu. Alors, comme beaucoup d'autres retraités, j'ai dit oui. Et puis ma sciatique a dit non. Elle a attendu que j'aie le temps de me promener pour m'empêcher de marcher... Je ne peux plus travailler.

Mes enfants ne peuvent pas m'aider. Pour un

loyer élevé, ils ont un appartement tout petit où je n'aurais pas de place. Les deux couples doivent travailler très dur pour faire face au mode de vie très coûteux des villes japonaises. Et puis l'honneur est le seul bien qu'il me reste. Je ne supporterais pas d'avoir à quémander leur attention.

J'ai fait mes calculs. Je gagne de quoi tenir six mois par an. Pour les six autres mois, j'ai trouvé une solution : je vole pour aller en prison. Enfin, ce n'est pas moi qui l'ai trouvée cette solution, nous sommes de plus en plus nombreux à l'adopter. Depuis 2015, la délinquance des plus de 60 ans a dépassé celle des jeunes entre 14 et 19 ans. Nous représentons près de 25 % de la population carcérale. 35 % des vols à l'étalage, c'est nous ! Et on est 40 % à récidiver plus de six fois ! Vous voyez, quand on veut on peut encore faire mieux que les jeunes !

C'est à tel point que le gouvernement construit des prisons adaptées aux besoins des détenus âgés. Un programme de soutien social pour accompagner les vieillards récidivistes a aussi été mis en place. Attention, on ne vole pas pour s'enrichir ! On vole pour se faire prendre. Voler un simple bol de nouilles fait encourir jusqu'à deux ans de prison. C'est très avantageux. Logé, nourri, blanchi. Fini la solitude et bonjour les soins médicaux gratuits. Mais on n'oublie jamais de présenter ses excuses selon les règles, au moment où l'on est enfin arrêté. Ce n'est pas parce qu'on manque d'argent qu'on manque d'éducation !

Je ne me lamente pas ! « L'espace d'une vie est le même, qu'on le passe en chantant ou en pleurant », n'est-ce pas ? Alors je chante pour vous avertir de ce qui pourrait vous arriver. Votre population vieillit elle aussi, votre régime de retraite est déficitaire lui aussi. Chez nous, on dit : « Il est inutile de se cacher la tête sans se cacher les fesses. » Vous préférez dire « faire l'autruche ». Changez les règles avant de devoir mettre vos aînés en prison.

Le pays du Soleil-Levant est devenu celui du soleil couchant. Faites en sorte que le brouillard qui voile la France, depuis longtemps maintenant, ne transforme pas le pays des Lumières en celui des ténèbres.

Un dernier proverbe japonais ? « On ne chasse pas le brouillard avec un éventail. » •



Emmanuel Macron à Grand-Bourgtheroulde (Eure) pour le lancement du grand débat national, 15 janvier 2019.

QUE DEMANDE LE PEUPLE ?

Par Élisabeth Lévy

Les premières séances du grand débat font regretter le goût de l'abstraction voire la dinguerie idéologique des décennies précédentes. Si Macron en profite pour tenir salon dans toute la France, dans les classes dirigeantes, beaucoup espèrent qu'après cet intermède, les affaires reprendront. As usual.

Pendant la campagne présidentielle, Pierre Lamalattie a écrit dans *Causeur* que, si Emmanuel Macron serrait la main à tous les électeurs, il serait élu avec 100 % des voix. Avec le marathon citoyen qu'il a entrepris sous les vivats médiatiques, le président de la République pourrait réaliser l'exploit. Il peut en tout cas tabler sur notre stupéfiante inconséquence collective. Il y a deux mois, il était fini et certains murmuraient avec des airs informés qu'il ne terminerait pas son quinquennat. Les mêmes rivalisent aujourd'hui dans l'emphase pour acclamer sa performance dans une course d'endurance dont il est en réalité le seul participant, les quelques centaines de Français, élus ou pas, devant lesquels il s'est produit, étant réduits à faire de la figuration, avec un petit quart d'heure de gloire pour ceux qui ont accès au micro. Injustement, nul n'a loué la résistance de maires contraints d'assister à un show de six à sept heures portant sur des sujets pour le moins arides.

Après deux mois au cours desquels nous avons été sommés de choisir notre camp, nous voilà donc conviés à une vaste thérapie collective baptisée « grand débat national ». Avec deux classes : en première, vous avez le président en bras de chemise, en seconde, Marlène Schiappa. Les Français se parlent, s'extasie-t-on dans

les chaumières médiatiques, bien que cette discussion ressemble plus à une suite de monologues qui se répètent souvent et se répondent rarement. On peut donc légitimement redouter qu'une fois passé l'effet de nouveauté et de ravissement médiatique, ces palabres virent à la pénible réunion de copropriété.

En fait de débat, Emmanuel Macron s'octroie une promenade de campagne – électorale – dans laquelle il n'a pas à affronter de véritable contradicteur. Des heures d'antenne sans prendre le risque d'être enquiquiné par un journaliste, ni mis en danger par un opposant, le président ayant le droit de parler aussi longtemps qu'il lui plaît et bénéficiant systématiquement du dernier mot, il fallait l'inventer : le CSA, généralement occupé à traquer la blague sexiste, a annoncé que ces pseudo-échanges seraient décomptés, pour les élections, du temps de parole présidentiel. Ce qui a douché l'enthousiasme de l'entourage jupitérien pour les records de durée.

On se demande par quel sortilège ces interminables palabres attirent des audiences miraculeuses pour les chaînes d'info, audiences qui s'effondrent dès que les journalistes blablateurs (comme votre servante) reprennent l'antenne. À en croire un confrère, les télé-spectateurs espèrent qu'il va se passer un truc sanglant, et ils veulent le voir en direct. Comme quoi il ne faut pas désespérer de la politique : elle fait encore un bon spectacle.

Et pourtant, on ose à peine le dire de peur d'être accusé de mépris de classe, ce grand débat est à périr d'ennui. D'abord parce qu'il s'intéresse aux détails sans jamais se pencher sur le tableau d'ensemble, ensuite parce qu'il se focalise sur les effets sans se pencher sur la question des causes. Et enfin parce que certaines questions, parmi les plus épineuses, les plus fondamentales ou les plus inconvenantes, ont été soigneusement circonscrites ou soustraites à la discussion. Ce sont bien sûr les →

lancinantes questions identitaires, mais on n'imagine pas plus de consulter les Français sur le mariage gay ou l'Union européenne. Alors que l'approfondissement de celle-ci est l'un des étendards du projet macronien, le président se fiche de notre avis sur le sujet. En somme, il nous consulte sur la couleur des portes, mais il a choisi la maison. Peut-être lui-même ne croit-il pas assez à son baratin européiste pour le soumettre à la discussion.

Dans les années 1970, on s'affrontait dans des AG (qui devaient être aussi passablement ennuyeuses) à coups d'impérialisme et de lutte des classes, de structuralisme et de psychanalyse. Dans les années 1990, on s'empaillait entre néothatchériens et néokeynésiens ou entre nationaux-républicains et deuxième gauche. Le grand débat version 2019 manque un peu d'abstraction, d'horizon, de désir de surpassement et même d'un brin de dinguerie idéologique. Il n'est question que de l'intendance. Ainsi l'éducation, comme tous les autres aspects de l'existence humaine, n'est-elle traitée que par l'angle de la matérialité – le nombre de professeurs, les bâtiments, la cantine. Il est certainement bon que les enfants mangent bio, mais ne devrait-on pas plutôt discuter de ce qui nourrit leur cerveau ou au moins, de la réforme du bac ?

Il faut être tordu, dira-t-on, pour s'agacer d'un débat qu'on réclame depuis des années. Il est excellent que le peuple puisse prendre la parole « *sans filtre* », comme l'a affirmé un policier sur le plateau de Cyril Hanouna et de Marlène Schiappa. À condition de rappeler, d'une part, que ni les gilets jaunes, ni les Français qui participent au grand débat, ni aucune partie de la population ne peuvent prétendre être le peuple et que, d'autre part, la parole est rarement sans filtre, que ce soit sur un plateau de télé ou dans une réunion publique – heureusement d'ailleurs. À condition aussi que des arguments répondent aux arguments et que l'on puisse critiquer ce qui est dit. Pendant des années, les faiseurs d'opinion se sont étranglés parce que cette France invisible refusait d'aimer l'an 2000 et voilà que chacune de ses paroles devrait être sanctifiée comme si elle venait d'enfants susceptibles. L'approbation sans nuances est une autre forme du mépris. Nos dirigeants doivent entendre la langue des bistrotiers, pas la singer.

Croire que la secousse que nous vivons se résoudra dans une vaste délibération collective qui accouchera d'une aimable démocratie participative est pour le moins hasardeux. Marine Le Pen et Anne-Marie Le Pourhiet ironisent, chacune dans son registre, sur les démocrates qui ont peur de l'intelligence collective. Quand on se rappelle Nuit debout, on se dit qu'on a des raisons d'avoir peur. Avec leur petit genre scolaire, les premières réunions du grand débat ont plus de tenue. Mais elles ne décollent guère de ces préoccupations quotidiennes dont on nous assure qu'elles doivent désormais être la seule boussole des gouvernants, comme s'il était acquis qu'il n'existe rien de plus grand que nous qui pourrait

exiger un effort, voire un sacrifice. Chacun ne voit plus midi qu'à la porte de ses malheurs. La France des gilets jaunes a un peu tendance à se voir comme une minorité opprimée, me souffle Eugénie Bastié. De fait, rien n'est plus partagé dans notre pays que le sentiment victimaire. Cela ne signifie pas qu'il n'y a pas de véritables victimes, sacrifiées sur l'autel d'un capitalisme mondial dont elles n'ont jamais vu la couleur des bénéfices et jetées en pâture à une modernité qui méprise ce qu'elles aiment. Les prendre en considération ne suppose pas d'approuver les diatribes d'Éric Drouet et consorts, ni de croire aux billevesées sur l'État policier qui font un tabac sur internet.

Devant Marlène Schiappa, Karim Zéribi s'est fait bruyamment applaudir en lançant au public, composé de gilets jaunes et assimilés : « *Vous êtes bien plus intelligents que tous ces énarques qui ont la tête pleine !* » Dire à des gens qu'on est plus intelligent ou plus qualifié pour gouverner parce qu'on n'a pas de diplômes, c'est se payer leur tête. Nous n'avons pas besoin de gouvernants aussi médiocres, ou aussi banals que nous, mais des meilleurs d'entre nous. Que nos élites aient fait sécession, comme l'a admirablement diagnostiqué Christopher Lasch, ne signifie pas que nous pouvons nous passer d'élites, mais que nous devons en changer – ou qu'elles doivent changer. Il est vrai que ce n'est pas très bien parti.

Pour nos gouvernants et ceux qui les inspirent, le grand débat semble destiné à parler de tout changer pour ne rien changer. Interrogé pour l'émission « Hard Talk » de la BBC, Bruno Le Maire a affirmé sa volonté de suivre coûte que coûte le chemin tracé par Emmanuel Macron en 2017. « *Nous avons pris des décisions difficiles. Regardez par exemple ce que nous avons décidé sur notre système fiscal : nous avons décidé de supprimer l'ISF pour les gens les plus riches. Nous avons décidé de réduire la taxation sur le capital dans le but d'avoir plus d'argent pour l'investissement et l'innovation qui manquent à l'économie française. C'est un changement radical et c'est difficile de l'expliquer.* » En clair, les Français peuvent parler et même aboyer, la caravane macronienne poursuivra son chemin.

Dans un autre registre, il faut lire la diatribe de Laurent Joffrin contre François-Xavier Bellamy, tête de liste LR pour les élections européennes, également qualifié par Anne-Sophie Lapix de « *philosophe versaillais* », m'apprend Alain Finkielkraut. Le patron de *Libération* ne pardonne pas à ce « *jeune philosophe conservateur, selon ses propres dires, et franchement réactionnaire aux yeux de tout commentateur de bonne foi* », d'avoir participé à l'aventure des « *veilleurs* » : « *Cette troupe d'illuminés tradis tendance Vatican Zéro – par opposition à Vatican II – considère que la seule famille acceptable – un père, une mère, des enfants – a été définie une fois pour toutes par les saintes écritures et que tout droit nouveau en faveur des homosexuels nous rapproche de l'enfer, tout comme la marche difficile vers l'émancipation féminine,*



Bernard-Henri Lévy invité de l'émission « On n'est pas couché » sur France 2, 26 janvier 2019.



dont le droit à l'avortement, qu'il réprouve hautement, est le symbole menacé. » Je n'ai jamais entendu un veilleur s'exprimer ainsi, mais passons. Joffrin adore le débat, mais n'a pas de mots assez méprisants pour ses adversaires. Or, si la France de la Manif pour tous n'est pas celle des gilets jaunes, il y a nécessairement des recoupements entre les deux. Joffrin tolère le plouc, quoique ce ne soit pas sa tasse de thé, quand il parle pouvoir d'achat et ISF, mais qu'il se soucie des « racines », des « frontières », de « l'identité » et de la « transmission » et le voilà expulsé de l'humanité, comme autrefois les électeurs lepénistes.

Dans le genre « Je n'ai rien compris et j'en suis fier », on décernera la palme à Bernard-Henri Lévy et à son manifeste pour sauver l'Europe, signé par 30 écrivains du monde entier, et publié par *Libération* des 26 et 27 janvier. Obsédé par le populisme qui monte, face auquel il retrouve les accents héroïques et les barricades métaphoriques qu'il affectionne, BHL ne s'intéresse nullement à ses causes. Pas un mot non plus sur les raisons de la désaffection pour l'Europe. Le seul péril vient des fachos, ceux qui s'inquiètent de l'immigration massive et de l'islam radical. « *Disgrâce de ceux qui croient encore à l'héritage d'Érasme, de Dante, de Goethe et de Comenius ; mépris de l'intelligence et de la culture ; explosions de xénophobie et d'antisémitisme* », écrit-il dans son style de normalien. Ces mots qui pourraient décrire avec précision nos territoires perdus sont dirigés contre les seuls ennemis de la démocratie que connaisse BHL : le populiste, le souverainiste, l'eurosceptique. Ce

n'est pas la faillite de l'intégration qui menace la cohésion française, c'est le beaufig vote RN.

Il est vrai que même Salman Rushdie, qui s'exprime dans le même numéro de *Libération*, ne voit pas de plus grands périls, pour le Vieux Continent, que « *la folie du Brexit* » ou, en France, « *l'alliance macabre en train de se nouer entre l'extrême droite et l'extrême gauche* ». Aurait-il subi une fatwa populiste ?

Au cas où on aurait eu des doutes, BHL, qui se produira au printemps dans toute l'Europe avec un one-man-show destiné à éveiller les consciences, a enfoncé le clou dans *Le Temps* de Genève : « *En Europe, le peuple ne doit pas être le seul souverain ! Ou, s'il l'est, il doit l'être comme tous les autres souverains : avec des limites, des bornes à sa toute-puissance. La démocratie a besoin de transcendance.* » Peut-être, mais qui détermine la transcendance, Bernard-Henri Lévy et ses amis écrivains ? Aussi distingués soient ces grands esprits, ils ne voient toujours pas que c'est précisément en interdisant toute discussion sur l'Europe, devenue à leurs yeux une religion, pas un choix ni un projet sur lequel les électeurs pourraient avoir leur mot à dire, qu'ils poussent certains d'entre eux à rêver de Frexit. Juste pour dire merde à celui qui lira. « *S'ils sont vraiment désireux de changer les choses, conclut notre militant-penseur, les gilets jaunes devraient participer en masse au grand débat national lancé par Emmanuel Macron.* » La parole est libre, mais en liberté étroitement surveillée. •

MARINE LE PEN

« SUR LES RONDS-POINTS
ON PARLAIT BEAUCOUP
D'IMMIGRATION »

Propos recueillis par
Daoud Boughezala et Élisabeth Lévy



Défaite par Emmanuel Macron l'an dernier, la présidente du Rassemblement national semble tirer profit de la mobilisation des gilets jaunes. Pourtant, l'agenda politique se focalise sur le pouvoir d'achat et la crise de la démocratie, loin de l'immigration. Grand débat, Europe, identité : Marine Le Pen nous dit ses quatre vérités.

Causeur. Depuis plusieurs années, vous affirmez que les questions d'identité et d'immigration sont occultées par les élites qui cantonnent le débat politique aux questions socio-économiques. Or, l'immigration n'arrive qu'au huitième rang des revendications dans les cahiers de doléances. Vous êtes-vous trompée ?

Marine Le Pen. Vous commettez une double erreur d'analyse : sur le Rassemblement national et sur les gilets jaunes. J'ai toujours considéré, contre une partie de mon camp, qu'il était essentiel d'investir le plan social. Au sein de mon parti, en 2012 et en 2017, certains me poussaient à revenir exclusivement aux problèmes d'identité et d'immigration. J'ai donc tenu à marcher sur deux jambes : l'économie et l'immigration. De ce point de vue, les gilets jaunes me donnent raison, car si leur révolte se focalise sur le pouvoir d'achat, elle ne s'y limite pas. Ce mouvement est un gigantesque cri de souffrance d'un peuple qui se sent exproprié économiquement, mais aussi culturellement. Le pacte de Marrakech est d'ailleurs devenu l'un des sujets majeurs sur leurs forums. Du reste, la réclamation du référendum d'initiative citoyenne (RIC) exprime bien la volonté de changer les rapports de force avec les gouvernants, notamment sur la question migratoire. En effet, depuis vingt ans, l'immigration oppose le peuple – partisan de son arrêt ou de sa limitation – aux différents gouvernements qui continuent d'imposer le contraire.

En ce cas, pourquoi les gilets jaunes n'en parlent-ils pas ?

Mais ils en parlent beaucoup : sur les ronds-points ! Une de vos consœurs à qui je le faisais remarquer m'a fait la même réponse : « *Mais ils n'en parlent pas aux caméras !* » En réalité, les gilets jaunes ont intégré le terrorisme intellectuel. Ils savent qu'on ne doit pas parler d'immigration sans se faire taxer de crypto-fasciste et brouiller son message. Cette partie du peuple français considère que les médias – car,

de même que les médias le globalisent, il globalise les médias – sont les surveillants du politiquement correct.

Il y avait malgré tout au sein de votre parti une dichotomie entre un « FN du Nord », étatiste et social, et un « FN du Sud », libéral-conservateur qu'incarnait votre nièce. Avec votre discours très social, voire carrément gauchiste, ne risquez-vous pas de vous aliéner cette fraction de vos électeurs ?

Je n'ai jamais cru à cette prétendue opposition entre un FN du Nord et un FN du Sud. Les anciens électeurs de gauche qui nous rejoignent ne le font pas pour le programme social, mais plutôt contre l'immigration, tandis que les anciens électeurs de droite votent pour notre programme social. À l'instar de nombreux gilets jaunes, ce sont les classes populaires que la droite a abandonnées qui se tournent vers nous.

Cependant, certains électeurs appartenant plutôt aux catégories aisées votent RN, car ils trouvent LR trop tiède sur les questions régaliennes.

Non, cette droite patrimoniale a massivement voté Macron. Certains manifestent pour les valeurs et affirment avoir la main sur le cœur, mais ils l'ont surtout sur le portefeuille. À Versailles, ils ont voté Macron et ont fait battre Poisson ! Il n'est d'ailleurs pas sûr qu'ils votent Bellamy aux européennes.

Quoi qu'il en soit, une partie des revendications des gilets jaunes est assez raccord avec les thèses que vous défendez. Comment expliquez-vous qu'ils aient obtenu la sympathie de 70 % des Français là où vous n'avez réuni qu'un tiers des électeurs au second tour de la présidentielle ?

Très simplement : le courant que je représente est systématiquement délégitimé, voire criminalisé. Pendant la campagne présidentielle, on n'a pas cessé de répéter « Marine Le Pen, ce sera le chaos ! » L'idée selon laquelle nous serions porteurs de désordre et de violence s'est donc profondément inscrite dans l'esprit de certains Français. Aujourd'hui, on s'aperçoit que le chaos, c'est plutôt Emmanuel Macron. Mais avant même l'épisode des gilets jaunes, le spectacle désolant des dix-huit premiers mois de gouvernance de Macron, qui a associé le pire de la droite, le pire de la gauche et le pire de l'ancien monde, avait fait évoluer l'opinion. Si, aujourd'hui, les dirigeants de LR font mine de reprendre les positions du RPR dans les années 1990 sur l'immigration, c'est grâce à nos succès électoraux, et non en raison de leurs convictions profondes. Si l'UE est aujourd'hui si décriée, c'est grâce au travail de fond que nous menons depuis des années pour en dénoncer les méfaits. →

Reste que votre mouvement fait partie du paysage politique depuis des décennies et que la mobilisation n'est pas venue des partis, mais de la rue et des réseaux sociaux. N'avez-vous pas une part de responsabilité ?

Mais comment voulez-vous que ça se passe ailleurs dès lors que les Français observent, une fois de plus, une scandaleuse injustice : la France insoumise, le Rassemblement national et Dupont-Aignan qui, ensemble, ont totalisé la moitié des suffrages au premier tour de l'élection présidentielle ont au total moins de 30 députés sur 577 ! L'espace naturel de la démocratie représentative, c'est-à-dire l'Assemblée nationale, n'est qu'une chambre d'enregistrement au service du président de la République. À partir du moment où les débats n'ont pas lieu au sein de l'Assemblée, ils se déroulent ailleurs. La crise des gilets jaunes est une crise de la représentativité politique, ainsi que de la représentativité syndicale, dont on parle très peu. C'est la raison pour laquelle, une fois toutes les manœuvres de communication épuisées, Emmanuel Macron sera acculé à la dissolution de l'Assemblée nationale, précédée – car sinon ça ne sert à rien – de l'instauration de la proportionnelle, de la mise en place du référendum d'initiative populaire, et de la baisse du nombre de parlementaires.

Vous achetez cette idée démagogique de la réduction du nombre de parlementaires ? Outre que c'est parfaitement inutile, elle aura pour conséquence le fait que les élus seront encore plus éloignés des préoccupations des Français.

Dans une élection à la proportionnelle avec des listes nationales, un mouvement politique qui n'investirait que des candidats parisiens prendrait une raclée dans les autres territoires. Si le cumul des mandats député-maire n'était pas la panacée, au moins avaient-ils une bonne connaissance du terrain. L'élection massive de députés internet, macronistes totalement hors-sol, en a été la démonstration.

Quant à la proportionnelle nationale que vous préconisez, elle permettrait aux appareils partisans de confisquer la décision politique.

Ce système proportionnel est celui choisi par quasiment toutes les démocraties européennes et, au contraire, il permet à tous d'être représentés sans passer sous les fourches caudines des accords de second tour entre appareils politiques.

Votre soutien aux gilets jaunes a semble-t-il connu des variations. Dans une lettre du 17 décembre, publiée par *Libération* en janvier, vous condamnerez vivement la violence. Pourquoi vos interventions dans les médias sont-elles plus ambiguës ?

Je suis opposée à toute forme de violence, par définition illégitime en démocratie. Mais le gouvernement est responsable de cette montée de la violence. Depuis la première manifestation sur les Champs-Élysées, on a pu observer des techniques de maintien de l'ordre qui auraient transformé une foule de bonzes tibétains en fous furieux pressés d'en découdre. Des braves gens, parfaitement non violents, se sont retrouvés pris dans des nasses où, en quelques heures, ils recevaient des milliers de grenades lacrymogènes... Cela suscite des réactions éminemment dangereuses.

C'est beau comme du Plenel : ce n'est pas bien d'être violent, mais c'est l'État le coupable. Si ce n'est pas de l'« excusisme » !

Il est difficile de maîtriser une manifestation qui dégénère, mais il est simple de faire dégénérer une manifestation. Des voix s'élèvent aujourd'hui pour constater que, par amateurisme ou moins innocemment, on a créé les conditions d'une absence de sécurité, et pour les manifestants et pour les forces de l'ordre. Le jour où il y a eu ces scènes préinsurrectionnelles, quasiment tous les métros de l'Ouest parisien étaient fermés, mais ceux de l'Est parisien étaient ouverts. Pourquoi, alors qu'on savait que des bandes de pillards de banlieue n'attendaient que cela pour venir faire leurs « courses » ?

Et ça, ce n'est pas du complotisme ? En tout cas, beaucoup de gilets jaunes ont refusé de condamner ces violences.

C'est faux. Beaucoup de gilets jaunes se sont désolés de cette violence. Si on met de côté les casseurs qui sont des anarchistes professionnels et les racailles de banlieue qui sont des pilleurs professionnels, l'immense majorité des gens souhaitait manifester de manière pacifique. Du reste, le message envoyé par le gouvernement en ne cédant à certaines de leurs revendications qu'après les violences les plus graves, et non en acceptant le dialogue politique, est pour le moins ambigu.

Dans ce cas, quel était le sens de votre lettre aux médias ?

Replaçons-la dans son contexte. Le mouvement avait atteint une phase quasi insurrectionnelle et je commençais à détecter qu'un certain nombre de personnes étaient jaunes à l'extérieur et rouge à l'intérieur. Elles essayaient d'infiltrer le mouvement pour en prendre le contrôle et imposer leur logique révolutionnaire. Ces anarchistes qui pourrissent tous les mouvements sociaux arrivent avec leurs drapeaux et se précipitent dès qu'il y a une caméra. Dans cette lettre, je rappelais mon attachement à la V^e République et mon désaccord avec ceux qui souhaitent son effondrement. Je rappelais que ce ne sont pas nos institutions qui sont critiquables, mais ceux qui sont à sa tête.

Vous parlez des anarchistes, vous oubliez les skinheads, identitaires violents et autres fachos...

Il existe des anarchistes de toutes les couleurs politiques, mais admettons ensemble, et l'histoire récente nous en apporte la démonstration, que les black blocks sont de loin les plus structurés, les plus nombreux et les plus dangereux.

Si vous le dites... Malgré votre attachement à la V^e, vous adhérez à la mode du tout participatif. On nous fait croire qu'on consultera tout le monde sur tout et que tout viendra de la base. N'est-ce pas en contradiction avec l'esprit de la Constitution – et du gaullisme ?

Le référendum d'initiative populaire est au contraire très V^e République ! C'est le retour aux fondements mêmes de notre République : un seul souverain, le peuple. Selon de Gaulle, seul le référendum pouvait changer la Constitution. La possibilité de recourir au Congrès qu'il a introduite était une exception qui avait vocation à répondre à une situation d'urgence. Mais ceux qui nous gouvernent ont changé intégra-

lement la donne. Le Congrès est maintenant devenu la règle et le référendum l'exception. Il y a donc une captation du pouvoir. Par ailleurs, lorsque j'entends le président de la République dire que le référendum d'initiative populaire est contraire à la démocratie représentative, je suis atterrée. Le peuple élit des représentants, et s'il considère à un moment donné que ceux-ci vont dans le sens inverse de ses intérêts ou de sa volonté, il doit pouvoir reprendre la main par la voie du référendum.

D'après les sondages, le président et son parti que vous souhaitez acculer à la dissolution sont donnés gagnants aux européennes.

C'est la conséquence de l'implosion de LR qui fait suite à la disparition du PS. Une partie des LR, suivant Juppé, Raffarin, Le Maire et Darmanin, s'est déjà alliée avec Emmanuel Macron ou s'apprête à le faire. Parmi les candidats à la primaire LR, certains ont disparu, d'autres sont macron-compatibles, et il y en a d'autres, comme NKM et Copé, qui cochent les deux cases. Rappelez-vous que Fillon avait appelé à voter Macron au second tour. Quant à Nicolas →



Manifestation de gilets jaunes contre le pacte de Marrakech, Lyon, 8 décembre 2018.



Marine Le Pen aux côtés de Jordan Bardella, tête de liste
Rassemblement National (RN) aux élections européennes, Paris, 13 janvier 2019.

Sarkozy, il est devenu le visiteur du soir d'Emmanuel Macron pendant la crise des gilets jaunes – c'est probablement lui qui lui a soufflé l'idée du débat. Pendant ce temps, d'autres LR comme Mariani et Jean-Paul Garraud nous ont rejoints.

Depuis quelque temps, Mélenchon et vous faites assaut d'amabilités mutuelles. Qu'est-ce qui vous distingue encore de lui ?

Sur les ronds-points, nous avons constaté un certain nombre de convergences avec la France insoumise. De la même manière qu'au Parlement européen, il existe des convergences entre les élus Verts et nous, par exemple sur le combat contre le libre-échange. Sur le RIC, sur la loi contre les « fake news », la nationalisation des autoroutes et la nécessaire augmentation des bas salaires, nous avons des positions compatibles avec LFI. Toutefois, il reste entre nous trois divergences fondamentales : l'immigration, la laïcité et le communautarisme. La confrontation mondialistes/souverainistes traverse d'ailleurs LFI (c'est la raison pour laquelle Mélenchon a viré Kuzmanovic et Cocq), comme elles divisent tous les partis sauf LREM et le RN qui sont cohérents sur leurs positions.

Vous invitez les licenciés de LFI à vous rejoindre ?

Si on arrive à se mettre d'accord sur l'essentiel, s'ils considèrent que l'immigration ne peut pas continuer ainsi, que la laïcité doit être absolument défendue et que le communautarisme est un cancer, pourquoi pas ?

Y a-t-il là le prélude éventuel à un futur rassemblement à l'italienne entre vous et eux ?

Non, puisque Mélenchon s'est radicalisé sur l'immigrationnisme en choisissant de suivre les indigénistes et des communautaristes de son mouvement. Et puis, la France insoumise n'est pas comparable au Mouvement 5 étoiles. Si demain les gilets jaunes se constituent en mouvement politique et arrivent à trouver une homogénéité, eux ressembleront à 5 étoiles, y compris dans leur mode de fonctionnement.

Si un parti politique émerge de ce mouvement, ce sera un échec pour vous, non ?

C'est la démocratie ! Mais est-ce que ce parti verra le jour ? Je ne sais pas. Un syndicat se justifierait davantage. Sur ces ronds-points, il y avait des gens très divers, issus de toutes les classes populaires et

moyennes avec des appartenances politiques divergentes.

N'y a-t-il pas chez certains gilets jaunes une petite musique inquiétante, antisystème, et même soralienne ?

Bien sûr qu'il y a des militants bien formés qui profitent de la situation. Mais je ne pense pas que tout cela ait la moindre influence sur tous ceux qui manifestent. Je n'ai pas entendu un mot contre la République, ni de haine sociale dans leur bouche. Ils ont le sentiment qu'il y a une caste qui s'accorde tous les pouvoirs et tous les privilèges et que le peuple est maltraité. Est-ce totalement faux ? Non.

Beaucoup se tournent vers le système social et réclament plus d'aides et plus de subventions alors que notre économie est déjà très socialisée. Que vous inspire cette mentalité de créanciers ?

Les Français sont les créanciers d'un État qu'ils financent à fonds perdu au point d'être privés de la capacité de vivre de leur travail. Il est donc normal que la méthode « donne-moi ton portefeuille, je te filerai 100 balles », comme disait Coluche, ne fonctionne plus aujourd'hui ! Les Français veulent savoir où va leur argent. Et ils s'aperçoivent qu'on prend en charge toute la misère du monde, que des centaines de comités Théodule récompensent les copains politiques... Il n'y a pas que l'affaire Chantal Jouanno. Prenez, par exemple, l'Agence de financement des infrastructures de transports. La Cour des comptes a affirmé en 2006 qu'elle était « inutile », et en 2016 qu'elle était une « coquille vide ». Eh bien, on confie cette coquille vide à monsieur Béchu, quelques mois après qu'il a soutenu Macron. Budget : 2 milliards par an, dont 600 millions de déficits. Il faut comprendre la colère de ceux qui ne font pas trois repas par jour et ne peuvent pas toujours se soigner...

Vous pensez qu'en reprenant une part de la souveraineté qu'elle a cédée à l'Union européenne, la France retrouverait la capacité d'agir. Pourtant, vous avez renoncé à la sortie de l'euro, raison pour laquelle Thierry Mariani vous a rejoints.

Nous avons à l'égard de l'UE une position claire et conséquente : c'est une épouvantable machine carcérale qui s'est construite sans les peuples, qui avance contre les peuples, et qui a échoué dans l'intégralité des domaines. Mais nous avons tenu compte de ce qu'ont dit les électeurs en 2017. Primo, le big bang institutionnel que nous leur avons proposé les effrayait, ils n'en ont pas voulu. Secundo, puisque nous ne sommes plus isolés sur la scène européenne, nous voilà sortis de l'alternative unique à l'époque : se soumettre à l'UE ou sortir de l'UE. Dans ce cas, on préférerait sortir. La victoire de nos alliés dans plusieurs pays a ouvert une autre possibilité : changer l'Europe de l'intérieur. Construire une alliance

européenne des nations, c'est-à-dire cette Europe des nations souveraines, des peuples et des coopérations, qui va prendre la place de l'UE.

Vous ciblez notamment le libre-échange. Vous imaginez la France négociant seule face à la Chine ?

Le bloc européen qui négocie aujourd'hui n'est pas cohérent. Je suis persuadée que l'Italie de Salvini a le même souci et la même vision que nous sur le libre-échange. Nous ne serons donc pas seuls à souhaiter le transformer en « juste échange ».

Il va falloir, alors, expliquer aux Français que s'ils souhaitent récupérer leurs usines, ils ne pourront pas acheter l'iPhone au prix du travail en Chine !

Mais aujourd'hui non plus ! Qui sont les grands gagnants du libre-échange, les consommateurs ou bien les grands distributeurs et les centrales d'achat ? Les consommateurs ont payé par le chômage et parfois leur santé les quelques économies qu'ils ont réalisées sur leurs tee-shirts et leurs portables.

Le Brexit, aussi légitime soit-il, démontre à quel point il est difficile de défaire des liens créés par des décennies d'appartenance à l'UE, même quand on a déjà un pied dehors.

Le Brexit est compliqué pour deux raisons. D'abord, l'UE n'a pas mené une discussion loyale avec le Royaume-Uni, elle a plutôt voulu se venger ou faire un exemple pour dissuader d'autres peuples d'imiter les Britanniques. Ensuite, on a confié à madame May, qui était contre le Brexit, la charge de le mener à bien. Elle est venue présenter au peuple britannique un programme dans lequel il perd les quelques avantages de l'appartenance à l'UE (notamment le droit de vote), mais en conserve tous les inconvénients. Résultat, elle s'est mise à dos ceux qui défendent un maintien total autant que ceux qui défendent une sortie totale.

Votre tête de liste pour les européennes, Jordan Bardella, est un jeune inexpérimenté de 23 ans. Est-ce pour faire plus jeune que le jeune de l'Élysée ?

Jordan Bardella est un pur produit de la méritocratie républicaine ! Né et élevé dans une cité difficile de Seine-Saint-Denis, il s'est élevé à force de travail et de courage. Par ailleurs, il connaît parfaitement les problèmes de communautarisme, d'immigration, d'islamisme. Bref, il a sûrement une plus grande expérience de la vraie vie qu'Emmanuel Macron !

Vous avez parlé dissolution et proportionnelle. Vous seriez prête à une cohabitation avec le président de la République ?

Si les Français le décident, évidemment ! Nous sommes prêts à appliquer nos idées. •

GILETS JAUNES COMMENT LE MOUVEMENT M'A QUITTÉ

Par Cyril Bennasar

De révolte légitime contre l'impôt et la bureaucratie, le mouvement des gilets jaunes a viré à l'anarchie participative. Notre pays rongé par l'assistanat, l'immigration massive et l'islamisation mérite des frontières étanches, pas un concours Lépine des doléances.

Une fois encore, c'est un coup de fil de la patronne qui m'a sorti de ma réserve : « *Toi qui es le plus gilet jaune d'entre nous, viens donc mettre ton grain de sel dans cette soupe nationale en ébullition, et dans le journal.* »

« Le plus gilet jaune d'entre nous ? » Pour des journalistes ou des intellectuels, qui ont lu et relu Philippe Muray, qui pensent que les fumeurs de clopes qui roulent au diesel sont pétris de bon sens et parlent comme dans les films d'Audiard, bref, qui ont une certaine idée du peuple, c'est peut-être un compliment ; pour moi qui vis avec quelques spécimens un peu représentatifs dans ma France périphérique, je n'ai pas su comment je devais le prendre.

Je reconnais que j'ai plutôt le profil : l'artisan exilé au-delà de la banlieue qui râle contre les taxes et les impôts, qui peste contre les contrôles, les limitations et les radars, et que la prolifération des voiles sur les femmes jusque dans nos campagnes a rendu raisonnablement islamophobe, celui qui rêve d'un État un peu plus gardien de la nation, de sa culture et de sa civilisation, donc des frontières, et un peu moins dépensier, ou un peu mieux, c'est bien moi.

J'étais donc sans doute gilet jaune la première semaine sans vraiment le savoir et sans le porter pour des raisons purement esthétiques, quand la question était de savoir

« *ce qu'ils faisaient du pognon* », même si nous en avons une petite idée dans un pays où la dépense publique représente 56 % du PIB, et la dépense sociale 46 %. Je l'étais sûrement en novembre, quand sur les ronds-points, des citoyens responsables assistaient la police des frontières dans sa lutte contre les migrations clandestines ou quand d'autres invitaient une musulmane voilée à faire un petit effort d'intégration pour devenir une vraie Française libérée, délivrée, échevelée, et quand au début du mouvement, les délateurs bien pensants de la France insoumise croyaient voir revenir Pujade. Je l'étais de tout mon cœur quand j'ai aperçu brièvement dans un cortège un type qui brandissait un panneau sur lequel il avait écrit : « *Trump président* ». Ensuite, j'ai eu des doutes.

Dès la deuxième semaine, quand ceux qui se retroussent les manches sont retournés au turbin pour laisser le champ libre à ceux qui tendent la main, quand les mères célibataires ont remplacé les petits patrons, quand le ras-le-bol de la taxe appliquée à soi s'est changé en exigence d'impôt pour les autres et quand des foules nourries au ressentiment n'ont plus regardé que l'assiette du voisin fortuné, j'ai retourné ma veste.

Le troisième samedi, j'ai jeté le gilet aux orties quand j'ai lu sur les banderoles des slogans tels que « *Élus, vous rendrez des comptes* », quand j'ai vu dans les foules ceux dont je suis cerné dans la vie, et que je connais bien, ce ramassis d'abstentionnistes, de j'm'enfoutistes, naïvement complotistes sur les bords, qui braillent au café du commerce, mais jamais au café philo, qui toujours récriminent et réclament et jamais ne s'engagent, pour qui je ne manque pas de tendresse parfois, mais que je serais obligé de tuer pour sauver mon pays s'ils étaient tirés au sort pour rédiger la constitution de la prochaine république.

Quand je les ai reconnus, ceux-là ou leurs pareils, inspirés par des « intellectuels gilets jaunes », tel Étienne Chouard, qui qualifie les élus en général de « *crapules* » et Macron



Acte XI des gilets jaunes, Paris, 26 janvier 2019.

en particulier de « gredin », de « voleur » ou de « criminel », chauffés par ce parlementaire insoumis qui prédit au président une fin tragique, gueulant dans la rue contre les députés, envieux et incendiaires, tels ces révolutionnaires patibulaires et marseillais qui déambulaient avec des piques en quête de têtes et que décrit Chateaubriand, menaçant ceux qui, au sacrifice de leur vie de famille, perdent leurs dimanches et leurs jours fériés, pour se faire traiter de profiteurs sur les marchés, dans l'exercice de ce sacerdoce qu'est devenu l'engagement politique. Il m'est alors venu des envies de répression, de violences policières légitimes et de borgnes au pays des aveugles ingrats et des infâmes crétins. J'ai compris que je n'étais décidément pas gilet jaune quand j'ai aperçu, dans une des dernières manif un type avec « je suis Adama » écrit sur son gilet et un autre qui réclamait sur une pancarte « Un pavillon pour l'Aquarius » et que personne ne priait d'aller brailler ailleurs.

Comme souvent, entré Philinte dans le débat, j'en sortis Alceste. J'avais pourtant espéré un sursaut, mais il n'arriva pas par où je l'attendais. Idéaliste, je voulais voir venir un sursaut identitaire, il fut consumériste, et porté par de pauvres petits citoyens susceptibles. Le mépris du président et le trop faible pouvoir d'achat furent les paroles répétées qui montaient des ronds-points. Le chœur des indignés se mit partout à entonner le même

refrain : « On nous parle mal et on ne nous donne pas assez. » Semaine après semaine, la misère ressentie remplaça dans les discours des difficultés réelles et l'on vit des manifestants se plaindre de ne plus pouvoir nourrir leurs enfants un iPhone à la main. Une France du bas se mit à gémir et à exiger du respect comme une association communautaire dans un quartier difficile ou comme des collégiens dans une ZEP.

Ainsi, après deux mois de « gilet-jaunisse », ce qui finit par sembler préoccuper les Français des ronds-points et des Champs-Élysées, ce n'est pas le séparatisme que cache mal le décor de télé du vivre-ensemble, ni la régression de nos modes de vie dans l'espace public que la tiers-mondisation de la France entraîne, ni les conditions de travail des profs dans les territoires perdus pour la République, ni la guerre civile qui vient et qu'annoncent pratiquement tous ceux qui ont été au pouvoir ; ce qui semble faire brailler le plus fort, c'est la diminution d'un pouvoir d'achat que rognent trop d'impôts, et l'augmentation du nombre de riches.

Je ne suis donc plus d'accord sur rien de ce que les doléances révèlent. « Mais qu'est ce qu'ils font avec le pognon ? » demandait Jacqueline au début de l'histoire. Revenons donc à la question des origines. Dans

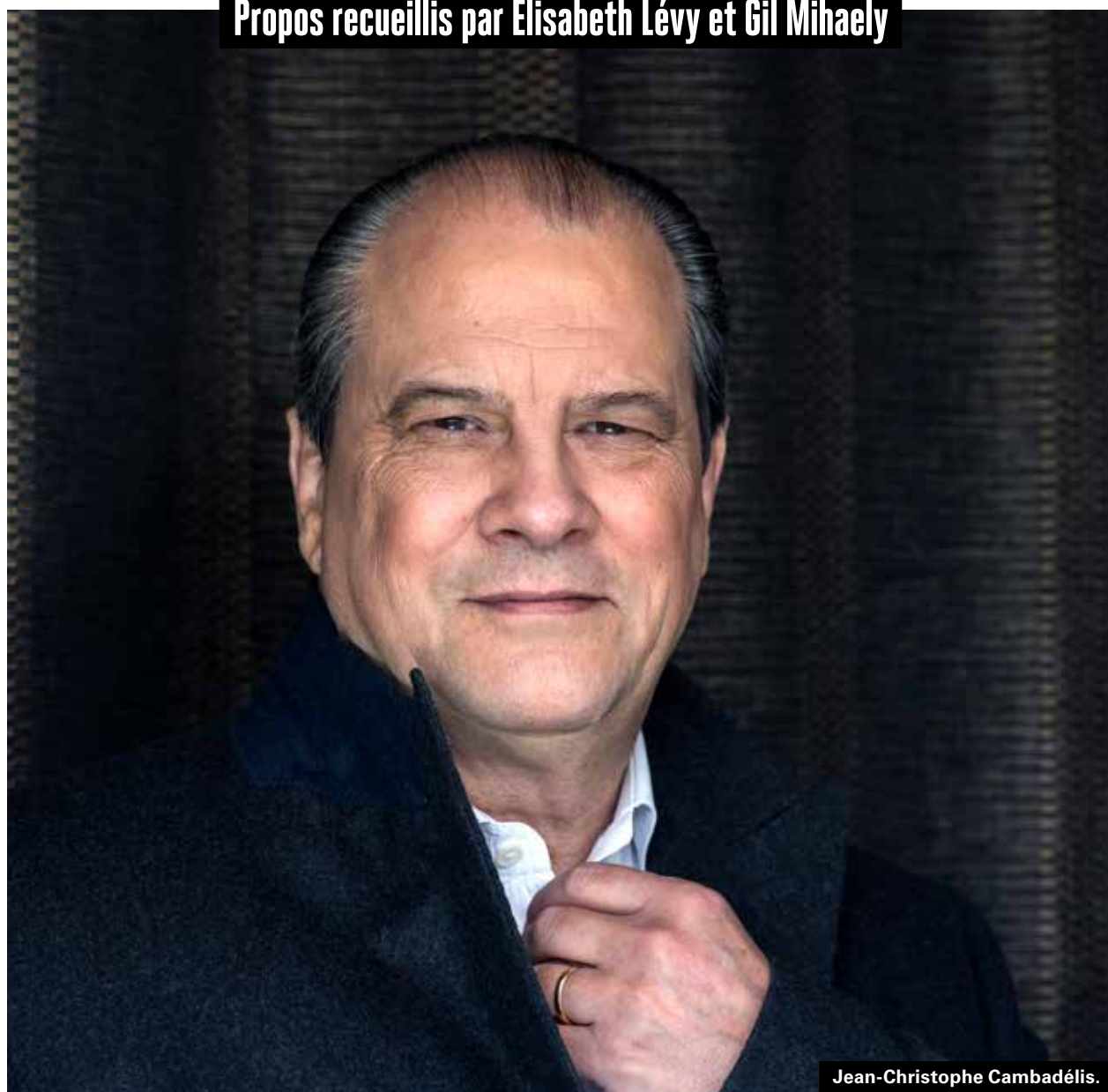
un pays où les classes populaires ne s'en sortent pas sans aides sociales, les imposables que nous sommes, sommés de subvenir à tous les besoins, deviennent les dindons de cette farce qu'on appelle la solidarité. Or pour reprendre Christophe Guilluy, le terme « classe populaire » est devenu dans certaines régions, dont la mienne, un euphémisme pour désigner les populations immigrées qui arrivent en flux continu depuis des décennies sur notre sol. En réalité, les charges et les taxes qui nous fatiguent financent des dépenses sociales qui règlent en bonne partie les factures que laisse une immigration constante. Donc, quand je paye mon Urssaf, je remplis des caisses que vident inexorablement des allocations diverses et variées. Ainsi, plus je travaille, plus je cotise et plus je subventionne le « grand remplacement ».

On pourrait évidemment spolier madame Betancourt ou monsieur Bolloré pour calmer nos colères, mais je crains que le compte n'y soit pas. On pourrait aussi réaffecter toutes ces recettes à, par exemple, l'entretien d'une armée qui protégerait nos frontières et passerait au Kärcher nos banlieues. Et alors, en ce qui me concerne, je me remettrais à payer tous les impôts et toutes les taxes que l'on voudra avec le plus grand consentement. Allez, je remets mon gilet jaune et je vais porter mon idée modeste et géniale à la mairie ! •

CAMBADELIS

« LA RENCONTRE DES INSOUMIS AVEC LES GILETS JAUNES N'A PAS EU LIEU »

Propos recueillis par Élisabeth Lévy et Gil Mihaely



Jean-Christophe Cambadélis.

Premier secrétaire du PS sous le quinquennat Hollande, Jean-Christophe Cambadélis décrypte la crise de la social- démocratie française et européenne. Prisonnières d'un logiciel idéologique dépassé, les gauches de gouvernement doivent contester l'Europe allemande et inventer un modèle de croissance verte pour renaître.

Causeur. Au plus fort du mouvement des gilets jaunes, vous avez déclaré au *Point* : « Pour la première fois depuis 1956, la gauche est spectatrice d'un mouvement social populaire. » Que vouliez-vous dire par là ?

Jean-Christophe Cambadélis. Pour la première fois depuis le mouvement poujadiste, la gauche observe et commente un mouvement social sans y participer. Aucun des acteurs – et encore moins des figures de proue – des gilets jaunes ne provient de la gauche. C'est un phénomène tout à fait particulier.

Pardon, mais qu'entendez-vous par « la gauche » ?

Je parle de la gauche des partis et des syndicats. Force est de constater que, parmi les initiateurs, les coordinateurs ou ceux qui sont à la tête des boucles Facebook des gilets jaunes, il n'y a ni syndicalistes ni militants du PS, de la France insoumise ou des organisations d'extrême gauche. Ce sont des gens dont l'histoire personnelle n'a rien à voir avec celle de la gauche.

C'était vrai au début du mouvement, mais la stratégie d'entrisme menée par la France insoumise a payé. Aujourd'hui, il y a beaucoup de mélenchonistes assumés dans le mouvement.

Quoi qu'en disent Mélenchon, Coquerel ou Ruffin, la rencontre des Insoumis avec les gilets jaunes n'a pas eu lieu. Du reste, quand on connaît le *modus operandi* de la gauche, on peut s'étonner qu'il n'y ait pas eu de tentative d'instrumentalisation sur le mode « Touche pas à mon gilet ! »...

Quelle leçon en tirez-vous ?

Si on combine la fragmentation de la gauche, la quasi-disparition de l'offre politique à gauche, les défaites électorales et son absence dans le mouvement des gilets jaunes, on arrive à zéro ! Cette gauche est hors-jeu.

Pourquoi ?

La gauche vit encore sur des concepts construits dans les années 1960. Elle ne s'est pas renouvelée idéologiquement. Concrètement, le courant progressiste défend l'extension continue des libertés et les dividendes de l'État providence. Or, ces deux thématiques sont durement questionnées par le monde contemporain. L'État providence est mis à mal par la mondialisation, et ses acquis sont remis en cause. L'extension de l'individualisme et des droits se heurte à une forte demande de protection venant de la société, aussi l'aspiration à plus de liberté des années 1960 et 1970 est-elle aujourd'hui marginale. Résultat, la gauche vit dans la mélancolie et la nostalgie : la gauche réformiste dans la nostalgie de l'État providence et la gauche radicale dans celle de la décolonisation et de la révolution. Pour finir, en plus de passer son temps à ressasser le passé, la gauche se fractionne !

« La nouvelle gauche s'est constituée contre une certaine forme de nationalisme français »

Cela ne signifie-t-il pas tout simplement que la gauche a accompli sa mission historique ?

La question se pose ! Mais on peut aussi penser que la gauche a aujourd'hui vocation à redéfinir le progressisme dans la société contemporaine.

Vous décrivez un échec, mais vous ne l'expliquez pas. Qu'est-ce qui ne marche plus, le messianisme ?

Comme je l'ai déjà dit, la gauche du xx^e siècle s'est refondée sur la défense de l'État providence et des libertés, mais aussi sur un compromis historique →

entre communistes et gaullistes. Ces compromis autour de l'État jacobin, comme de l'État providence, ont été percus par la mondialisation et la libéralisation financière. L'État providence est en crise, le jacobinisme source de crises. Quant au messianisme, il a sombré avec la chute de l'Union soviétique et l'extension de l'économie de marché à la Russie, l'Europe centrale et la Chine. Et il s'est réfugié dans la résurgence du religieux. La gauche s'est alors divisée entre ceux qui voulaient s'adapter à la mondialisation telle qu'elle était et ceux qui voulaient résister. Cela s'est passé dans tous les partis dits « progressistes » : le Parti démocrate est divisé entre la ligne et la culture politique d'Hillary Clinton et celles de Bernie Sanders. Chez les travaillistes britanniques, Corbyn s'oppose aux blairistes. En France, c'était Hollandais contre frondeurs. En Espagne, les barons des régions défient Sanchez. En Grèce, on a le Pasok et Tsipras, et en Allemagne, Die Linke et le SPD. En France, où la gauche a toujours été très idéologique et très sectaire, nous sommes arrivés à la fin d'un cycle commencé bien avant le congrès d'Épinay de 1971.

La crise des gilets jaunes révèle, comme vous l'avez pointé, une demande de protection qui est une demande de nation. N'est-ce pas le point aveugle de la gauche ? Même si l'idée de nation n'a jamais été mise de côté par les penseurs socialistes et notamment Jaurès, vous n'avez pas tort. La nouvelle gauche s'est constituée dans les années 1960 dans la lutte pour la décolonisation, et donc contre une certaine forme de nationalisme français. Dès lors, tout ce qui relevait de la nation lui est apparu comme une incapacité de penser l'humanité et de panser les blessures infligées par les nations dominantes. Cependant, si la gauche a été internationaliste au point de perdre de vue ce qui constituait une nation, elle ne peut revenir qu'en défendant un patriotisme républicain. On ne peut pas adhérer à une vision d'une nation puisant ses racines dans une histoire voire, pour certains, dans des gènes communs, séparant les Français dits « de souche » de ceux qui ne le sont pas.

En France, personne de sérieux ne parle de nation ethnique. Reconnaître qu'il existe des Français de souche ne signifie pas les opposer aux Français issus de l'immigration. En revanche, le multiculturalisme de la majorité de la gauche est en contradiction avec une vision républicaine de la nation. Le multiculturalisme n'est pas en contradiction avec les principes républicains. C'est la fraternité de la devise républicaine, fraternité laïque certes, mais fraternité. On confond la fraternité et le communautarisme, voulu ou contraint. Une nation se construit tous les jours autour d'un contrat social et d'une communauté de destin, ce qui permet aux cultures de se fondre dans un creuset commun, alors que le

communautarisme s'érige en égal du commun. Ceux que j'appellerais volontiers les « nouveaux progressistes » doivent porter un nouveau contrat social et un idéal de société. Or, la gauche s'est tellement battue pour démontrer qu'elle savait gérer qu'elle n'a plus de dessein. Le « pourquoi ? », le « pour quoi faire ? », le « où allons-nous ? », « quel type de société voulons-nous ? » ont disparu. La gauche ne va pas revenir en promettant qu'elle gèrera mieux que la droite.

« Sauf dans le Nord-Pas-de-Calais, le PS n'a jamais été un parti ouvrier »

Justement, sur le plan sociétal Terra Nova est passé par là. Autrement dit, la gauche a renoncé au prolo, trop national à ses yeux, pour la défense des minorités.

Je ne crois pas que Terra Nova ait eu beaucoup d'influence. Ce qui a tué la gauche, c'est Tony Blair et sa pratique du pouvoir orientée par l'idée que la bonne gestion était la fin des choses. Je le revois, affirmant à l'Assemblée nationale : « *Il n'y a pas une politique économique de droite ou une politique économique de gauche, il n'y a qu'une politique économique qui réussit...* » À partir de ce moment-là : il n'y a plus qu'à faire un parti unique !

Pardon, mais la gauche, c'était fromage et dessert, libéralisme sociétal et économique. C'est en vous opposant, sur ces deux terrains, un certain conservatisme, que le Front national vous a ravi l'électorat ouvrier.

Pardon, mais Jean-Marie Le Pen, puis Marine Le Pen ont été travaillistes ou libéraux selon les moments. Ce n'est pas ce qui fait l'identité du Front national. Celle-ci est bâtie sur la perte de souveraineté des Français, ce qui lui permet d'embrasser la critique de l'immigration, des étrangers, de la mondialisation, de l'Europe, mais aussi les mœurs qui dénatureraient ce qui serait « être Français ». Et donc d'unir de vrais xénophobes et des antilibéraux contre des élites qui trahissent la vraie France.

Vous avez mentionné Jaurès. Même s'il a théorisé la nation, il pensait sans doute qu'elle était soluble dans le bien-être économique. Il serait surpris d'observer la persistance du sentiment national. Toute la gauche, du reste, tend à négliger la dimension culturelle et anthropologique de la vie collective.

Chaque nation a son histoire, mais celle-ci ne peut être la fin de l'Histoire. La construction historique de la France autour d'un État monarchique qui la façonne n'est pas celle de l'Italie qui doit son unité aux garibaldiens ni celle de l'Allemagne de Bismarck. Mais culture, histoire, mémoire ne sont qu'une part de la nation, d'autant que pour la France, on peut l'interroger : la Saint-Barthélemy, la persécution des protestants, les massacres vendéens, le massacre des communards, le renvoi de 140 000 mineurs polonais grévistes, les heures sombres dans la police et la magistrature, ou la répression mortelle contre le FLN ou le MNA algérien... Et pourtant, la France c'est aussi et avant tout 1789, 1830, 1848, 1918, 1936, 1940 (le 18 juin), 1962, 1968, 1981... C'est-à-dire une nation qui forge des principes universels et se forge dans ces combats : la séparation des pouvoirs, la laïcité, la liberté, l'égalité, la fraternité ou la décolonisation ; et fonde l'Europe avec d'autres nations qui lui ont fait la guerre. Et oui, cette France-là, républicaine, n'a rien à voir avec le modèle anglo-saxon. C'est pour cela que la gauche doit revendiquer un patriotisme républicain, conquérant, et non un patriotisme identitaire, fermé sur lui-même.

En attendant, le peuple qui s'est réuni sur

les ronds-points est celui dont vous nous avez expliqué durant des années qu'il fallait l'isoler derrière un cordon sanitaire. Que n'a-t-on entendu sur ces « *ploucs émissaires* », comme l'a écrit Muray : qu'ils étaient des fachos, des salauds qui n'aimaient pas l'immigration ou le mariage gay... Il suffisait de regarder Canal+ pour connaître l'opinion que la gauche avait du peuple – en tout cas de cette partie du peuple, pas assez distinguée pour les esprits délicats.

Le peuple n'est pas un. La constitution du peuple est toujours à faire. Dans le peuple, il y a de tout. C'est ce qui frappe chez les gilets jaunes : ils sont porteurs de revendications sociales qui parlent à la gauche, comme le rétablissement de l'ISF ou l'augmentation des salaires, aussi bien que de discours de droite, sur l'impôt et le poids de l'État, la limitation de la vitesse, voire l'immigration. Et le peuple, c'est tout ça à la fois. Et aussi ceux qui ne se reconnaissent pas du tout dans cette révolte. C'est pourquoi je crois au clivage gauche-droite. Tant que la gauche et la droite étaient constituées, chacun, dans ce peuple divers, chacun allait du côté qu'il estimait juste, mais à partir du moment où la gauche et la droite se sont rassemblées ou rassemblées, il y a eu une échappatoire. →



François Mitterrand et Georges Marchais, alliés au sein de l'Union de la gauche, Paris, décembre 1977.



Angela Merkel aux côtés de réfugiés syriens, Stralsund, septembre 2017.

En somme, quand droite et gauche échouent à représenter une grande partie des classes populaires, vous déplorez que le peuple n'entre plus dans les cases de votre ingénierie sociale ? Le FN n'a pas tué le clivage droite-gauche, c'est la disparition du clivage droite-gauche qui a fait du FN le premier parti ouvrier de France.

Non, le premier parti de France, c'est l'abstentionnisme. Au demeurant, le PS n'a jamais été un parti ouvrier. Sauf dans le Pas-de-Calais et le Nord, il a toujours été un parti des villes. Ce n'est pas le PS qui a perdu le vote ouvrier... mais le Parti communiste qui s'est effondré, alors qu'il a représenté jusqu'à 21 % des suffrages !

C'était le projet d'un certain François Mitterrand...

Bien sûr. Dans l'union de la gauche, le rôle du Parti socialiste était de conquérir les couches moyennes, et celui du Parti communiste les couches populaires. Ce qu'on peut reprocher au Parti socialiste, c'est de ne pas être allé chercher l'électorat communiste après l'effondrement du PCF. Notez que l'objectif de ce dernier n'était pas de conquérir le pouvoir, mais

de prendre en charge la contestation de la société. Cela explique que des gens encartés au PCF n'aient pas trouvé à redire aux provocations de Jean-Marie Le Pen. Ils y voyaient en quelque sorte la poursuite de leur rêve contestataire.

La décision unilatérale de Merkel d'accueillir un million de migrants a créé une sacrée pagaille dans l'UE.

C'est un argument plutôt faible, non ?

Comme disait Georges Marchais, vous avez votre question, j'ai ma réponse... Quoi qu'il en soit, le Rassemblement national occupe un espace de plus en plus grand. C'est la dernière bouée de sauvetage d'Emmanuel Macron qui espère encore rejouer le scénario de l'élection présidentielle : moi ou le chaos.

Vous parlez du président, jamais de son parti. Le macronisme n'est-il qu'une

parenthèse, ouverte en réaction à la présidence Hollande ?

Certains socialistes le pensent. Pour ma part, je ne crois plus à la sociologie électorale ni à la tactique politique. C'est l'offre politique qui sera déterminante. La gauche ne peut pas revenir sans avoir reconstitué un corpus idéologique, ce qui est beaucoup plus compliqué que de se positionner pour ou contre Macron.

Eh bien allez-y. Quelle doit être la réponse de la gauche à la mondialisation ?

Ni résistance obtuse ni adaptation. Nous sommes dans la révolution de l'immatériel, du capitalisme, du défi climatique, de la mise en cause de la démocratie. Il faut changer notre logiciel et mener la bataille écologique et sociale de l'économie de marché. Et lutter contre ce que j'appellerais la « tendance à la dictocratie ». Le siècle à venir sera-t-il chinois – régime autoritaire et libre marché ? Sera-t-il sous contrôle des algorithmes des GAFA – démocratie formelle et contrôle social ? La démocratie sociale et écologique, voilà un dessein qui mérite d'être creusé par les nouveaux progressistes.

Venons-en à l'Union européenne. La logique lancinante de la construction européenne depuis quelques décennies est une tension vers le fédéralisme dont presque plus personne ne veut. En ce cas, que fait-on ?

Les nations-continents – la Chine, les États-Unis, la Russie, l'Inde – ont atteint une telle puissance économique que les démocraties occidentales en crise ne peuvent plus traiter avec elles d'égal à égal. Dans ces conditions, une certaine coordination des nations européennes pour défendre leur marché commun, être compétitives, promouvoir la démocratie et défendre leur espace de civilisation me semble indispensable.

Tout le monde est d'accord avec cela. Pas avec l'idée d'un seul gouvernement, d'un seul budget et d'une seule politique pour 27 nations !

À partir d'une bonne appréciation des rapports de force dans la mondialisation, on s'est embarqué dans l'histoire un peu folle de la subsidiarité de Valéry Giscard d'Estaing et des abandons de souveraineté qui se sont ensuivis. Restent des choses qui fonctionnent très bien. Vingt-sept pays qui ne sont jamais d'accord ont réussi à nommer un interlocuteur unique, Michel Barnier, pour négocier avec le Royaume-Uni et défendre les intérêts de tous sans que personne ne crie. Il ne faut pas faire les États-Unis d'Europe, mais les États d'Europe unis !

Un négociateur, quel bilan glorieux ! Blague à part, c'est la gauche qui a inventé l'eupéisme religieux de Maastricht.

La gauche a essayé de naviguer entre deux écueils : un fédéralisme inassumé et l'Europe allemande. Et elle a contribué aux deux. Admettre que nombre des maux de l'Europe viennent des décisions unilatérales de l'Allemagne n'est pas un blasphème. La politique économique européenne plus favorable à l'industrie allemande a commencé après le sommet de Nice (en décembre 2000) durant lequel Schröder a joué sur la cohabitation entre Jospin et Chirac pour pouvoir retrouver la place que son pays avait perdue. À l'époque, la France était encore en avance par rapport à l'Allemagne...

En tout cas, avec la crise des migrants, la gauche médiatique et universitaire a trouvé son héroïne en Angela Merkel.

La décision de Merkel d'accueillir un million de migrants syriens en plaçant ses partenaires de l'Europe devant le fait accompli a créé une sacrée pagaille dans l'Union. Tous les pays d'Europe sont en crise. La France, je n'en parle pas ; l'Espagne, la Belgique, l'Italie, où s'est nouée une alliance des populismes ; en Grande-Bretagne, on observe l'impasse du Brexit. Merkel et Schäuble portent une grande responsabilité dans le désordre européen.

Pour revenir à la France, que pensez-vous de Macron ?

J'ai dit très tôt, dans *Chronique d'une débâcle*, que son « verticalisme » était une erreur. Le techno-bonapartisme pousse au bout – et à bout – la V^e République, alors que les problèmes posés à la France appellent une organisation plus girondine. Macron a gagné avec beaucoup de chance en dépit de son erreur de diagnostic. Il pense qu'il peut convertir ce pays au modèle anglo-saxon, sans quoi il perdra sa place parmi les dix premières nations du monde. Résultat, il reproduit en les extrémisant les politiques appliquées depuis le gouvernement Juppé !

La situation du pays vous inquiète-t-elle ? Croyez-vous aux vertus du grand débat ?

Oui, je suis inquiet. Le pays a besoin de débats, d'apaisement, de concorde et regardez le week-end des 26-27 janvier. Des manifestations de gilets jaunes, des manifestations de foulards rouges, des manifestations écologistes, de la violence ritualisée, Jérôme Rodriguez blessé et nos forces de l'ordre mises en cause, mais aussi un déluge d'insanités contre Bilal Hassani, et le Medef quittant les négociations sur l'assurance-chômage. Cela résume l'état de la France – rien ne va plus. À partir du moment où le peuple, qui ne se sent plus représenté dans sa diversité, se retrouve face à un seul homme – qui croit que la technocratie, parce qu'elle est neutre, comprend l'intérêt des peuples mieux que le peuple lui-même –, on ne sait pas comment ça peut se terminer. Au fond, Macron ne comprend pas que la question de l'heure, c'est de refaire la France et non de la transformer en pays anglo-saxon ! •



Henri IV, roi de France (1589-1610) en armure, école française, xvii^e siècle.

LA MONARCHIE, C'EST LA DEMOCRATIE PLUS UN

Par Frédéric Rouvillois

Portée par les gilets jaunes, la revendication d'un référendum d'initiative citoyenne heurte de plein fouet les tenants de la démocratie représentative. Seule une monarchie constitutionnelle tempérée par le référendum serait en mesure de répondre aux aspirations populaires.

A en croire certains, ce que détesteraient avant tous les gilets jaunes ne serait autre que la « monarchie républicaine », incarnée par le président Macron. D'où ils déduisent, tout fiers de leur raisonnement, qu'il suffirait de dépouiller le régime de ses attributs monarchiques et de le « républicaniser » à nouveau dans le cadre d'une « VI^e » parée de toutes les vertus, pour satisfaire les gilets jaunes, et parvenir enfin au meilleur des mondes...

Pourtant, un amateur de paradoxes (ou un lecteur de Pascal qui constatait qu'en ce bas monde, ce sont ces derniers qui mènent le bal) pourrait leur démontrer qu'ils font fausse route, et que c'est au contraire la dimension « républicaine » du régime qui représente un obstacle infranchissable aux revendications des gilets jaunes. Bref, aussi saugrenu que cela puisse paraître, qu'une monarchie véritable serait, somme toute, mieux à même de satisfaire lesdites revendications.

Reprenant celles-ci par le début, c'est-à-dire par le fameux « référendum d'initiative citoyenne » (RIC), notre amateur de paradoxes commencerait par noter que, dans une république où tous les gouvernants sont élus, et ce faisant supposés « représenter » le souverain, le RIC, grâce auquel ce souverain pourrait s'exprimer sans leur aval, a du mal à passer. Permettant au peuple de

recupérer son pouvoir, il équivaut pour eux au RIP des cimetières anglo-saxons : « *Rest in peace* ». Les observateurs constatent à ce propos l'hostilité instinctive des élus à l'égard de toute forme de référendum : d'où, le faible nombre d'utilisations, y compris en matière constitutionnelle, où il s'agit pourtant de la procédure normale. Une hostilité qui, chez les élus, tourne à la fureur lorsque l'« initiative » du référendum leur échappe. Entre 2005 et 2008, ce fut brièvement le cas du référendum automatique de l'article 88-5, qui obligeait à consulter les Français en cas de nouvelle entrée dans l'Union européenne : mais la bronca des parlementaires ne tarda pas à s'exprimer, notamment par la bouche de... Jean-Luc Mélenchon, qui se scandalisait alors d'un mécanisme impliquant que « *les représentants du peuple auraient [...] moins de légitimité que le peuple à s'exprimer* » (sic). C'est pourquoi ce référendum obligatoire fut promptement neutralisé, sous l'égide de Sarkozy, lors de la révision constitutionnelle de 2008. Où l'on comprend que, même président, un élu reste un élu, qui estime que c'est à lui qu'appartient le pouvoir : à lui seul, et non à ceux qui l'ont désigné, en vertu de la vieille démonstration de Montesquieu selon laquelle le peuple sait admirablement se choisir des représentants, mais est bien trop stupide pour agir lui-même. Sur ce point, l'avantage paradoxal de la monarchie vient de ce que, si tous les autres représentants sont élus, le chef de l'État, lui, ne l'est pas : ce qui lui permet d'échapper à cette hostilité spontanée à l'encontre de la démocratie directe. Dans une monarchie, le référendum, quel qu'en soit l'initiateur, n'est pas perçu comme une atteinte, ni politique ni symbolique, au pouvoir du monarque. L'exemple du Maroc contemporain nous montre que c'est même le contraire.

Il en va également ainsi du « référendum révocatoire », c'est-à-dire, de la possibilité offerte aux électeurs de se débarrasser, avant le terme de leur mandat, d'un élu qui ne font pas l'affaire. Lorsqu'une personne privée confie à un mandataire la gestion d'un studio qu'elle veut mettre en location, le Code civil lui donne la possibilité →

d'en changer à tout moment si elle s'aperçoit que celui-ci s'avère incapable ou malhonnête. Dans ces conditions, on comprend mal pourquoi – alors que les enjeux sont infiniment plus importants – il en irait autrement dans l'ordre politique. Pourquoi le fait d'avoir choisi, un beau jour, un certain candidat pour des raisons souvent incertaines et sans toujours disposer des informations suffisantes, garantirait au candidat vainqueur, en toute hypothèse et quoi qu'il fasse, d'aller jusqu'au terme d'un mandat de plusieurs années... Bref, pourquoi le « tant pis pour vous, vous n'aviez qu'à mieux choisir », interdit par le code dans les rapports privés, serait-il donc intangible et sacré dans un domaine où ses effets pourraient s'avérer tragiques ? À le présenter ainsi, on comprend du reste que cette « représentation élective » n'a rien de spécifiquement « démocratique », comme l'avouait d'ailleurs son théoricien, l'abbé Sieyès, en septembre 1789. Et qu'elle l'est infiniment moins que le système inverse, où le souverain est en droit de révoquer à tout moment ceux qu'il a désignés.

Un roi échappant par nature à l'élection constitue un pôle de stabilité au milieu d'une réalité mouvante.

Le problème paraît essentiellement d'ordre pratique. Si tous les gouvernants sont élus et que tous les élus peuvent faire l'objet d'une telle révocation, alors l'ensemble du système semble menacé d'instabilité chronique : l'argument, estiment ses adversaires, serait d'ailleurs suffisant pour récuser une telle procédure et en revenir au mécanisme représentatif pur. Cependant, là encore, la situation change lorsqu'il y a au sommet de l'État un chef échappant par nature à l'élection, constituant par là même un pôle de stabilité incontestable au milieu d'une réalité mouvante. Un pôle qui, à l'inverse, permet d'accepter, en dessous, les risques d'une instabilité qui n'est pourtant que la manifestation de la volonté souveraine. Dans les années 1960, on disait de la monarchie qu'elle était l'anarchie plus un. Aujourd'hui, la question du référendum révocatoire pourrait suggérer une correction à la formule : la monarchie c'est la démocratie, plus un.

On reproche à Macron d'endosser les habits taillés par et pour le général de Gaulle, ceux du monarque républicain. Mais notre amateur de paradoxes pourrait objecter que c'est parce qu'il n'est pas pleinement monarque, autrement dit, parce qu'il est élu par une partie du corps électoral avec le soutien de certains groupes, qu'il ne saurait être le « président de tous les Français ». De même qu'il n'y a pas d'enfant sans mère (même avec la PMA), il n'existe pas de pouvoir élu indépendant de ceux qui l'ont fait élire – c'est-à-dire, des

féodalités de tous ordres qui lui ont permis d'accéder à sa place, et d'espérer y rester. À l'inverse, c'est parce qu'il n'est l' élu de personne que le roi peut être l'homme de tous. C'est parce qu'au fond il n'est que l'enfant de son père, au même titre que chacun d'entre nous, ce qui le place par rapport aux autres dans une situation à la fois absolument singulière et totalement banale, que le monarque peut assumer cette fonction de père. Sans être dépendant d'une coterie, d'un parti, d'un groupe ou d'un lobby quelconque : et sans que l'on puisse soupçonner ce père de préférer outrageusement tel ou tel de ses enfants, et de défavoriser les autres à leur profit.

Si l'on continue dans ce registre familial, on constate que le président de la République, lorsqu'il joue au père de la nation, se trouve sans cesse confronté à son propre mensonge : ce père-là, en effet, sait parfaitement qu'il abandonnera bientôt ses enfants, ce que ces derniers n'ignorent pas non plus. Il fait semblant d'être tout pour eux, mais regarde déjà sa montre, fébrilement. Car ce père adoptif est aussi, et surtout, un père temporaire, tout le contraire d'un père véritable. Comment alors lui faire confiance ? Comment imaginer que, chaque matin en se rasant, il ne songe pas à l'« après » ? À ce qu'il sera, à ce qu'il fera, et à tout ce que cela implique « dès maintenant » ? Notre Jupiter, par exemple, n'en a plus aujourd'hui, au mieux (pour lui...), que pour huit ans. En 2027, alors qu'il n'aura que 49 ans, la brève parenthèse que la vie politique aura représentée dans son existence se refermera à tout jamais, et celle-ci reprendra son cours normal. Quittant l'Élysée, le futur ex-président retrouvera son quotidien ordinaire, son milieu et son métier naturels, la haute banque, où il échangera les ors ternis du pouvoir politique contre le lustre inaltérable du pouvoir financier. Rien ni personne ne pourra changer quoi que ce soit à ce destin, ni l'empêcher de le préparer.

Le roi, en revanche, sait que sauf accident révolutionnaire, il sera sur le trône jusqu'à sa mort, et qu'après lui, viendront ses enfants, ou ses neveux. Dans son cas à lui, la parenthèse n'a jamais été ouverte, et elle ne se refermera pas. Par conséquent, il peut envisager les choses sur le long terme. Même à une époque comme la nôtre, le roi n'est pas l'« homme pressé ». Il a le temps, tout le temps qu'il veut, à un moment où celui-ci est un bien rare – et le plus précieux de tous pour qui veut réaliser des projets vraiment ambitieux, comme ceux de la transition écologique, de la réorganisation globale des territoires ou de la réaffirmation de l'identité face à la mondialisation...

Bref, le roi, lui, peut et doit penser sur le long terme. Ce qui veut dire, entre autres, qu'il n'est pas obligé de donner des gages à de futurs patrons, collègues ou clients, qui sont en outre d'anciens créanciers – comme un certain président qui s'emballe prêt à lâcher sur tout, sauf sur les somptueux cadeaux fiscaux qu'il a faits naguère à ses enfants préférés... •

3 magazines pour 10 €* :
Choisissez vos numéros en cochant les cases ci-dessous.



En application de la loi Informatique et libertés, les coordonnées demandées ci-dessus sont nécessaires à l'enregistrement de votre commande. Celles-ci peuvent être communiquées à nos partenaires à des fins de prospection. Vous disposez d'un droit d'accès et de rectification en vous adressant à Causeur.fr, 32 rue du Faubourg Poissonnière 75010 Paris



DÉMOCRATIE

DÊMOS KRATOS

PEUPLE POUVOIR

R̄TC

Acte X des gilets jaunes, Paris, 19 janvier 2019.

POUR UNE DÉMOCRATIE VRAIMENT POPULAIRE

Par Anne-Marie Le Pourhiet

La crise politique profonde que nous traversons exige des solutions draconiennes. Dûment encadré, le référendum d'initiative citoyenne (RIC) saura pallier les lacunes de notre démocratie représentative en donnant ponctuellement l'initiative et la parole au peuple.

Le mouvement des gilets jaunes a remis au goût du jour la démocratie directe inscrite depuis l'origine dans l'ADN de la V^e République. Il en propose une nouvelle modalité d'exercice sur « *initiative citoyenne* », considérée comme « *dangereuse* » par certains commentateurs, mais qu'il conviendrait cependant d'instaurer en France en s'inspirant du modèle italien.

La démocratie directe : une exigence constitutionnelle

L'article 6 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 proclame : « *La loi est l'expression de la volonté générale. Tous les citoyens ont le droit de concourir personnellement ou par leurs représentants à sa formation.* » L'article 2 de la Constitution de 1958 affirme que le principe de la République est le « *gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple* » tandis que son article 3 dispose que la « *souveraineté nationale appartient au peuple qui l'exerce par ses représentants et par la voie du référendum* ».

En application de ces principes, le recours au

référendum est prévu, soit pour l'adoption de certaines lois concernant l'organisation des pouvoirs publics, la ratification de traités ou les réformes économiques, sociales ou environnementales (article 11), soit pour réviser la Constitution une fois que le projet a été adopté séparément par les deux chambres (article 89).

Le texte de 1958 met ainsi l'accent sur la souveraineté populaire, mais en retient une conception plutôt « césariste », laissant l'initiative du référendum au président de la République, sur proposition soit du gouvernement soit du Parlement. Le général de Gaulle en a fait un usage régulier aux débuts de la V^e République, souvent qualifié de « *plébiscitaire* » puisqu'il annonçait à chaque fois qu'il quitterait le pouvoir en cas de victoire du « non », ce qu'il fit effectivement en 1969. Ses successeurs, moins démocrates et surtout moins courageux, ont espacé les consultations populaires. Nous n'en avons eu que cinq depuis 1969 : en 1972, pour l'entrée de la Grande-Bretagne dans la Communauté européenne, en 1988 pour l'autodétermination de la Nouvelle-Calédonie, en 1992 pour le traité de Maastricht, en 2000 pour le quinquennat et enfin en 2005 pour le traité constitutionnel européen. Le « non » à ce dernier référendum a cependant été contourné par la ratification parlementaire ultérieure du traité de Lisbonne. Et depuis, c'est fini, les Français n'ont plus le droit de se prononcer directement. On leur a même expliqué, par un parfait mensonge constitutionnel, qu'aucun référendum n'était possible sur l'immigration, le mariage gay ou la bioéthique parce que ce sont des réformes « sociétales », alors que l'article 11 ne prévoit que des réformes « sociales ». L'article 3 de notre Constitution est ainsi vidé de sa signification tandis que les frustrations accumulées par cette confiscation, aggravées par les péripéties des dernières élections et complétées par la maltraitance fiscale des classes →

Anne-Marie le Pourhiet est professeur de droit public.

moyennes, ont débouché sur la revendication d'instauration d'un référendum d'initiative citoyenne (RIC).

La prétendue « dangerosité » du RIC

À peine le mot était-il prononcé que l'on a encore entendu les éternels poncifs sur sa « dangerosité », sachant que le référendum d'initiative présidentielle est aussi accusé de servir les apprentis dictateurs. Ces préjugés référendaires ont toujours été le fait des adversaires de la démocratie, opposés à l'expression directe d'une volonté majoritaire dont ils redoutent qu'elle concurrence leur pouvoir ou qu'elle contarie leurs propres choix idéologiques. Pourtant, dans les États qui pratiquent régulièrement le référendum, l'on ne voit guère se concrétiser un quelconque « danger ». En Suisse, dans les États fédérés américains, en Italie, en Irlande, au Danemark ou en Grande-Bretagne, où donc a-t-on vu se réaliser l'apocalypse prophétisée par nos démophobes hexagonaux ? En quoi la pratique référendaire du général de Gaulle a-t-elle précipité la France dans le fascisme ? Qui donc pratique ici la démagogie et les « fake news » en jouant sur les « peurs » et en faisant douter les citoyens de leur propre discernement ?

La vérité est que ce sont les résultats du référendum européen de 2005 en France et aux Pays-Bas, suivis du « non » irlandais au traité de Lisbonne en 2008, puis du Brexit en 2016, auxquels s'est encore ajouté un référendum helvétique de 2009 sur les minarets, qui ont définitivement convaincu l'aristocratie « progressiste » que les peuples étaient constitués d'indécrottables ploucs auxquels il ne fallait plus jamais demander leur consentement. C'est le même jugement que porte Hilary Clinton sur les « déplorables » américains.

Il suffit de lire les travaux préparatoires de la révision constitutionnelle de 2008 et de la loi organique de 2013 organisant l'impraticable « *référendum d'initiative partagée* », pour comprendre quelle répugnance ce procédé inspire à nos gouvernants, hormis quelques démocrates sincères. Le rapport du comité Balladur de 2008 sur la modernisation des institutions alignait tous les préjugés habituels sur les « *risques* » du référendum d'initiative citoyenne et la nécessité d'éviter « *certaines sujets de société* ». Pendant les débats constitutionnels de 2008, le député Pierre Lellouche fut l'un des rares à défendre le référendum en invoquant le général de Gaulle, en accusant ses collègues de frilosité et de conservatisme et en posant la question : « *Pourquoi supposer que donner la parole au peuple ne peut conduire qu'à des âneries démagogiques et dangereuses ?* » L'interrogation est d'autant plus pertinente que la sociologie de l'actuelle Assemblée nationale révèle une médiocrité certaine et un déficit abyssal de culture politique et juridique. Un débat référendaire ne pourrait pas être pire que nos débats parlementaires.

Pour réactiver la démocratie directe et rendre la parole aux Français sur les sujets essentiels qui touchent à leur « contrat social », il faut donc se résoudre à introduire un véritable référendum d'initiative citoyenne, en sachant cependant que cette procédure ne suffira évidemment pas, à elle seule, à rétablir la confiance.

Le RIC a été introduit au XIX^e siècle dans les États américains de l'Ouest à la suite de la corruption systématique constatée dans le fonctionnement de parlements à la solde de lobbies privés. C'est ainsi que naquit le mouvement appelé « *Return the government to the people* », auquel l'on doit le terme de « *populiste* », dont le but était de permettre un contrôle populaire des élus conçu comme un « *fusil derrière la porte* » (« *A gun behind the door* »). Il n'y a rien d'étonnant à ce que la période actuelle voie ressurgir ces exigences. Toutefois, l'expérience américaine conduit à envisager des modalités plus sélectives.

L'encadrement du RIC

Il faut tout d'abord écarter l'idée promue par Jean-Luc Mélenchon, autrefois défendue par Robespierre, tendant à permettre la révocation populaire des élus en cours de mandat. Cette procédure de défiance, qui existe aux États-Unis sous le nom de « *recall* » est trop contraire à notre tradition parlementaire de mandat représentatif, selon laquelle « *Tout mandat impératif est nul* » (article 27 de la Constitution). Le référendum ne doit concerner chez nous que l'adoption de textes constitutionnels ou législatifs.

Mais il y a plusieurs écueils à éviter. D'une part, il faut que les consultations populaires portent sur des sujets d'intérêt collectif pour éviter que nous soyons convoqués aux urnes pour nous prononcer sur des lubies catégorielles. Le risque de l'initiative citoyenne, qui est elle-même forcément minoritaire, puisque seule la décision populaire finale est majoritaire, est d'encombrer les bureaux de vote avec des préoccupations narcissiques ou des intérêts de lobbies catégoriels comme c'est parfois le cas en Suisse ou aux États-Unis. D'autre part, la conséquence d'une trop grande ouverture de l'initiative est aussi de multiplier les consultations et de lasser les électeurs qui finissent par boudier les urnes. Plutôt que le système suisse ou californien trop ouvert, le modèle italien plus sélectif serait adapté à la France.

L'Italie pratique, en effet, le référendum abrogatif en matière législative et le référendum de ratification en matière constitutionnelle, dans les deux cas sur initiative de 500 000 électeurs, soit à peu près 1 % du corps électoral. Il y a donc toujours un préalable parlementaire, puisque l'initiative ne peut porter que sur une loi déjà en vigueur ou une révision constitutionnelle qui vient d'être votée par les deux chambres. Ce système dénommé « *veto populaire* » a le mérite de mieux baliser l'initiative citoyenne.



Nicolas Sarkozy, à l'origine de la ratification parlementaire du traité de Lisbonne, devant le Congrès à Versailles, 22 juin 2009.

Pour la révision constitutionnelle, l'article 89 de notre Constitution de 1958 prévoit déjà qu'après le vote séparé par chacune des deux assemblées, le projet est présenté au référendum, sauf si le président de la République décide de le soumettre au Parlement réuni en Congrès. Le référendum devrait donc être le principe, tandis que le Congrès ne devrait être convoqué que pour les réformes d'intérêt secondaire. Or, là encore, hormis pour la réforme du quinquennat, les présidents successifs depuis de Gaulle ont soigneusement évité la ratification populaire. Il est choquant que l'on puisse changer des éléments fondamentaux de notre contrat social (discriminations positives sexuelles ou ethniques, « spécificité » corse, abandons de la souveraineté nationale, réduction du nombre de parlementaires, compétences du Parlement, etc.) sans l'accord exprès des Français. Il faudrait donc prévoir, comme en Italie, que le référendum constitutionnel est de droit, après le vote séparé du projet de révision par les deux assemblées, lorsque 500 000 électeurs environ le demandent.

En matière législative, la constitution italienne interdit le référendum pour les textes budgétaires et fiscaux, ainsi que pour la ratification des traités. C'est une bonne limite qu'il faudrait également retenir en France. Le seuil de signatures pourrait être de 1 à 2 %

des électeurs inscrits et l'on pourrait exiger qu'elles proviennent d'un nombre minimum de départements pour éviter des sujets d'intérêt purement local. En revanche, le seuil de participation de 50 % nécessaire en Italie pour que le référendum soit valide est d'expérience un peu trop élevé et il faudrait peut-être introduire en France un seuil flexible prenant en compte la participation aux dernières élections législatives.

En revanche, la collecte numérique des signatures soulève des questions. Le mérite d'un référendum est d'obliger les citoyens à prendre leurs responsabilités dans le destin commun en se déterminant dans l'isolement en leur âme et conscience, après un débat pluraliste et une mûre réflexion. Les initiateurs d'une pétition référendaire devraient aussi être astreints à une démarche active consistant à faire enregistrer leur signature en mairie ou autre lieu public. La démocratie directe demande de « faire un pas » civique vers la *res publica*. Un dépôt de signature dans un lieu officiel serait préférable à un « clic » passif et paresseux.

Il faut aussi prévoir un encadrement temporel des référendums pour éviter la lassitude de consultations à répétition, en les concentrant le même jour. Le contrôle du Conseil constitutionnel doit porter comme aujourd'hui sur la régularité formelle du déroulement de la procédure. Il peut aussi porter sur le contenu de la proposition, mais il faut toutefois prendre garde à ce que le juge ne s'arroge pas le pouvoir discrétionnaire d'empêcher la consultation populaire par des interprétations abusives et déformantes, comme il tend souvent à le faire. Rien ne serait pire que de donner aux citoyens le sentiment qu'une aristocratie judiciaire confisque encore leur souveraineté. Il faudrait indiquer que le Conseil vérifie seulement si la proposition n'est pas « *manifestement contraire à une disposition de la Constitution* » (rétablissement de la peine de mort, clairement contraire à l'article 66-1 de la Constitution par exemple). L'on doit aussi mentionner, comme en Californie, qu'une loi parlementaire ne peut rétablir une disposition abrogée par référendum.

Dans un article publié en 1931 et intitulé « Considérations théoriques sur la combinaison du référendum avec le parlementarisme », le grand juriste Carré de Malberg avait parfaitement répondu à la question soulevée : « *Seul le référendum apparaît comme un complément suffisant de l'idée de représentation, parce que seul il satisfait le concept sur lequel repose le régime représentatif, à savoir que, par les élus, c'est le sentiment du corps populaire qui se manifeste : ce concept a pour conséquence nécessaire la reconnaissance du droit pour les citoyens de manifester un sentiment contraire à celui qui, sur un point déterminé, a été manifesté en leur nom par leurs représentants.* » C'est bien dit. •

CARLOS GHOSN

VICTIME DU SUICIDE INDUSTRIEL FRANÇAIS

Par Loïk Le Floch-Prigent



Croquis d'audience représentant Carlos Ghosn lors de sa première comparution, diffusée sur une chaîne de télévision nipponne, Tokyo, 8 janvier 2019.

L'incarcération de Carlos Ghosn au Japon est une affaire grave. Quelles que soient les charges retenues contre lui, le PDG de Renault-Nissan a fait de ce groupe jadis en crise l'un de nos fleurons industriels. Son lâchage par la France révèle le désintérêt de nos politiques pour l'industrie.

Les situations de crise nous apprennent beaucoup, à la fois sur nous-même et sur les autres. Ce que l'on peut désormais appeler « l'affaire Carlos Ghosn » est riche d'enseignements sur l'abandon par la France de son ambition industrielle.

Tout d'abord, voici un chef d'entreprise industrielle, dont les succès sont incontestables, qui est incarcéré brutalement en terre étrangère et qui reçoit instantanément de la part des médias français des tonnes d'immondices sans que ses pairs, les industriels français, ne viennent tempérer les jugements hâtifs. Ainsi se construit l'image d'un patron trop payé, trop avide et dépensier, tandis que sont passées sous silence ses actions sur plus de vingt ans pour construire le premier groupe mondial d'automobiles. Lâcheté des hommes, jalousie, ingratitude, peur des pairs de se retrouver en première ligne médiatique s'ils parlent, certes, mais dans notre Hexagone, plus généralement, ignorance et déni de réalité. Nissan était au plus mal avant que Carlos Ghosn ne s'en occupe, et il a réveillé Renault en en faisant une entreprise internationale. Beaucoup de dirigeants d'entreprises ne peuvent pas s'enorgueillir d'un tel résultat.

Il est clair aussi que nous n'arrivons pas à digérer le « marché » des patrons, alors que celui des footballeurs ne nous étonne plus ou, pire, nous rend fiers lorsque nos « nationaux » sont achetés à des prix exorbitants par des bourses exotiques. Je suis moi-même gêné par les chiffres affichés par les nouveaux princes de l'industrie, surtout parce que la qualité des prétendants est souvent usurpée par l'appartenance à une caste, dont je dénonce souvent le manque de compétence et d'efficacité. Mais la volonté de la nouvelle génération de montrer et de mesurer sa valeur ne devrait pas la conduire à conclure que tous ceux qui l'ont précédée doivent être jetés en prison dans des conditions humaines et judiciaires inacceptables.

Le deuxième point est celui de notre capacité en tant que pays à nous faire respecter sur la scène internationale par les juridictions, certes autonomes et particulières, mais appartenant au monde « globalisé » qui est le nôtre. Ainsi, un haut cadre d'Alstom, Frédéric Pierucci, a-t-il été incarcéré vingt-cinq mois aux États-Unis pour faire plier notre pays et lui faire accepter la vente du département énergie à General Electric. Il vient de publier *Le Piège américain*, tandis que le président de la commission parlementaire sur Alstom demande à la justice de rouvrir le dossier pour apprécier les responsabilités, y compris celle du président de la République lorsqu'il était à Bercy. On pourrait aussi citer les amendes colossales infligées à des entreprises françaises opérant aux États-Unis, la BNP en tête – près de 9 milliards de dollars –, mais aussi la Société générale, Technip, Total... Et là, ce sont les Japonais qui veulent retrouver l'indépendance de Nissan alors que cette société a été sauvée par l'engagement financier de Renault (ainsi que par la gestion de Carlos Ghosn). Or, non seulement, la France dispose chez Nissan d'une minorité importante de 43,4 %, qui fait de cette société une « quasi-filiale » de Renault, mais les marchés européens et français sont importants pour Sony, Toshiba, Mitsubishi, Mitsui, Hitachi, Toyota, Honda, Yamaha. Je ne doute pas que nous ayons quelques mesures de réciprocité à faire valoir discrètement. Il ne s'agit pas d'être « transparents », comme on nous le serine quotidiennement, mais simplement efficaces.

Le troisième point est encore plus grave car les commentaires, qu'ils soient politiques ou journalistiques, nous montrent à quel point nous n'avons pas conscience du monde dans lequel nous vivons et moins encore de son évolution. Si notre pays a du mal à payer ceux qui travaillent et à faire diminuer le chômage, c'est qu'il n'a pas compris, en son temps, que l'industrie était fondamentale pour son économie. Il s'est laissé endormir par les perspectives d'une mondialisation qui allait faire fabriquer dans des pays à faible coût de main-d'œuvre des produits dont nous allions maîtriser la conception et donc les dividendes. Avec la disparition de nos usines, notre société allait devenir une société de « services » et nous continuerions tranquillement à dominer le monde grâce à nos cerveaux supérieurs. Bien évidemment, cela

n'a pas été le cas, et les pays du monde occidental qui s'en sortent le mieux sont ceux qui ont misé sur la fabrication et le maintien du savoir-faire et d'une force de travail nationale.

Cette observation de la réalité de notre pays est essentielle pour rectifier le tir. Nous avons sauvé Nissan avec notre argent et notre savoir-faire, désormais Nissan, Renault et Mitsubishi sont imbriqués dans un avenir commun, car les uns aident les autres et la masse des 10 millions de véhicules vendus à travers le monde permet d'envisager les investissements de recherche et développement, et la construction d'usines dans de nouveaux pays... sans avoir peur de sombrer pour une seule mauvaise décision. C'est cela la réalité de la grande industrie dont nous sommes habitués à perdre chaque année des morceaux, comme nous l'avons fait avec Alstom, après avoir abandonné Rhône-Poulenc, Pechiney, Alcatel, Arcelor. Reste à espérer, pour que notre pays survive, que nous parviendrons à nous accrocher à Michelin, Air Liquide, Peugeot, Dassault, Total... Les capacités de sous-traitance de ces grandes entreprises sont immenses, aussi une grande partie des PME qui irriguent notre territoire national sont-elles dépendantes de la mondialisation réussie de nos grands groupes nationaux et du maintien de leurs activités de production dans notre pays. La vision, la capacité de décision, le charisme des chefs d'entreprise sont des facteurs essentiels, quoique non suffisants, de leur succès. C'est pourquoi il n'est pas nécessaire de les éreinter continuellement, quand bien même leurs ego peuvent être irritants.

Continuer à opposer grandes, moyennes et petites entreprises n'a aucun sens quand il est urgent de réfléchir collectivement à ce que peut être l'industrie du futur. Il y aura toujours des productions mondiales et des productions de niches, d'un côté des marges infimes que seul le nombre de produits vendus peut faire espérer, de l'autre des produits spécifiques mais indispensables sur lesquels il est plus facile de dégager une rentabilité. En revanche, nous vivons un changement de taille avec l'usage qui remplace la possession, le développement durable qui doit se préférer au jetable, le recyclable à la décharge. Le digital, le numérique, l'intelligence artificielle sont des éléments clés de notre futur, mais nous ne pouvons pas nous contenter des discours lyriques et des postures, il nous faut construire et produire, construire des ateliers et des usines de fabrication. Cela nécessite des capitaux et nous devons encourager tous ceux qui ont un bas de laine à le risquer dans le développement de l'industrie de notre pays au lieu d'espérer que les fonds exotiques attirés par le château de Versailles viennent à notre secours. Nous avons les ressources nécessaires à notre avenir, mais nous continuons à préférer la pierre à l'industrie. Si nous n'accomplissons pas notre révolution culturelle, nous n'y survivrons pas et nous perdrons aussi la pierre qui sera rachetée par ceux qui auront compris comment va le monde. •

LA BELGIQUE EST-ELLE NOTRE AVENIR ?

44

**Belgique, l'autre pays
du djihad**

Élisabeth Lévy

52

**Alain Destexhe :
« 56 % des Bruxellois sont
d'origine étrangère »**

Propos recueillis par Daoud Boughezala
et Gil Mihaely

60

Le Coran contre la science

Erwan Seznec

46

Molenbeek, une histoire belge

Daoud Boughezala

56

Destexhe, le lanceur d'alerte

Jeremy Stubbs

Fresque de l'artiste Novadead dans le quartier
européen de Bruxelles, juin 2018.



BELGIQUE

L'AUTRE PAYS DU DJIHAD

Par Elisabeth Lévy



Molenbeek, 16 novembre 2015.

Quatre ans après l'attentat de Charlie, trois après ceux de Bruxelles, le djihadisme ne fait plus la une des magazines. Pourtant, à Paris comme à Bruxelles, l'immigration massive et l'échec de l'intégration favorisent l'islamisation du Vieux continent.

Amnésiques et contents de l'être. Pour les bons esprits qui pensent que le danger islamiste est un fantasme de réacs en quête de buzz – voire de revanche postcoloniale –, la révolte des ronds-points a été une divine surprise. Alors que les chaînes d'info ne voyaient plus la vie qu'en jaune, tout autre sujet a littéralement disparu des écrans. Et puisque ce qui n'est pas médiatisé est réputé ne pas exister, divers éditorialistes se sont succédé sur ces mêmes écrans pour se rengorger d'avoir eu raison. On vous l'avait bien dit,

les gens se fichent de vos questions (nauséabondes et hors d'âge) d'identité, ce qui compte c'est la fiche de paie – quand on a la chance d'en avoir une. On vous l'avait bien dit, il n'y a pas de problème, sauf dans vos cerveaux malades.

Marine Le Pen le rappelle dans l'entretien que nous publions, « *sur les ronds-points, on parlait aussi d'immigration* », de sorte que l'activisme de gentils macronistes a échoué à censurer complètement la question dans le grand débat. Face aux caméras, les gilets jaunes ont sagement évité les questions qui fâchent, comme s'ils avaient intégré l'interdit médiatique. Pour autant, soyons honnêtes, la défense des mœurs françaises ne semble pas avoir été au cœur de leurs préoccupations. Beaucoup n'abordaient la question migratoire que sous l'angle de son coût pour le système social – nombre d'immigrés ou d'enfants d'immigrés faisant partie de ses premiers bénéficiaires. Hors antenne ou à l'antenne, il n'est pas sûr que la laïcité, la liberté d'expression, le droit de déconner sur les religions et les périls qu'ils encouraient aient fait beaucoup causer.

Depuis les attentats de 2015 et des années suivantes, des études et enquêtes fort sérieuses ont révélé qu'une forte minorité (un tiers environ) des musulmans français étaient entraînés par un séparatisme anthropologique et culturel à vivre dans un autre monde mental que celui de leurs compatriotes. La division entre « eux » et « nous », alimentée par le délire excusiste d'une certaine gauche (qui voit dans la répression policière la poursuite de la guerre d'Algérie), si elle ne conduit que rarement à pratiquer la violence, pousse presque toujours à l'excuser. Cette hallalisation des esprits constitue une véritable bombe à retardement politique, car elle menace le fondement de notre société, notre capacité à vivre ensemble avec nos opinions et croyances diverses, bien plus sûrement, quoi qu'on en dise, que les inégalités sociales. Je peux m'accommoder de l'existence de super-riches (en vérité, je m'en fiche éperdument), pas de territoires où la charia prévaut sur la loi et la burqa sur la minijupe, tandis que la Raison, raconte Erwan Seznec (pages 60-61), perd du terrain face à une conception littéraliste de la foi qui prétend que tout est dans le Coran.

On ne pourra plus dire qu'on ne savait pas, avons-nous répété. Nous nous sommes trompés. Riss, Val, Zineb El Rhazoui vivent dans la peur et sous haute protection policière, mais la France ne veut pas savoir ce qui se passe dans certains de ses quartiers – et dans l'esprit de certains de ses enfants. Les quatre ans de l'attentat contre *Charlie Hebdo* ont été célébrés dans un quasi-silence public que le président n'a pas cru devoir rompre. En tête du volume publié par *Le Figaro*, « L'islamisme, un défi pour notre civilisation », Alain Finkielkraut proclame : « *Je suis toujours Charlie* », inébranlable comme le sont Elisabeth Badinter, Kamel Daoud, Boualem Sansal et bien d'autres. Mais à relire aujourd'hui leurs contributions, présentées par Alexandre Devecchio, on a le sentiment que le camp du déni a été renforcé par celui de l'indifférence. C'est ainsi que *Salafistes*, le documentaire de François Margolin dont la diffusion a été interdite en France, sans que grand-monde trouve à y redire, sort cette semaine. Aux États-Unis.

La séduction qu'exerce un islam littéral et radical sur une partie non négligeable de la jeunesse française devrait préoccuper tous ceux qui pleurnichent volontiers sur les générations futures. Au rayon des problèmes dont elles hériteront, la fracture culturelle qui voit des descendants d'immigrés moins intégrés que leurs parents leur exposera au nez, aussi sûrement, et peut-être plus violemment, que la dette et le réchauffement climatique. Alors qu'on nous rebat les oreilles avec l'une et l'autre, on tait soigneusement tout ce qui pourrait écorner le joli conte multiculturel de l'accommodement paisible des différences. Pour BHL et les sommités de la littérature mondiale qui ont signé son consternant manifeste européen (voir pages 14-17), un seul danger menace l'Europe : le populisme. Il est vrai que l'ignorance est le premier alibi de l'impuissance. Ce qu'on ne peut pas changer, il faut le taire. Or, la question du changement démographique et culturel ne se

régle pas à coups de slogan comme « Rendez l'argent ! » ou « Sauvez la planète ! » – les autres non plus d'ailleurs. Ce qui rend cet aveuglement assumé encore plus rageant, c'est que nous disposons à nos frontières d'un laboratoire vivant du désastre. Donc, en négatif, des solutions. Comme le montre le livre du sénateur Alain Destexhe, *Immigration et Intégration : avant qu'il ne soit trop tard* (Dynamédia, 2018), la Belgique est l'exemple caricatural de ce qu'il ne faut pas faire. Des années d'immigration incontrôlée nappée d'une poix idéologique qui fait ressembler nos immigrationnistes compassionnels à des intellectuels aroniens. Une sorte de penchant collectif à l'autodestruction a dissuadé les nouveaux arrivants de faire le moindre effort pour adopter le mode de vie belge. Une presse décourageante d'unanimité et de conformisme – pas de *Causeur* ni de Figarovox – a interdit toute discussion.

Bien que certains s'obstinent à nier l'évidence, en brandissant le cas des djihadistes convertis, il existe un lien direct entre immigration et islamisation. « *En vingt ans, résume Alain Destexhe (pages XX-XX), la Belgique a naturalisé 600 000 à 700 000 personnes, c'est-à-dire 5 ou 6 % de la population, sans parler des clandestins et des demandeurs d'asile... À Bruxelles, 56 % des habitants sont d'origine étrangère* », de même, précise-t-il dans son livre, que 90 % des allocataires d'aides sociales. Des fonctionnaires européens aux journalistes, des élus aux ONG, les élites, farouchement multiculti, refusent l'idée même d'intégration à laquelle elles préfèrent l'inclusion, chère au conseiller d'État Jean Tuot, qui préconisait que l'on abandonne la suprématie de la langue française en France. Jeremy Stubbs observe (pages 52-55) que Bruxelles a pris le relais du « Londonistan » dans les années 2000, après l'adoption, en 2000, de mesures très permissives, élargissant le regroupement familial, procédant à une régularisation massive de clandestins et surtout, accordant la nationalité belge quasiment sans condition. Cette législation masochiste qui, en une décennie, a entraîné l'arrivée de 1 million d'immigrés dans un pays de dix millions d'habitants, a été en quelque sorte l'acte fondateur du populisme européen : cette vague migratoire a lancé la mutation de la N-VA, petit parti d'extrême droite flamand, en première force du pays. Dans la foulée, on a vu fleurir les formations plus ou moins souverainistes, mais toutes inquiètes de la progression islamiste, d'abord dans la Hollande voisine, puis dans toute l'Europe.

Le résultat de la folie belge, Daoud Boughezala l'a observé dans les rues de Molenbeek où coexistent toutes les variantes de la vie hallal (pages 46-51). Le livre du sénateur Destexhe en fournit l'implacable démonstration, si nous n'engageons pas aujourd'hui la reconquête laïque et républicaine, nous aurons demain des dizaines, peut-être des centaines de Molenbeek en France et dans toute l'Europe. Et nombre de nos concitoyens musulmans vivront sous la férule des barbus. Si j'étais les générations futures, je serais vraiment furax. •



Marché de Molenbeek, place communale, janvier 2019.

MOLENBEEK

UNE HISTOIRE BELGE

Par Daoud Boughezala

Tristement célèbre depuis les attentats de 2015 et 2016, la commune bruxelloise de Molenbeek présente un double visage. Bobo d'un côté, ghetto islamisé de l'autre, la ville d'origine de nombreux terroristes reflète les contradictions de la Belgique. Reportage.

« **Q**uand Trump dit que Molenbeek est un trou à rats et Zemmour qu'il faut nous bombarder, ça va loin ! » s'insurge Ali, 30 ans. Depuis quelques années, Molenbeek-Saint-Jean s'est attiré la réputation de plaque tournante du djihadisme. Et pour cause : le noyau dur du commando de l'État islamique à l'origine des attentats de novembre 2015 (Paris) et septembre 2016 (Bruxelles) a grandi dans cette commune de 100 000 habitants. Passés de parcours délinquants ou criminels à Daech, Abdelhamid Abaaoud, les frères Abdeslam et Mohamed Abrini formaient une bande de copains molenbeekois originaires du Maroc, comme 60 % de la population locale. Leur équipée barbare a symboliquement pris fin le 18 mars 2016, jour de la capture de Salah Abdeslam dans la cave de son cousin... à Molenbeek.

Dernier scandale en date, la publication d'un prêche de 2009 au cours duquel le recteur de la grande mosquée Al Khalil de Molenbeek appelait à « brûler les sionistes ». De tels propos font désordre dans la bouche du président de la Ligue des imams de Belgique, qui a pignon sur rue à Bruxelles. Car, comme Marseille, la capitale du royaume a conservé ses quartiers populaires et immigrés dans son enceinte au lieu de les rejeter en périphérie. Plusieurs des 19 communes bruxelloises

constituent ainsi des petits Molenbeek où les minorités turques (Saint-Josse, Schaerbeek, Laeken) et marocaines (Anderlecht, Forest) tendent à constituer des majorités locales.

À un jet de pierre de la Grand-Place, longé par un tramway, le canal de Willebroeck sépare Bruxelles-ville de la tristement célèbre Molenbeek. Sur les quais, la belle brique rouge du centre pour demandeurs d'asile du Petit-Château voisine avec une fresque érotique. En face, des portraits pop art de quidams lunettés ou voilés ornent l'entrée de Molenbeek. Pour l'heure, les seuls radicalisés que je croise sont des cyclistes pédalant comme des dératés sur la piste face au *Phare du Kanaal*, un bar et « espace de coworking » à la façade peinte façon BD. Le lieu est prisé des bobos. À quelques encablures, dans le foyer associatif du quartier Maritime où il officie, Ali s'agace de l'image de coupe-gorge qui colle à la peau de sa ville : « *Au Nouvel An, il y a eu des voitures, des poubelles et des appartements brûlés dans tout Bruxelles, mais on n'a parlé que de Molenbeek. Puisque c'est vendeur pour les médias, tout ce qui s'y passe est démultiplié.* » La nuit de la Saint-Sylvestre, de jeunes Molenbeekois ont incendié des poubelles, un sapin de Noël, caillassé une voiture de pompiers, pillé une pharmacie, dévasté du mobilier urbain. Au lendemain de ces déprédations, la nouvelle bourgmestre Catherine Moureaux a certes réclamé la fin du sentiment d'impunité, mais surtout stupéfait l'opinion publique en déclarant : « *Si nous n'organisons pas de fête, les jeunes font leur propre fête !* »

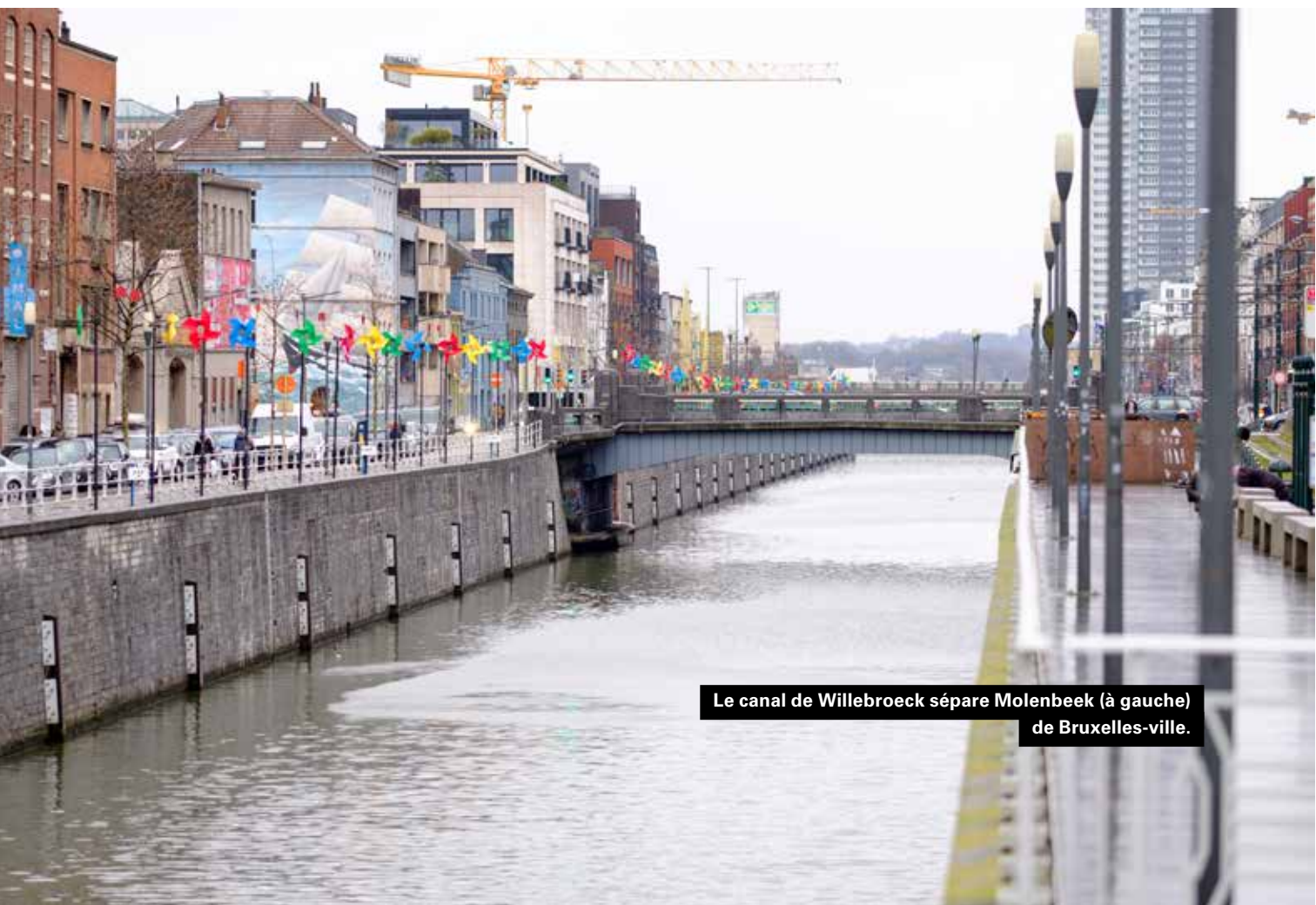
De bon matin, dans ces rues désertes, on imagine mal la délinquance, les trafics, le racket qui peuvent sévir nuitamment aux abords du métro Étang noir. Des quais, la rue de l'Avenir et ses friches nous plongent dans le passé laborieux de ce petit Manchester aujourd'hui désindustrialisé. Dès 1964, des ouvriers marocains et turcs s'y sont installés pour venir travailler dans les mines de charbon en vertu des conventions signées avec leur pays d'origine. Leurs familles suivront à l'instauration du groupement familial en 1973. →

À mesure que l'on s'éloigne du canal, le décor et la population changent. Le vieux Molenbeek déploie ses enseignes qui fleurissent bon le bled : pâtisseries orientales, boucheries halal, agences de voyages vers le Maroc, librairies islamiques, magasin de chaussures El-Qods, cafés branchés sur Al-Jazira, coiffeuses pour mariées, marchands de bonnieuseries coraniques... Nombre de librairies islamiques sont pavoisées aux couleurs de Jérusalem. D'innombrables brochures religieuses du type « Daoud, roi et prophète » (merci pour l'ego !), « La Palestine nous unit », « Être une bonne épouse musulmane » ou « Comment faire ses ablutions » garnissent les rayonnages. « *C'est ce que j'appelle l'islam mumuse. Le marais des musulmans est en quête de normes islamiques, d'une orthopraxie dans des livres qui contiennent des prescriptions quotidiennes très prosaïques et des horreurs, notamment contre les juifs* », soupire un jeune intellectuel réformateur musulman qui préfère rester anonyme. Comment lui donner tort ? On ne compte plus les commerces communautaires dans ce cœur de ville où les femmes voilées côtoient leurs coreligionnaires en survêtement ou qamis.

Comme la famille d'Ali, la plupart de ces Belgo-Marocains viennent du Rif, au nord du Maroc naguère colonisé par l'Espagne. Réputés d'un naturel frondeur et conservateur, les Rifains installés en Belgique n'ont pourtant pas toujours manifesté une si grande piété. « *Ici, les femmes voilées n'existaient pas dans les années 1970 et 1980, jusqu'au début des années 1990. Les immi-*

grés sortaient, buvaient leur petit verre, savaient s'amuser et vivaient normalement », atteste Hamid Benichou, cofondateur du Centre citoyen belge musulman laïque. Au fil des ans, ce vétéran d'origine algérienne a vu Molenbeek s'islamiser « *comme Oran et toutes les autres villes de la rive sud de la Méditerranée* » ! L'ancien policier ne reconnaît plus sa ville d'adoption métamorphosée par la prédication des prêcheurs islamistes – Frères musulmans et salafistes. Dans son enquête *En immersion à Molenbeek* (2006), la journaliste Hind Fraihi décrit minutieusement le mode de vie communautaire qu'adoptent nombre de musulmans : de la pharmacie au club de sport aux horaires séparés en passant par la boucherie, le restaurant et le site de rencontres entre musulmans, le label halal apporte une onction religieuse, mais aussi identitaire. Et la demande ne faiblit pas. Symbole de ce séparatisme culturel, sur la Place communale, au numéro 30, ancienne adresse de la famille Abdeslam, une honnête commerçante pakistanaise vend des robes de mariée orientales sans parler un seul mot de français ou de néerlandais. Mais qu'en est-il des deuxième, troisième ou quatrième générations ?

Issu d'une fratrie de huit garçons, Ali est le fils d'un ouvrier rifain originaire d'un petit village amazigh. S'il parle berbère à ses parents et ne renie pas ses racines, le jeune travailleur social se considère avant tout comme belge. « *On est imprégné de culture occidentale. Le divorce, pour la génération de mes parents, c'était quelque chose d'inimaginable. Les familles changent,*



Le canal de Willebroeck sépare Molenbeek (à gauche) de Bruxelles-ville.



deviennent recomposées ou monoparentales. » Certes, l'individualisme progresse, mais le contrôle social de la communauté plane au-dessus de l'immigration arabo-musulmane. L'ancien parlementaire vert flamand Luckas Vander Taelen appuie cette hypothèse : « Un jour, la présidente du parti Groen, Meyrem Almaci, d'origine turque, m'a dit : "Dans votre culture, il y a crime et jugement. Chez nous, honneur et honte." » Face aux dérives criminelles ou terroristes de certains jeunes, plutôt que de les dénoncer aux autorités, leurs proches s'enferment trop souvent dans le déni. La honte est trop grande pour assumer.

Sur un plan plus anthropologique, Ali m'assure que la tradition du mariage entre cousins de la même tribu n'a plus droit de cité chez les moins de 30 ans. De même, il est de plus en plus rare qu'un Belgo-Marocain ramène une fille du pays pour se marier. Les mariages mixtes sont-ils pour autant entrés dans les mœurs ? En règle générale, un Belgo-Marocain a la liberté d'épouser une Belgo-Belge qu'il convertira mais, charia oblige, la réciprocité se révèle bien plus compliquée... « Je n'arrive pas à obtenir le nombre de mariages mixtes. C'est un chiffre qu'on ne veut pas donner parce qu'il y en a très peu. On voit de superbes filles marocaines dont on peut espérer qu'elles s'émancipent, mais c'est très rare qu'elles aillent jusqu'au mariage », glisse le reporter Jean-Pierre Martin, coauteur de *Molenbeek-sur-djihad* (Grasset, 2018). Resserrons la focale : si les Belgo-Turcs composent une véritable diaspora dont le lien avec le pays se perpétue de génération en génération à travers des mosquées directement gérées à Ankara par la direction des affaires religieuses (« Diyanet »), il en va tout autrement des Belgo-Marocains. Soit dit en passant, pratiquement aucun Belge d'origine turque n'a rejoint l'État islamique... Autant les immigrés turcs reproduisent la figure du *pater familias* et les mariages endo-

games, autant les foyers belgo-marocains traversent de sacrées turbulences. En témoigne le film *Les Barons* (2009) de Nabil Ben Yadir, dont le succès a pris l'ampleur d'un phénomène de société. L'histoire d'une bande de glandeurs maroco-bruxellois qui fait de son oisiveté un art de vivre et végète dans l'insouciance jusqu'à l'échéance fatidique du mariage. Sous la pression paternelle, le héros Hassan consent à un mariage arrangé, rompt les noces sous un faux prétexte puis tombe amoureux de Malika, la sœur de son meilleur ami. Le drame commence : Malika a beau être journaliste et vouloir vivre comme elle l'entend, son frère aîné ivre de rage tabasse Hassan en règle dès qu'il apprend ses velléités amoureuses. Avant le happy end de rigueur, Hassan confie à Malika : « Une meuf chez nous, quand elle se marie avec un mec, elle voit son frère en lui, elle voit son père en lui, donc elle dit pas tout, y'a déjà des secrets avant même la nuit de noces. » Ballotté entre les traditions familiales et l'attraction de la société occidentale, inapte à épouser une fille du bled, le personnage d'Hassan exprime les aspirations contradictoires de toute une génération.

Du mariage choisi à l'union exogame, il y a un long chemin. « De mon temps, les jeunes filles étaient mariées au plus vite pour éviter qu'elles se fassent dévier et préserver l'honneur de la famille. Quand je disais vouloir faire des études, on me répondait : "Redescends sur terre, tu vas te marier à 14 ou 16 ans, t'auras six ou sept enfants" », raconte Faten, 42 ans, fille de la troisième génération d'une lignée rifaine. Née à Anderlecht, commune limitrophe de Molenbeek, la jeune femme réfractaire au carcan obscurantiste a essuyé les plâtres sur les bancs de l'école. Croyant bien faire, les professeurs orientaient leurs élèves immigrés vers les mêmes métiers que leurs parents – carrosserie, mécanique, plomberie pour les garçons ; couture et cuisine pour les filles –, dans l'idée qu'ils rentreraient tôt au pays et devraient y trouver un emploi. « Comme on était dans des écoles poubelles en majorité maghrébines, on ne réussissait pas vraiment », se souvient Faten. Pourtant, les filles d'origine marocaine brillent bien plus fréquemment que leurs petits camarades masculins. Dans une culture patriarcale qui met en avant le frère aîné, le culte de la virilité agit comme une bombe à retardement chez ces petits coqs. Ex-professeur, le sociologue de l'éducation Bruno Derbaix confirme ce diagnostic. À l'école de la Sainte-Famille de Schaerbeek, de 2007 à 2009, l'un de ses disciples s'appelait Najim Laachraoui, kamikaze de l'aéroport de Bruxelles. Comme nombre d'écoles catholiques de Belgique, cet établissement comptait une large majorité d'élèves allochtones, principalement originaires du Maroc, de Turquie ou de Centrafrique. La plupart des jeunes hommes sensibles aux sirènes de l'islamisme viennent de familles nombreuses et pauvres, dont le père chômeur ou déclassé a perdu de sa superbe et les garçons turbulents se retrouvent livrés à eux-mêmes. « Les enseignants appellent ces parents démissionnaires les "t'es déjà là ?", parce qu'ils →

accueillent leurs enfants qui ont passé toute la journée dans la rue vers 22-23 heures en leur lançant : “t’es déjà là” ? » déplore le pédagogue, par ailleurs vent debout contre l’« islamophobie » de la société belge. Au cours de la scolarité, le fossé entre les jeunes Maghrébins lâchés dans la rue et leurs sœurs aussi studieuses que cloîtrées se creuse. Longtemps rabaissées au sein de leurs familles, certaines filles ont pris leur revanche sur leurs frères. Y compris les plus dévotes. Depuis la chute de la maison Tariq Ramadan, les groupies des Frères musulmans s’égaillent dans deux directions opposées : quelques-unes optent pour un « islam peace and love » résiduel qui les pousse à abandonner leur voile, tandis que beaucoup se tournent vers un néosalafisme archéoféministe. « Après les attentats, on a accusé internet et les télévisions par satellite d’avoir endoctriné les jeunes. Effrayées, les mères ont envoyé leurs enfants à la mosquée. Résultat : ils se radicalisent dans les mosquées où on dit aux femmes qu’elles sont plus importantes que les hommes en tant que vectrices de l’éducation islamique », selon Faten. Une fois rentrées dans leurs pénates, les filles réislamisent leurs familles, non sans contester l’autorité de leurs parents affaiblis par l’échec fréquent de leurs fils. Des cercles de femmes tiennent aujourd’hui des mosquées et des entreprises religieuses fondées sur la *summa divisio* entre *hallal* (« licite ») et *haram* (« illicite »). « On ne demande même plus d’obéir à l’homme et au mari. Il faut obéir à Allah », renchérit Faten qui me décrit un système de points évaluant le comportement quotidien de la bonne musulmane. De médecine prophétique (*hijama*) en sophrologie islamique, ces Diafoirus enfoulardées partagent l’orthodoxie et le messianisme des radicalisés, sinon leurs appels explicites à la violence. « L’an dernier, à Molenbeek, j’ai entendu une femme médecin voilée proclamer dans une salle louée à la ville : “Si la hijama ne guérit pas, cela ne sert à rien d’aller voir des médecins occidentaux” », m’apprend Faten.

Mais que fait la mairie ? Que le système Philippe Moureaux, du nom du bourgmestre de Molenbeek entre 1992 et 2012, père de l’actuelle maire et mort en décembre dernier, ait été qualifié « d’islamo-socialisme » ne doit rien au hasard. Épinglé au lendemain des attentats, l’ancien homme fort du PS bruxellois est devenu le symbole de ces édiles fourvoyés dans le clientélisme communautaire. Sa trajectoire n’a pourtant rien de rectiligne puisqu’il avait mené une campagne contre l’immigration en 1981. « Comme la plupart des socialistes bruxellois, qui voyaient leur ville se dégrader du fait de la présence importante de groupes d’immigrés », me précise son ex-bras droit Merry Hermanus, 74 ans, aujourd’hui militant en roue libre du PS. Loin d’être une stratégie électorale préméditée, son virage diversitaire s’opère au début des années 1990 lorsque des émeutes secouent Molenbeek et Anderlecht. « Il a cru pouvoir acheter la paix communautaire en cédant aux revendications des mosquées », soupire Hermanus. Dès lors, l’universitaire marxiste fils de grands bour-

geois libéraux découvre un prolétariat de substitution qu’il se plaît à choyer : horaires séparés dans les piscines, semaines de la Palestine, emplois communaux et logements sociaux. Durant dix-neuf des vingt-cinq dernières années, les Moureaux ont régné sans partage sur Molenbeek. Après vingt ans de bons et loyaux services aux côtés de Philippe Moureaux, l’ex-échevine à la Culture Françoise Schepmans (MR, droite libérale) a accédé à l’hôtel de ville en 2012, avant de perdre son fauteuil en décembre dernier puis de devenir première échevine... de Moureaux fille. De 2012 à 2018, une nouvelle équipe municipale a tenté de nettoyer les écuries d’Augias. « Fin 2013, je me suis rendu compte qu’une famille gagnait plus de 4 500 euros par mois, mais vivait dans un logement social. C’était les Abdeslam », se remémore l’ex-échevin au logement Karim Majoros. Après enquête, l’élus écolo apprend que ce clan influent a bénéficié du parc social après que ses enfants ont mis le feu à leur appartement ainsi qu’à celui de leurs voisins. L’anecdote est révélatrice du mélange de laxisme, de paternalisme et de népotisme qui ont caractérisé les années Moureaux. Le bourgmestre s’est appuyé sur les réseaux de son lointain prédécesseur socialiste Edmond Machtens – aux commandes de 1939 à 1978. Ce fief mégaloman a baptisé un boulevard à son nom de son vivant et achetait ouvertement des voix en promettant un poulet garni d’une demi-livre de beurre ! C’est sous son magistère que les classes moyennes ont fui le vieux Molenbeek défiguré par les travaux du métro et enclavé par l’arrêt du viaduc automobile à l’entrée de la commune. Les prix de l’immobilier s’effondrant, de nouvelles populations ont investi le quartier aux belles demeures traditionnelles, sans commune mesure avec les barres d’immeubles de nos banlieues. « Dans les années 1980, je voyais des enveloppes circuler pour obtenir des marchés publics de travaux sans réels appels d’offres. C’était très facile de savoir grâce à quel élu les gens avaient obtenu leur logement social : il suffisait de voir l’affiche collée sur leur fenêtre ! » en sourit l’ancien conseiller communal Éric Neiryck. En somme, Moureaux s’est adapté à la sociologie de sa commune, dont les trois quarts des jeunes sont au chômage, en maintenant ses administrés dans l’assistanat. « Le PS a fait 23 % à Bruxelles aux dernières élections. Si vous enlevez les Maghrébins, il vaut 8 % », lâche Hermanus. Mécanique, l’analyse appelle une précision : par l’opération du vote préférentiel, les électeurs sélectionnent leurs candidats favoris sur une liste, écartant systématiquement les noms exotiques qui n’ont pas la carte communautaire. Quoique bien placé sur la liste MR, Abdallah Kanfaoui (MR) n’a par exemple jamais pu se faire élire à Molenbeek alors qu’il a franchi sans coup férir les portes du parlement régional...

Dans un paysage politique dominé par les très multicultis PS et Écolo, rares sont les responsables politiques francophones à promouvoir le modèle français d’intégration. Précédé d’une réputation d’homme éclairé, le ministre de la Fédération Wallonie-Bruxelles respon-



De gauche à droite et de bas en haut : Karim Majoros, ex-échevin Ecolo au logement ; Catherine de Meyer, cadre de l'association Molenbeek Vivre Ensemble ; Laurent Mutambayi, conseiller communal N-VA ; Jean-Pierre Martin, coauteur avec Christophe Lamfalussy de *Molenbeek-sur-djihad*.

sable de la lutte contre la radicalisation Rachid Madrane n'en distingue pas moins djihadistes et salafistes avec un soin jésuitique : « *On peut être fondamentaliste, rigoriste, piétiste sans recourir à la violence.* » Le distinguo connaît une fortune certaine chez les jeunes Molenbeekois engagés dans la déradicalisation, à l'image d'Ali : « *Un barbu qui a un pantalon court, des chaussettes blanches qui remontent, ça ne veut rien dire...* » Dans la région bruxelloise, l'idée que le respect de la loi et des normes locales n'implique pas l'adoption du mode de vie et de la culture majoritaires semble assez largement acquise.

Comment pourrait-il en être autrement dans un pays qui a confié les clés de la mosquée du Cinquantaire à l'Arabie saoudite dès les années 1960 ? Accusé d'avoir propagé le wahhabisme, l'équivalent bruxellois de la Grande Mosquée de Paris a donné la théologie des décennies durant. Bientôt confié à l'Exécutif des musulmans de Belgique, que l'on sait travaillé par différentes tendances rigoristes, le nouveau bail sur la mosquée sera un grand saut dans le vide.

À Molenbeek, dans le haut de la chaussée de Gand, un secteur socialement et ethniquement composite, je disserte de l'avenir de la société belge avec Laurent Mutambayi. Candidat nationaliste flamand (N-VA)

aux dernières communales, ce Zaïrois d'origine passé par les Pays-Bas a réalisé un score modeste (3 %) malgré ses positions pondérées. L'ex-porte-parole adjoint du secrétaire d'État à l'asile Theo Francken, dont le rejet du pacte de Marrakech a fait chuter le gouvernement fédéral, reconnaît l'existence de discriminations tout en plaidant pour une politique d'intégration digne de ce nom. Sur le modèle néerlandais, Mutambayi préconise la signature d'une déclaration par les primo-arrivants s'engageant à acquérir la langue et les valeurs du pays dès leur demande de visa. Partisans d'une réduction drastique des flux migratoires, les nationalistes flamands s'inscrivent dans une optique carrément assimilationniste.

A contrario, Catherine de Meyer, responsable de l'association paracommunale Molenbeek Vivre Ensemble créée par Philippe Moureaux, perçoit un raidissement identitaire au sommet du gouvernement fédéral : « *L'obligation d'accompagnement ne me dérange pas en tant que telle, mais je n'aime pas le mot "intégration". Cela donne l'impression de forcer les gens avec une kalachnikov à être de bons petits soldats. Avec les restrictions du regroupement familial, il est de plus en plus difficile d'arriver en Belgique et de demander des papiers.* » Hélas, l'État a depuis longtemps perdu le monopole des kalachnikovs. •

ALAIN DESTEXHE

« 56 % DES BRUXELLOIS SONT D'ORIGINE ETRANGERE »

**Propos recueillis par
Daoud Boughezala et Gil Mihaely**



**Alain Destexhe est sénateur libéral (MR) de Belgique. Il publie Immigration et
Intégration : avant qu'il ne soit trop tard... (Dynamedia, 2019).**

Depuis vingt ans, la Belgique a ouvert grand les vannes de l'immigration. L'explosion démographique qui s'est ensuivie a aggravé l'islamisation du pays. Victime d'attentats djihadistes ces dernières années, l'épicentre de l'Europe ne peut plus fermer les yeux. Entretien avec le sénateur belge Alain Destexhe.

Causeur. Le titre de votre livre, *Immigration et Intégration : avant qu'il ne soit trop tard*, ressemble à une sonnette d'alarme.

La situation en Belgique est-elle si grave ?

Alain Destexhe. Jugez par vous-même : rapportée à sa population, la Belgique a connu depuis 2000 un choc migratoire plus important que la France, l'Allemagne ou les Pays-Bas ! En vingt ans, la Belgique a naturalisé 600 000 à 700 000 personnes, c'est-à-dire 5 ou 6 % de la population, sans parler des clandestins et des demandeurs d'asile... À Bruxelles, 56 % des habitants sont d'origine étrangère. Or, cette vague migratoire ne s'est accompagnée d'aucun débat public. Pire encore, le déficit majeur d'intégration d'une partie des populations immigrées met en danger l'équilibre du pays.

Quelles sont les principales origines de ces nouveaux Belges ?

Outre des Européens, il s'agit principalement de Marocains et de Turcs, qui forment une immigration de peuplement. C'est dans ces deux derniers groupes que se concentrent les problèmes d'intégration majeurs. Mais le politiquement correct oblige à dire que beaucoup parmi eux sont parfaitement intégrés et ne posent aucun problème, ce qui est bien entendu vrai. Mais quand on parle de chômage, on ne dit pas : « 85 % ou 90 % des gens ont du travail, le problème est à la marge... » Même minoritaires, les immigrés non intégrés sont beaucoup trop nombreux.

Comment expliquez-vous l'échec de l'intégration ?

Ne tournons pas autour du pot : le problème de l'intégration culturelle, c'est essentiellement par rapport à l'islam. Une étude a montré que 50 % des jeunes musulmans de Belgique étaient antisémites. Autre signe inquiétant, le refus du droit au blasphème et à la caricature ou à la critique de l'islam : 70 % des musulmans pensent que leurs valeurs religieuses sont supérieures aux lois du pays ! En revanche, un chrétien africain qui trouve du boulot s'intègre culturellement assez vite. C'est d'ailleurs souvent le cas de l'immigration congolaise, malgré un passé colonial avec la Belgique.

Être culturellement intégré, voire assimilé, a-t-il la même définition en Belgique qu'en France ?

Malheureusement, plus personne ne défend l'assimilation en Belgique. Aujourd'hui, le débat est entre l'intégration et ce qu'ils appellent l'« inclusion ». Historiquement, les premières générations d'immigrés, Italiens, Grecs, Polonais, s'assimilaient. Ils gardaient parfois des liens avec leurs pays d'origine et quelques coutumes, mais se fondaient globalement dans la masse des Belges. La majorité de mes compatriotes souhaite d'ailleurs qu'un nouvel arrivant adhère aux codes de la société d'accueil, de sorte qu'en une génération, seul le patronyme rappelle l'origine. La Belgique a eu un Premier ministre d'origine italienne, Elio Di Rupo, que personne ne voyait comme un Italien !

« Les Flamands ont imposé beaucoup plus d'exigences d'intégration »

Et pourtant, l'intégration semble aujourd'hui avoir mauvaise presse dans votre pays...

Les partisans du multiculturalisme qui dominent de plus en plus certaines élites, comme les fonctionnaires européens (l'Europe joue un rôle négatif dans ce débat) et les intellectuels, mais aussi les médias, les universités et les ONG, refusent le mot et la logique de l'intégration à laquelle ils préfèrent l'inclusion. Pour eux, la société d'accueil doit s'adapter aux immigrés bien davantage que les immigrés à la société d'accueil. On ne demande pas grand-chose aux immigrés, sinon de respecter la loi.

Ce n'est pas rien !

Certes, mais ils peuvent continuer à mener une existence parallèle, sur les plans anthropologiques et culturels, donc repliée sur leur communauté. C'est pourquoi le respect de la loi ne suffit pas. En Belgique, on est à environ 7 ou 8 % de musulmans qui, en 2050, représenteront entre 11 et 18 %, en fonction des flux migratoires. Si on a 18 % de musulmans avec une partie significative qui n'est pas vraiment intégrée, on va vers des problèmes encore plus graves. Dans certaines écoles, il n'y a plus que des élèves musulmans. Dans les →

écoles publiques de la région bruxelloise, où on choisit son enseignement religieux parmi six religions reconnues, ou un cours de morale laïque, 48 % des élèves choisissent le cours de religion musulmane !

Vous citez souvent l'exemple bruxellois mais, vu de l'extérieur, il existe deux modèles belges : flamand et francophone. Quel enseignement peut-on tirer d'une comparaison entre francophones et Flamands ?

Les différences sont importantes. Les Flamands ont imposé beaucoup plus d'exigences non économiques que les francophones. Si immigration et naturalisation sont des compétences fédérales, l'intégration (scolarité, apprentissage de la langue, travail) est gérée par les régions et les communautés linguistiques. Depuis dix ans, la Flandre pratique une politique qu'elle appelle de « citoyenneté ». L'immigré est obligé de suivre des cours de langue et d'intégration sur les lois et les valeurs pour l'aider et le pousser à s'intégrer dans la société flamande. Pour obtenir un logement social, par exemple, il faut apprendre le néerlandais. À Bruxelles, il n'y a rien de la sorte. Même l'apprentissage de la langue est facultatif. Or, 30 % des immigrés de Belgique arrivent à Bruxelles !

La politique d'intégration flamande donne-t-elle de meilleurs résultats ?

Il n'y a pas d'études systématiques comparatives avec une valeur scientifique. Mais globalement, les problèmes d'intégration sont moins importants en Flandre. Il y a aussi des quartiers à problèmes, mais il reste une Flandre où le sentiment d'identité flamande domine. À Bruxelles, la dérive communautariste est nette.

Les jeunes Belges partis pour le djihad sont-ils plutôt d'origine francophone ou flamande ?

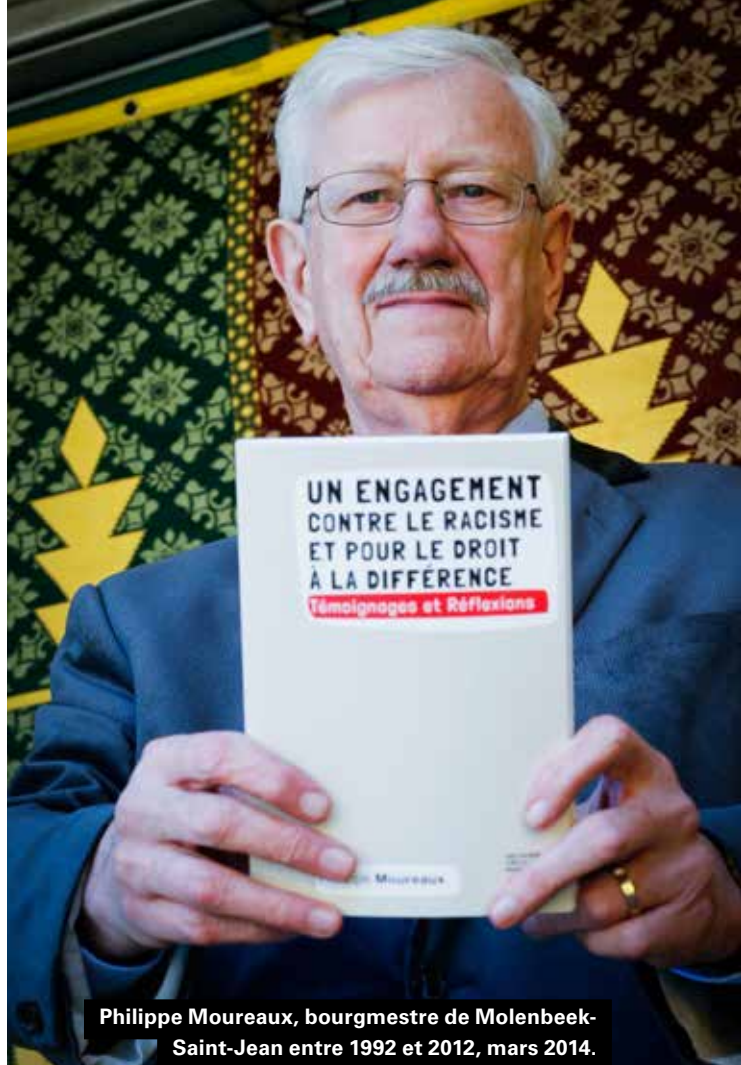
Les deux ! Ils sont issus des communes où il y avait de fortes communautés musulmanes.

Y a-t-il des Molenbeek flamands ?

Pas à ce point, mais oui, dans la banlieue d'Anvers, ainsi que dans le Limbourg.

Ces zones de très forte concentration immigrée sont le produit de l'histoire. Pourquoi l'immigration a-t-elle explosé en Belgique à la fin du xx^e siècle ?

On peut dater le début de la vague à l'année 2000. La Belgique adopte alors simultanément trois politiques. Tout d'abord, l'élargissement du regroupement familial qui devient extrêmement facile. Ensuite, la régularisation massive des clandestins entraîne un appel d'air énorme. Enfin, le législateur facilite la procédure de naturalisation. L'effet conjugué de ces mesures crée un afflux d'un million de personnes en une dizaine d'années dans un pays de 10 millions d'habitants !



Philippe Moureaux, bourgmestre de Molenbeek-Saint-Jean entre 1992 et 2012, mars 2014.

C'est un choc démographique énorme qui entraîne une modification de la composition du pays, surtout à Bruxelles, et aggrave considérablement les problèmes de communautarisme, la propagation du salafisme et plus généralement du séparatisme culturel (hallal, voile, espace public masculinisé...).

Qui était derrière cette législation ?

Essentiellement les socialistes et les écologistes. Ils ont appliqué intuitivement ce que Terra Nova allait théoriser en France. La meilleure démonstration de ce phénomène est l'évolution de Philippe Moureaux, le bourgmestre de Molenbeek. Au début des années 1990, il tenait encore des propos durs vis-à-vis de l'immigration et de l'islamisme. Dix ans plus tard, il change complètement son discours. Or, il était non seulement bourgmestre de Molenbeek, mais aussi vice-président national du Parti socialiste.

Ils ont créé leur électorat ?

Oui. En vingt ans, le centre de gravité politique de Bruxelles a complètement changé. C'était une ville traditionnellement de centre droit. Elle est devenue majoritairement de gauche. Or, les personnes d'origine immigrée votent beaucoup plus à gauche. Un tiers des Belges de Bruxelles sont désormais des « nouveaux Belges », c'est sans doute un record mondial !

Mais ces lois ont bien été votées ! Il y a donc eu un débat au moins au Parlement et au Sénat !

Oui, mais il n'y avait quasiment pas d'opposition ! Du côté francophone, tout le monde était à peu près d'accord et les oppositions en Flandre venaient surtout de l'extrême droite. C'est seulement par la suite que, notamment face à cette vague d'immigration, un parti nationaliste flamand – la N-VA – a commencé sa montée en puissance jusqu'à devenir le plus grand parti du pays.

Les choses sont-elles en train de changer ?

Lentement. Depuis quatre, cinq ans, il y a un changement de braquet, mais les dynamiques démographiques sont telles que les politiques gouvernementales ont peu d'influence sur elles !

La loi sur le regroupement familial, un peu plus restrictive, votée en 2011, n'a-t-elle aucun effet ?

Si. Depuis 2011, la loi belge se rapproche des limites imposées par la directive européenne, puisque auparavant nous étions encore plus laxistes. Mais cela ne suffit pas. Il faut revoir de toute urgence la politique du regroupement familial, car elle produit un effet exponentiel à travers des mariages, des divorces et des remariages, des reconnaissances d'enfants... En Belgique, cela compte pour 50 % de l'immigration légale, alors que la moyenne européenne est de 30 %. Si on ajoute l'asile – qui est surtout demandé par des immigrés économiques – cela concerne les trois quarts de l'immigration légale. Autrement dit, la Belgique, comme la France, a peu de marge de manœuvre sur 75 % de l'immigration légale.

Vous êtes sévère sur Angela Merkel et la crise de 2015 ?

En 2016, au cours d'une visite parlementaire en Iran, j'ai rencontré un entrepreneur afghan d'Ispahan, qui employait légalement des travailleurs afghans. Il nous a raconté que tous les jours deux bus remplis de ces Afghans qui vivaient et travaillaient en Iran partaient vers la frontière turque pour essayer d'arriver en Europe, notamment en Angleterre. L'exode était si massif que la moitié de ses travailleurs, qui étaient là depuis des années et avaient un salaire correct, ont quitté leur travail pour aller tenter leur chance en Europe. Il a failli faire faillite ! Non seulement ces personnes n'étaient pas menacées, mais on les a poussées à tout vendre pour financer leur aventure européenne. Tout cela est largement la faute d'Angela Merkel et de l'énorme appel d'air qu'elle a créé en 2015 sans consulter personne ! Le Brexit est, au moins, aussi partiellement la conséquence de l'erreur allemande de 2015.

Votre constat appelle un programme. Quelles mesures mettez-vous sur la table, comme on dit en Belgique ?

Nous devons passer d'une immigration subie à une immigration choisie. Il faut que les pays européens puissent choisir qui ils décident d'accueillir et que ce ne soit pas imposé par d'autres pays ou des conventions internationales. Cela implique d'abord des mesures plus restrictives sur les conditions du regroupement familial (âge, logement, revenu, test d'intégration dans le pays d'origine). On peut s'inspirer des Pays-Bas ou du Danemark. Le contraire de ce que fait Macron ! Sur l'asile, il faut revenir à l'esprit et à la lettre de la convention de Genève : donner l'asile aux personnes qui sont persécutées, dit le texte, à cause de leur religion, leur race, leurs convictions politiques. Il faudrait donc accueillir les demandeurs d'asile non pas en Europe, mais dans les pays limitrophes.

Et si vous faites partie des 85 % de déboutés, vous ne serez pas expulsé...

Non, dans la plupart des cas. Même si c'est difficile à entendre, un retour forcé massif de déboutés du droit d'asile et autres clandestins n'est pas possible. On ne va pas mettre de force des dizaines de milliers de personnes, des enfants et des familles dans des avions ! C'est un fantasme de démagogues. C'est pourquoi il faut absolument les empêcher de venir chez nous. D'autant que les pays d'origine refusent souvent de les reprendre. La Belgique n'arrive pas à signer une convention avec l'Algérie qui refuse de récupérer ses ressortissants. Comment faire ?

Après les attentats, la Belgique a néanmoins adopté une loi sur la déchéance de nationalité des terroristes binationaux. Cela a-t-il abouti à des expulsions ?

Très peu. En plus, même quand ils sont déchus, ils ne sont pas toujours pour autant expulsés du territoire, à cause de la Cour européenne des droits de l'homme, au prétexte qu'ils risqueraient d'être malmenés dans leur pays au retour. Pour empêcher l'afflux de clandestins, on devrait sécuriser complètement les frontières de l'Europe – l'accord avec Erdoğan démontre que c'est possible.

Pour Stephen Smith, il faut plutôt se préparer à les intégrer qu'à les bloquer...

C'est le point faible de son livre, que j'ai beaucoup aimé : Smith dit que l'immigration massive étant inéluctable, nous sommes obligés de la gérer. Mais je ne vois pas comment on va la gérer avec les perspectives démographiques de l'Afrique ! Smith est fataliste, alors que je suis volontariste. Je vois que l'accord avec la Turquie marche, que Salvini a arrêté les bateaux, preuves qu'on peut faire beaucoup mieux pour protéger les frontières extérieures de l'Europe. Un dernier point, les partis du centre et de droite ne doivent plus abandonner ces questions, comme ils l'ont fait pendant trop longtemps. La panne de l'Europe, c'est aussi la faillite de la gestion de l'immigration. •

DESTEXHE LE LANCEUR D'ALERTE

Par Jeremy Stubbs



Molenbeek-Saint-Jean, chaussée de Gand, janvier 2016.

Dans son livre *Immigration et Intégration* : avant qu'il ne soit trop tard, le sénateur belge Alain Destexhe montre comment Bruxelles a pris la relève de Londres comme base arrière du djihadisme. Entre 2000 et 2010, la Belgique a accueilli plus d'un million d'immigrés, pour la plupart musulmans. Cet afflux renforce la constitution d'une contre-société.

Au cours de l'histoire, les capitales se déplacent : de Rome à Constantinople, de Rio à Brasilia, de Lagos à Abuja... de Londres à Bruxelles. Car si le « Londonistan » des années 1990-2005 était considéré comme le centre de l'extrémisme islamiste en Europe, c'est désormais la métropole

belge, également synecdoque de l'Union européenne, qui a la réputation d'être le terreau principal des djihadistes du Vieux Continent. Londres aurait reçu son sobriquet de la part des services secrets français, exaspérés par le laxisme apparent des Britanniques à l'égard des islamistes qui avaient fait de la ville, non seulement un refuge pour des prédicateurs radicaux, mais aussi une véritable plaque tournante pour des opérations terroristes réalisées à travers le monde, de l'Espagne au Yémen, du Maroc à Israël, de l'Arabie saoudite à la France (il s'agit des attentats de 1995 à Paris et à Lyon). Bruxelles a pris la relève de Londres à travers les différents attentats qui ont eu lieu entre 2014 et 2016 : à Bruxelles même ; à Paris ; dans le Thalys ; et à Verviers (déjoué). Plusieurs des auteurs – dont Amedy Coulibaly et Salah Abdeslam – sont originaires de la banlieue tristement célèbre de Molenbeek-Saint-Jean où y ont séjourné. On peut aussi remonter plus loin dans le passé, puisqu'il faut ajouter à ce palmarès un des assassins du commandant Massoud, en 2001 en Afghanistan, et trois des cerveaux derrière les attentats de Madrid en 2004. Les deux responsables des attentats de mars 2016 dans le métro bruxellois et à l'aéroport sont originaires d'une autre commune, Schaerbeek, qui fait également partie de la région Bruxelles-Capitale. La Belgique est d'ailleurs le pays européen qui, par rapport à sa population, a envoyé le plus de djihadistes en Syrie.

Comment ce déplacement s'est-il opéré ? Le nouveau livre du sénateur et député bruxellois, Alain Destexhe, apporte des éléments de réponse. Intitulé *Immigration et Intégration : avant qu'il ne soit trop tard* (Dynamédia, 2018), il montre comment la Belgique est devenue, au fil des années, la championne des terres d'accueil. Entre 2000 et 2010, sa population de 10 millions d'habitants a été augmentée de plus d'un million d'immigrés, le plus grand nombre étant d'origine marocaine et turque, sans que des efforts suffisants aient été consentis pour intégrer ces nouveaux citoyens, pour la plupart musulmans, à la société belge. Ce livre est un plaidoyer pour une immigration « choisie » plutôt que « subie », et le remplacement de l'idéologie multiculturaliste par une politique d'intégration sérieuse. Comme l'indique son sous-titre, cet ouvrage s'ajoute à la longue liste de ceux qui ont déjà sonné l'alarme quant à la menace que représente pour l'Europe la combinaison d'une immigration incontrôlée, de politiques d'intégration inefficaces et d'un terrorisme islamiste qui, quoique le fait d'une toute petite minorité, a réussi à s'enraciner au cœur de certaines banlieues. Le livre d'Alain Destexhe connaîtra-t-il un meilleur sort que ceux de ses prédécesseurs ?

Le complexe de Cassandra

Cassandra était cette prophétesse troyenne qui, punie par le dieu Apollon, prédisait les désastres futurs avec justesse, mais sans que personne ne lui accorde le moindre crédit. Assister impuissante à la réalisation des infortunes qu'elle avait pourtant clairement annoncées la plongeait dans un désespoir sans fin. De nombreux

auteurs contemporains ont repris ce rôle : prédisant des catastrophes si l'Europe continue sur le chemin de l'immigration débridée et du multiculturalisme aveugle, ils voient leurs remontrances conspuées par les intellectuels politiquement corrects et largement ignorées par les responsables politiques. Certains vont jusqu'à adopter un style où le ton apocalyptique se mêle à la rage du désespoir. C'est le cas de la journaliste britannique, Melanie Phillips, qui a contribué à l'inauguration d'un genre parfois surnommé en anglais « *the green peril* » (« le péril vert »). Son *Londonistan : How Britain is Creating a Terror State Within*, paru en 2006, un an après les attentats de Londres, est toujours un best-seller. Phillips a vu juste sur beaucoup de questions, mais sa vision d'un combat apocalyptique entre l'Occident et l'islam et ses jérémiades contre la décadence de la société occidentale, trop laïque et consumériste, ont limité son influence. Trois ans plus tard, le journaliste Christopher Caldwell publie un ouvrage traduit en français sous le titre *Une révolution sous nos yeux : comment l'islam va transformer la France et l'Europe*¹. Plus prudent que Phillips, il fait une analyse convaincante des politiques qui ont conduit à la crise actuelle, mais sa diatribe au sujet de l'islam, qu'il accuse de conquérir les villes d'Europe « rue par rue », reste trop peu nuancée. L'année suivante, et dans un tout autre registre, la courageuse universitaire française, Michèle Tribalat, commence une série d'ouvrages qui la font traiter pratiquement de nazie par ses collègues pour avoir osé aborder la question des statistiques ethniques². Un autre universitaire, Paul Collier, économiste à Oxford, démonte les arguments économiques en faveur de l'immigration dans un ouvrage de 2013, encore une fois contesté par certains de ses propres collègues³. Depuis, les livres se multiplient, souvent de bric et de broc. Les plus notoires sont ceux de Douglas Murray, *L'Étrange Suicide de l'Europe : immigration, identité, islam* et Stephen Smith, *La Ruée vers l'Europe : la jeune Afrique en route pour le Vieux Continent*, tous les deux sortis en 2018⁴. Styliste puissant, Murray verse trop dans le déclinisme spenglerien pour être pleinement convaincant en termes d'analyse sobre et de propositions pratiques. Smith se bat sur le terrain apparemment objectif, mais en réalité très mouvant, des statistiques à grande échelle.

Comparé à ses prédécesseurs, Alain Destexhe, dont ce n'est pas le premier livre sur la question⁵, tient un propos plus modéré, mais ses arguments n'en sont que plus incisifs. Il montre, chiffres, graphiques et textes législatifs à l'appui, comment la Belgique est devenue le « ventre mou » d'une Europe qui se croit généreuse mais qui, sur les plans économique et culturel, trahit à la fois les populations autochtones et les populations immigrées. Focalisée sur la Belgique, son étude est néanmoins riche d'enseignements universels.

Le surréalisme belge

Son livre, comme il le dit, « *n'a pas pour cible les immigrants, mais les politiques menées* ». Ces dernières →



Conférence de presse du groupuscule salafiste Sharia4Belgium, filière de recrutement djihadiste durant la guerre en Syrie, Anvers, juin 2012.

sont aussi désastreuses qu'irrémédiables. La grande vague d'immigration à partir de 2000 a été rendue possible par une loi permettant l'obtention de la nationalité belge sans délai significatif, sans test linguistique et sans aucune preuve d'adhésion aux valeurs de la société d'accueil. Une réforme partielle de la loi en 2011 a éliminé plusieurs abus et endigué quelque peu le torrent, mais avec les aides généreuses et les nombreux recours qu'elle offre, la Belgique demeure une terre d'élection et le flux d'immigrés reste très élevé. La cause principale en est une politique de regroupement familial extrêmement laxiste – au-delà de ce qui est exigé par la législation européenne, pourtant déjà trop peu stricte et qui nécessiterait une refonte totale. Cette politique tolère, par exemple, des mariages et des remariages successifs chez les immigrés et les candidats à l'immigration, chacun desquels est suivi d'un nouveau regroupement d'enfants et d'époux. Le résultat est un cycle sans fin. Au cours des années, des opérations de régularisation en masse de clandestins donnent lieu elles aussi à de nouvelles vagues de regroupements familiaux, alimentant la spirale exponentielle. Comparant les systèmes des différents pays, les migrants font leur « shopping » et finissent par choisir la Belgique comme point d'entrée en Europe.

Cette permissivité du système inspire la fraude sous des formes de plus en plus créatives : les mariages blancs, les mariages gris (un seul des époux exploite l'union pour

frauder), les mariages forcés et les « *bébés papiers* », c'est-à-dire la reconnaissance frauduleuse de paternité. Un mariage sur cinq serait suspect. Des filières entières se sont construites, facilitant le passage de l'Afrique ou du Moyen-Orient vers l'Europe pour les moins pauvres. Un enfant reconnu comme réfugié pouvant faire venir ses parents, des familles se cotisent pour envoyer un descendant en Belgique. À l'ère d'internet et de la téléphonie à bas coût, les informations et les astuces sont vite relayées tout au long de la chaîne.

La finalité du droit d'asile consiste à protéger des vies menacées directement par la guerre ou persécutées par des dictatures. Pourtant, le manque de contrôles tant soit peu sérieux en a fait un vecteur puissant d'immigration économique. Les pays qui envoient le plus de réfugiés en Belgique ne sont pas en guerre. Beaucoup de demandeurs d'asile viennent de camps de réfugiés situés dans des pays sûrs. Selon des pratiques bien rodées, les futurs candidats à la nationalité belge détruisent leur passeport dans l'avion afin de se présenter comme des sans-papiers et d'améliorer ainsi leurs chances d'être naturalisés. En somme, la cause humanitaire sert à maquiller des besoins tout autres. Le système juridique n'est pas en mesure de garantir le refoulement de membres de groupes islamistes fondamentalistes. Les autorités ont été parfois si peu regardantes que même des génocidaires rwandais ont trouvé refuge en Belgique. Pour comble de l'absurde,

l'octroi rapide de la nationalité a été justifié politiquement par l'idée selon laquelle cela permettrait d'accélérer le processus d'intégration, tandis que c'est plutôt l'intégration qui devrait favoriser la naturalisation. On pense à l'injonction du surréaliste belge, Louis Scutenaire : « *Il faut regarder la vie en farce.* »

La guerre des humanismes

La crise de 2015 a montré combien l'enfer peut être pavé de bonnes intentions. Quand Angela Merkel décide d'ouvrir les frontières de l'Allemagne, c'est près d'un million de migrants qui doivent être répartis en Europe, principalement en Allemagne, en Suède, aux Pays-Bas et en Belgique. Cette décision unilatérale, par laquelle l'Allemagne impose une politique migratoire à toute l'Europe, est largement accueillie dans la presse et chez les bien-pensants comme un geste humanitaire. Pourtant, la grande majorité de ces réfugiés sont des migrants économiques ou des Syriens qui ont déjà trouvé refuge ailleurs en Afrique du Nord ou au Moyen-Orient. Alain Destexhe voit lui-même des camps des Nations unies se vider de ceux qui ont suffisamment de ressources pour partir. Le geste d'Angela Merkel envoie un signal très clair de l'autre côté de la Méditerranée, incitant d'autres réfugiés à tenter cette traversée périlleuse, fournissant une aubaine pour les filières qui les exploitent. Avec le regroupement familial, le nombre des nouveaux venus sera décuplé au cours des années à venir, empirant les problèmes d'intégration et favorisant encore plus la montée des partis d'extrême droite. À tout cela, il faut ajouter que certains des djihadistes de 2015 sont rentrés en Europe pour commettre leurs attentats en passant par la Hongrie au milieu des réfugiés.

Alain Destexhe n'a pas besoin d'un brevet d'humanisme. Il a passé douze ans avec Médecins sans frontières (MSF), dont il a été le secrétaire général. Il a également présidé l'International Crisis Group. Il connaît directement les camps de réfugiés à travers le monde. Il a vécu certaines des crises les plus graves, comme celles du Kosovo, du Rwanda ou de la Somalie. Il est donc bien placé pour lancer un « *J'accuse...* ! » sans concession à la chancelière allemande : « *Qui est véritablement le ou plutôt la responsable de ces décès en mer ? Qui a enrichi tous ces passeurs et ces réseaux criminels ? Qui a mis en route des milliers d'individus qui n'ont quand même pas atteint leur objectif ? Qui a permis à des réseaux islamistes d'utiliser avec une grande facilité le flux des migrants pour commettre des attentats en Europe ? Et c'est Angela Merkel qu'on qualifie d'humaniste !* » Qui sont les vrais humanistes : ceux qui se donnent bonne conscience et tirent un voile sur la vérité des politiques migratoires actuelles ou ceux qui cherchent à établir un consensus sur un diagnostic et des mesures de bon sens ?

Dialogue versus martyr

C'est qu'il est devenu très difficile dans nos sociétés de discuter des problèmes d'intégration. Ceux qui défendent l'immigration prétendent qu'elle est une

aubaine pour l'économie du pays d'accueil et une solution pour le vieillissement de la population autochtone. Alain Destexhe y répond en soulignant les coûts exorbitants qui en résultent en termes de chômage, d'allocations, de soins médicaux et de pénurie de logements. En Belgique, 70 % des allocataires des aides sociales sont d'origine étrangère ; à Bruxelles, ce chiffre monte à 90 %. En même temps, les pays d'origine des immigrés, que les gouvernements occidentaux essaient d'aider dans leur développement, sont vidés de leurs forces vives. À Bruxelles comme à Londres, on assiste à la constitution de « sociétés parallèles » qui, à nos valeurs progressistes et sécularistes, opposent celles d'un islam fondamentaliste, créant ainsi toute une série de conflits où personne ne gagne.

Alain Destexhe en détaille toutes les conséquences – qui n'ont rien de fantasmagorique : les femmes et les homosexuels victimes d'insultes et d'agressions dans les rues ; les juifs qui ont peur en public et leurs lieux de culte qui doivent être protégés en permanence ; les écoles où on ne peut pas enseigner l'histoire de la Shoah ou l'évolution darwinienne ; les quartiers qui deviennent des « zones de non-droit » où la police n'intervient qu'en prenant des mesures de sécurité renforcées et où les représentants des autorités publiques sont régulièrement caillassés par des jeunes. Le fond du problème ne tient pas aux immigrés eux-mêmes, mais aux politiques d'intégration mal conçues et mises en œuvre de façon laxiste, tandis que les thuriféraires du multiculturalisme exigent que la société belge – ou autre – ferme les yeux.

Si nous revenons à Londres, l'ancienne capitale européenne du djihadisme, quels enseignements pouvons-nous y trouver ? En limitant les possibilités d'analyse, en verrouillant le dialogue public, on a fini par laisser le champ libre à un personnage sulfureux et picaresque comme Tommy Robinson, ancien hooligan qui a fait plusieurs séjours en prison. Il s'est composé un personnage célebrissime de martyr anti-islamiste puni par des autorités publiques soucieuses de ne pas donner l'impression qu'elles sanctionnent uniquement des musulmans. Quelle que soit la vérité derrière cette mise en scène médiatique de lui-même, Tommy Robinson est devenu un symbole. Mais le débat public ne peut se mener à coups de symboles et d'émotions médiatiques. Nous avons besoin qu'il soit franc et apaisé. Et nous avons besoin d'hommes politiques comme Alain Destexhe qui puissent le porter. •

1. *Reflections on the Revolution in Europe: Immigration, Islam and the West* (2009). La traduction française, avec une préface de Michèle Tribalat, est parue en 2011.

2. *Les Yeux grands fermés : l'immigration en France* (2010), *Assimilation : la fin du modèle français* (2013) et *Statistiques ethniques : une querelle bien française* (2016).

3. Paul Collier, *Exodus: How Migration is Changing our World* (2013).

4. Le livre de Smith a été publié directement en français, celui de Murray d'abord en anglais, en 2017.

5. Alain Destexhe, Claude Demelenne, *Lettre aux progressistes qui flirtent avec l'islam réac* (2009).

LE CORAN CONTRE LA SCIENCE

Par Erwan Seznec



Le cheikh yéménite Abdel-Majid Zendani, qui prétend avoir découvert un remède contre le VIH à base d'extrait d'une plante recommandée par le prophète, Sanaa, 7 février 2013.

Financée et encouragée par l'Arabie saoudite, la lecture littérale du Coran et son cortège d'absurdités scientifiques progressent. Ce mouvement appelé « concordisme » sévit en France et en Belgique. Enquête.

Les Anges ainsi que l'Esprit montent vers Lui en un jour dont la durée est de cinquante mille ans. » Ce verset du Coran (70:4) révèle, à qui sait le lire, la vitesse de la lumière (300 000 km/s). C'est du moins ce qu'a tenté de démontrer à coups de calculs minutieux Kamel Ben Salem, professeur d'analyse des données dans le département des sciences informatiques de l'université de Tunis. Le Coran contiendrait également une description cryptée du tableau périodique des éléments établis par le chimiste russe Mendeleïev en 1869, ainsi que des informations précises sur l'âge de l'univers, le développement du fœtus et la tectonique des plaques, mise en évidence en 1912 par l'Allemand Alfred Weneger.

Comment un livre écrit au VII^e siècle pourrait-il faire état de découvertes postérieures de plusieurs siècles ?

© AFP

La réponse est simple. Le Coran n'a pas été écrit. Il est incréé. Il est la parole de Dieu livrée à un prophète illettré, Mahomet. Il existe de toute éternité et contient la totalité du savoir, passé et à venir. Cette idée décoiffante est aujourd'hui acceptée par un certain nombre de musulmans, égale au carré de la jobardise, multipliée par le produit de la ferveur et du fanatisme.

« Il n'existe pas une seule découverte scientifique qui n'ait de trace dans le Coran », soutenait en juillet 2017 le géologue égyptien, Zaghloul Ennajar dans une conférence tenue à la faculté des sciences et techniques de Fès, au Maroc. Il n'a pas convaincu tous les étudiants présents, raconte le magazine marocain *Telquel*, dans son numéro du 18 juillet 2017. Peu importe. Le miracle scientifique dont le Coran serait porteur dispose de bien d'autres relais. En 1984, la Ligue mondiale islamique a créé une commission internationale des signes scientifiques dans le Coran et la sunna. Elle est dirigée par le cheikh saoudien Abdallah al-Mouslih, qui prêche régulièrement en Europe – sa dernière intervention en France a eu lieu à Mulhouse, en novembre 2017. Elle soutient de nombreuses manifestations partout où on trouve des musulmans. Son objectif fondateur est d'établir la *« liaison de la science avec les réalités de la foi »*, même quand la foi s'égare. En 2006, à la huitième conférence de la commission, le cheikh yéménite Zendani a annoncé la découverte d'un remède contre le VIH à base d'extrait d'une plante recommandée par le prophète. Aujourd'hui encore, le remède en question est évoqué avec dévotion dans des centaines de messages sur les forums musulmans francophones.

Moins médiatisée que sa variante chrétienne américaine, mais tout aussi obscurantiste, le créationnisme musulman prospère. Ses vidéos affolent les compteurs. *« Miracle du Coran : voici les vraies preuves d'Allah »* : 1,46 million de vues, pour découvrir que le ciel déborde de nuages en forme de lettres arabes, signature du dieu créateur. *« Un certain nombre de personnes, dont des collègues, luttent contre le créationnisme, à juste titre, souligne l'historien des sciences Alexandre Moatti, mais par oubli ou complaisance, le créationnisme islamique venant du Proche-Orient n'est pas dénoncé comme un projet politique, bien qu'il en soit un lui aussi. »*

Reste à savoir qui croit à tout cela : *« Des littéralistes »,* répond Michaël Privot, Belge converti, parlant l'arabe et le turc, ancien frère musulman, aujourd'hui directeur de l'European Network Against Racism (ENAR), à Bruxelles. *« Beaucoup sont diplômés, y compris en sciences dures. Ils sont en pleine dissonance cognitive entre leurs connaissances et leur conviction que le Coran ne peut pas mentir. Il faut créer un lien, même au prix de contorsions impossibles. C'est une forme de concordisme, comme la religion chrétienne en a connu. »* À cette nuance près que le concordisme chrétien est globalement derrière nous, alors que le concordisme musulman est en expansion. En Arabie saoudite, raconte Michaël Privot, *« des chaires en astronomie et*

en astrophysique ont disparu, parce que leurs travaux risquaient de ne pas être compatibles avec le Coran ». Le *« bon savant »*, ce serait plutôt Maurice Bucaille (1920-1998), un Français médecin personnel du roi Faycal, qui défendait la compatibilité totale du Coran avec la science (par opposition à la Bible, truffée d'erreurs).

Compatible ? Un verset du Coran (79:30) dispose que dieu a *« étalé »*, ou *« étendu »* la Terre. Le cheikh Abdul-Aziz ibn Baaz, autorité religieuse d'Arabie saoudite, en a tiré les conséquences en 1993 : *« La Terre est plate. Quiconque clame qu'elle est sphérique est un athée méritant un châtiment. »* Embarrassés, d'autres musulmans évoquent un problème de traduction. Le mot en arabe pour *« aplati »* ressemblant à un autre mot qui désigne l'œuf d'autruche, le Coran décrirait en fait la terre avec précision : une sphère aplatie.

De 2011 à 2017, en Tunisie, une étudiante en géologie de la faculté de Sfax a préparé une thèse sur *« le modèle plate-géocentrique de la Terre, arguments et impact sur les études climato / paléoclimatiques »*. En deux mots, sur la Terre plate. Elle a fait scandale. C'était peut-être le but recherché. *« Soutenir que la Terre est plate ou rejeter la théorie de l'évolution, même sans la comprendre, c'est dire "je suis musulman et je vous défie" »,* avance Michaël Privot. En France, dans l'enquête menée par les sociologues Anne Muxel et Olivier Galland² auprès de 7 000 lycéens âgés de 14 à 16 ans, 34 % des musulmans pensaient que la religion explique mieux la création du monde que la science, contre 11 % des autres élèves...

Le ministre de l'Éducation nationale, Jean-Michel Blanquer, a créé fin 2017 dans chaque académie une *« unité laïcité »*, chargée d'assister les enseignants confrontés au dogmatisme. Tout le monde n'applaudit pas. *« Le fait, pour un élève, de questionner un cours de sciences qui remet en cause ses convictions religieuses ne mérite pas d'être accusé de porter atteinte à la laïcité, pouvait-on lire dans Libération, le 11 décembre 2017. C'est le signe que ce citoyen en pleine formation intellectuelle est attentif au cours qu'il suit. »* (!!!) Une largeur de vue que ne partage pas tout à fait la physicienne tunisienne Faouzia Charfi. *« Le projet islamiste est un projet global qui ne vise pas seulement à changer la constitution, mais toute la société : les femmes, l'éducation et la pensée scientifique »,* déclarait-elle dès 2013, avant d'enfoncer le clou en 2017 : *« La science a disparu du monde musulman au cours des siècles »,* pour cause d'obscurantisme et d'intolérance. Son livre courageux, *La Science voilée*, paru chez Odile Jacob en 2013, a suscité six commentaires sur Amazon, tous élogieux. Celui de Maurice Bucaille, *La Bible, le Coran et la science*, tissu de calembredaines vendu en poche, en a dix fois plus. On dirait que l'islam des Lumières n'avance pas à la vitesse de la lumière. •

1. Auteur en 2017 d'*Islam et science, antagonismes contemporains*, PUF.

2. *La Tentation radicale : enquête sur les lycéens*, PUF, 2018.

CULTURE & HUMEURS

64

Fernand Khnopff, dans les brumes du symbolisme

Pierre Lamalattie

68

Houellebecq, nihiliste passif

Françoise Bonardel

72

À dada sur ma cougar !

Paulina Dalmayer

74

Allan Bloom contre les relativistes

Jean-Pierre Montal

76

Grangier se rebiffe

Patrick Mandon

80

Des femmes et des bombes

Ana Pouvreau

82

Jeunes femmes françaises

Jérôme Leroy

86

Henry Hemming, au service secret de sa Majesté

Ana Pouvreau et Mark Porter

88

OGM, sexe et dépression

Peggy Sastre

92

Guide Michelin : le goût de nos provinces

Emmanuel Tresmontant

96

Les carnets de Roland Jaccard

98

Le journal de l'ouvreuse





Roses, Fernand Khnopff, 1912.

FERNAND KHNOPFF DANS LES BRUMES DU SYMBOLISME

Par Pierre Lamalattie



I Lock my Door upon Myself, Fernand Khnopff, 1891.

Jusqu'au 17 mars, le Petit Palais présente une rétrospective du symboliste Fernand Khnopff (1858-1921). Ce peintre belge injustement oublié a sublimé la femme dans ses portraits de créatures rousses aux beaux yeux vitreux.

Six consonnes pour un patronyme ne comptant que sept lettres, c'est peut-être trop. On orthographie rarement bien du premier coup le nom de Fernand Khnopff, peintre belge de la fin du XIX^e siècle. En tout cas, Félicien Rops (voir *Causeur* n° 41, décembre 2016) s'en amuse. Il aime charrier son ami



© BPK, Berlin, Dist. RMN-Grand Palais images BStGS

en prétendant que c'est à cause d'un tel nom que ce dernier n'arrive pas à avoir une vie sociale normale. Fernand Khnopff est effectivement tout à fait asocial. Émile Verhaeren laisse des témoignages allant dans le même sens, la galéjade en moins. Khnopff est un homme certes élégant, mais il est vraiment peu causant. Il est raide, austère, taciturne, casanier et solitaire.

Khnopff appartient à la haute bourgeoisie francophone. Pour lui, la peinture n'est pas un métier. C'est plutôt une vocation, un sacerdoce, voire une névrose. Il n'a pas de besoins financiers. Il ne produit pas pour vendre. D'ailleurs, il produit peu. Son enfance commence à Bruges, ville figée dans sa splendeur médiévale depuis que le bras de mer desservant ce port est ensablé. C'est une cité un peu fantomatique qui stimule l'imagination poétique et la mélancolie. Le jeune Khnopff va aussi en vacances à la montagne, ou ce qui en tient lieu en Belgique, c'est-à-dire l'Ardenne. Bruges et l'Ardenne lui inspirent ses premières toiles, des paysages, souvent de petit format et d'apparence simple, mais, en réalité, travaillés par des jeux de nuances extrêmement subtiles. Il émane de ces œuvres une troublante nostalgie.

Sphinges câlines et tenniswomen languides

Cependant, le thème de prédilection de Khnopff est la femme, ou plutôt une idée très personnelle et un peu étrange qu'il se fait d'elle. Il *sublime*, comme on dit dans la vulgate psychanalytique. Il sublime énormément. Les femmes, selon Khnopff, sont des créatures à peau blanche, presque verdâtre. Leurs yeux sont beaux, mais vitreux. Bien sûr, elles sont presque toujours rousses. Elles sont inabordables, énigmatiques, voire carrément dangereuses. Les pauvres humains de sexe masculin ne peuvent trouver auprès d'elles aucune consolation, seulement le renforcement de leur addiction. Certaines sont des sphinges câlines dont il faut manifestement se méfier. D'autres sont de languides tenniswomen qui paraissent trop absentes pour s'intéresser à qui que ce soit. Ces beautés fascinent, mais on comprend qu'il n'y a rien à attendre d'elles. Tout au plus peut-on recevoir à leur contact un coup de griffe ou un coup de raquette.

On est surpris de savoir qu'à un moment donné, Khnopff se marie. Cependant, ça ne dure que trois ans. L'artiste s'intéresse, semble-t-il, surtout à sa sœur, Marguerite, et aux petites filles. On ne sait rien de plus. Khnopff a la chance d'avoir pour maître un artiste excellent et très original en la personne de Xavier Mellery (1845-1921). On trouve dans de nombreux musées ses très reconnaissables compositions sur fond d'or. Toutefois, Mellery ne se réduit pas à ces peintures. C'est aussi un naturaliste tourné vers la vie sociale de son temps et un symboliste faisant place à certains fantasmes, comme celui des femmes-araignées. Mellery est à la fois un artiste éminent et un esprit ouvert. Khnopff en tire grand profit.

Khnopff forme aussi son regard en voyageant. C'est →



Une aile bleue, Fernand Khnopff, 1894.

une période où les échanges sont freinés par la brouille franco-allemande. Ainsi, les artistes allemands sont-ils peu connus en France et encore moins collectionnés. Par exemple, aucune collection publique française n'acquiert de gravures de Max Klinger, excepté le musée de Strasbourg, ville alors sous domination allemande. Khnopff, peut-être en raison de sa position géographique et sociale, noue des contacts artistiques dans l'Europe entière. En France, il observe les œuvres de Delacroix. Ça l'intéresse, mais il juge sévèrement certaines compositions un peu fourre-tout à ses yeux, comme *Les Femmes d'Alger*. À Paris, il découvre aussi, semble-t-il, quelques pièces de Gustave Moreau, maître symboliste proche de sa sensibilité. En Angleterre, il fait connaissance de Burne-Jones, qui l'influence de façon déterminante. Ce dernier lui communique, en particulier, le goût des visages fondus et des regards vitreux. Khnopff illustre des poèmes de la sœur de Rossetti. Bref, il devient familier du milieu préraphaélite. Il est également invité à Munich et à Vienne par les sécessions. Il y rencontre Gustav Klimt et, surtout, Franz von Stuck. En Belgique, il est membre du fameux Groupe des XX, puis de la Libre Esthétique et figure dans leurs expositions.

Nuances, fondus et vibrations

Khnopff varie les moyens d'expression : peinture, pastel, dessin, sculpture, photos retravaillées, etc. Cependant, sa pratique la plus caractéristique se situe aux confins du dessiné et du peint. Sa facture semble simple, tant elle est économe de moyens. Toutefois, elle procède d'un sens aigu des nuances. Il fuit les effets voyants. Il excelle dans une délicate virtuosité de variations presque insaisissables.

Il est coutumier de ce que l'on pourrait appeler le « fondu vibrant ». Le fondu traditionnel (*sfumato*) est généralement produit par le travail des pinceaux en éventail (en poil de blaireau) sur des glacis allant s'amenuisant. C'est typiquement le cas de peintures comme *La Joconde*, où un dégradé régulier va du clair au sombre. Contrairement au *sfumato* blaireauté, Khnopff affectionne des gradients d'apparence grenue, où chaque parcelle de surface paraît vibrer. Ses personnages et objets divers semblent palpiter dans une sorte de continuum mystique. C'est dire que Khnopff n'est pas seulement un grand artiste symboliste par les sujets qu'il traite. C'est aussi et surtout un maître de la forme picturale. Il suffit de comparer ses œuvres avec celle de Burne-Jones, dont il est très proche, pour comprendre sa belle maturité et, disons-le, sa supériorité.

Fernand Khnopff est certainement l'un des artistes les plus aboutis et les plus singuliers de son temps. Il meurt en 1921. Avec la montée de la modernité, le changement de goût et d'époque est rapide et total. Une dizaine d'années seulement après sa disparition, sa magnifique maison-atelier est détruite sans états d'âme au

profit d'une opération immobilière. Cette habitation exceptionnelle, conçue comme un « temple du moi », était pourtant un haut lieu du symbolisme. Y abondaient statues du dieu Hypnos, paons de fantaisie, curiosités en tout genre et, bien sûr, toiles du maître. Khnopff, comme beaucoup d'autres créateurs de son temps, est vite dévalué et oublié. Peu après sa mort, on

ne sait plus qu'il est un grand artiste.

Le Petit Palais présente une large sélection d'œuvres représentatives de tous ses travaux, à l'exception de quelques pastels intransportables. En outre, une reconstitution partielle de l'atelier du maître agrmente le parcours. Un grand événement à savourer ! •

Extension du domaine des sculptures



En sortant de l'exposition Khnopff, on en profitera pour visiter les nouvelles salles consacrées à la sculpture française du XIX^e. Peu de périodes de l'histoire de l'art sont plus mal connues du public, et même des historiens de l'art. Seul Rodin, semble-t-il, échappe à l'éclipse générale. Il faut dire que le récit des origines justifiant la modernité recourt grandement au dénigrement des artistes ne pouvant être enrôlés en tant que prédécesseurs. Pour connaître les sculpteurs français concernés, le mieux est probablement d'aller dans certains musées étrangers comme la glyptothèque de Copenhague. Au musée d'Orsay, on peut toutefois apprécier la magnifique présentation réalisée principalement par Anne Pingeot. Certains musées de province recèlent aussi des trésors à découvrir. Citons par exemple le superbe petit musée Jules-Desbois, né d'une initiative associative à Parçay-les-Pins (Maine-et-Loire). Cependant, dans l'ensemble, l'accès à cette période de l'histoire de la sculpture est inversement proportionnel à son immense intérêt. Ceci donne tout son prix aux salles supplémentaires ouvertes au Petit Palais.

Il faut aborder sans préjugés ces artistes éloignés de la culture contemporaine. C'est à cette condition *sine qua non* qu'on appréciera des sculpteurs aussi doués que Barrias, Dalou, Falguière, Puech, Coutan, Mercié, Bartholdi, Desbois, Dubois,

Chapu, Boucher et Bartholomé. Ces créateurs ont en commun une compréhension particulièrement aboutie du corps humain, surtout du nu féminin, qu'ils traitent généralement avec beaucoup de sensualité et de fluidité. Ils ont un vrai sens du lyrisme qui se manifeste, en particulier, par des drapés très expressifs. Ils sont sensibles au tragique de la vie humaine, notamment à l'expérience de la guerre et au drame de la vieillesse. Ils ont souvent une fibre sociale qui les amène à représenter avec vérité le monde du travail.

Il est frappant de voir à quel point la plupart de ces artistes ont une origine extrêmement modeste. Ils sont encouragés et profitent des écoles qui se mettent en place en France à leur époque. Ensuite, ils suivent des formations souvent très exigeantes et très longues, comme celle des Beaux-Arts. Leur profil est exactement l'inverse des figures qui jalonnent la marche vers la modernité, souvent d'origine bourgeoise, pratiquant l'art comme un hobby, rebutées par des formations lourdes et compensant leur manque de métier par une intellectualisation de leur art. Les sculpteurs dont il est question dans ces salles sont pour la plupart, de façon très compréhensible, d'ardents républicains. Ils aiment exprimer dans leurs œuvres leur foi dans le nouveau régime, dans le progrès, dans la liberté, ainsi que leur détestation des idées rétrogrades. Certains déclinent cet engagement en thèmes plus précis. C'est le cas, par exemple, de Barrias dans sa défense du féminisme, avec sa statue de Maria Deraismes.

Soulignons au passage que le tirage en bronze de Maria Deraismes est fondu par le régime de Vichy, comme environ 50 % des monuments en bronze de notre pays, pour fournir en métal l'occupant. La priorité est donnée par les pétainistes à l'élimination des figures indésirables : républicains notoires, féministes, Noirs, etc. Les œuvres présentées au Petit Palais sont, pour cette raison, surtout les modèles initiaux en plâtre. La matière peut paraître moins noble que le bronze ou la pierre, mais les amateurs apprécieront, au contraire, d'avoir sous leurs yeux l'œuvre originale, celle qui porte la touche de l'artiste lui-même.

Autant de bonnes raisons pour s'attarder dans ces salles riches en belles découvertes. •

HOUELLEBECQ NIHILISTE PASSIF

Par Françoise Bonardel



Michel Houellebecq.

Sérotonine met en scène un antihéros rendu impuissant par la dépression. Porté par l'insignifiance de la vie et la crise du monde occidental, ce roman est encore celui de notre déclin.

L'avenir seul le dira, si avenir il y a : n'était-il pas imprudent, irresponsable même, de publier *Sérotonine* en ce mois de janvier interminable où le manque de lumière se fait si cruellement sentir ? Oui, était-il vraiment raisonnable d'aggraver la dépression hivernale en mettant sur le marché, déjà sinistré par les manifestations répétées des gilets jaunes, le livre le plus désespérant qui soit ? On ne peut pourtant exclure que publier ce roman, à ce moment de l'année justement, soit un coup de marketing génial aux effets homéopathiques insoupçonnés : si vous voulez vraiment en finir avec la dépression, profitez donc de la saison d'hiver pour toucher le fond, et vous aurez peut-être une chance de rebondir !

Cela suppose, il est vrai, un reste de santé, d'espérance, de vitalité, qui font à l'évidence défaut au narrateur Florent-Claude Labrouste, un diplômé en agronomie de 46 ans déjà usé jusqu'à la corde par l'insignifiance de sa vie et celle du monde qui l'entoure, et qui revient tout au long du roman sur son passé pour mieux anéantir son futur. À le suivre dans sa quête d'un bonheur auquel il ne laisse aucune chance et qu'il s'empresse de saboter dès qu'il se présente ; à le voir évoluer dans des environnements ruraux et urbains plus déprimants les uns que les autres, on se dit que la dépression porte en elle une fatalité que les modes de vie modernes – isolement, froideur relationnelle, exigence de rentabilité – ne peuvent en effet qu'assombrir encore davantage. Mais sont-ils pour autant la cause d'un délabrement existentiel qui se serait très probablement produit sans eux ?

Accablé par ce qu'Alain Ehrenberg a si justement nommé « *la fatigue d'être soi*¹ », Labrouste fait systématiquement les mauvais choix, qui vont l'entraîner dans une « *nuit sans fin* » dont il ne sortira plus. Rien ne l'obligeait pourtant à se débarrasser de sa compagne japonaise, manipulatrice et zoophile, en disparaissant dans un hôtel plutôt médiocre du 13^e arrondissement. Rien sinon son impuissance à s'intéresser à sa propre existence et sa propension à se laisser balloter par les circonstances. Rassemblant ses dernières forces pour organiser méthodiquement son retrait de toute vie sociale, Labrouste signe son arrêt de mort et son désenchantement se mue alors peu à peu en dépression

chronique, hantée par le souvenir radieux de Camille, la seule femme qu'il aurait pu durablement aimer si une « *petite chatte humide* » qui passait par là – un vrai bestiaire, ce livre ! – ne l'en avait détourné. La faille intérieure du personnage est telle qu'elle donne raison à Pascal quant aux traces indélébiles du Pêché originel chez les libertins les plus endurcis.

Il faudra pourtant attendre les dernières pages du roman pour apprendre que ce « *vieux mâle vaincu* » qui ne bande plus à cause de l'antidépresseur qui lui a été prescrit, et a de ce fait perdu toute raison de vivre ; que ce triste looser qui a tout raté professionnellement et sentimentalement, juste parce qu'il s'est défilé devant la vie qui s'offrait à lui, est le prototype de l'homme occidental vivant une débandade personnelle, qui serait aussi celle d'un monde, d'une civilisation, d'une histoire séculaire en voie de disparition. Ce point d'orgue final, l'a-t-on vraiment vu venir ? On sait combien Houellebecq excelle à faire entendre cette petite musique décadente qui est sa marque de fabrique, ponctuée d'instantanés de grâce et de séquences interminables et désespérément vides. Mais le livre se serait-il intitulé « *Débandade* », qu'on se demanderait tout autant ce qui, dans la déchéance programmée de cet antihéros, est bien le signe irrécusable que le nihilisme – « *le plus inquiétant de tous les hôtes* » selon Nietzsche² – a bel et bien atteint son point culminant de nocivité collective : un stade terminal au-delà duquel il n'est ni possible ni nécessaire de « *persévérer dans son être* », comme disait Spinoza (*Éthique* III, 6).

En matière de prophétie, Houellebecq n'est tout de même pas Jérémie.

Ce désenchanté devenu gravement dépressif est certes un Occidental, mi-Parisien mi-provincial, comme la plupart des Français, mais c'est d'abord un type un peu lâche et plutôt gentil, se sentant par la force des choses « moderne », mais réfractaire aux idéologies progressistes de son temps. On ne s'étonne donc pas que l'idée lui soit venue de lire *La Montagne* →



Mariage de Michel Houellebecq et de Qianyum Lysis Li à la mairie du 13^e arrondissement de Paris, septembre 2018.

magique de Thomas Mann pour mieux préparer sa sortie définitive de ce monde pourri, et se convaincre que même les meilleurs n'ont pu sauver la culture dès lors qu'ils ne bandaient plus, ou pas pour qui il aurait fallu. Qu'importe alors de se jeter d'une tour du 13^e arrondissement ou de s'enliser dans la lagune comme le vieil écrivain décadent de *Mort à Venise*. La décadence « fin de siècle » supposait toutefois une esthétique raffinée, une éthique paradoxale et une désespérance élitiste. L'antihéros de Houellebecq a beau se dire lui aussi « *décadent* », il ne jouit que très rarement de sa position excentrique et reconnaît d'ailleurs que sa déprime n'est « *qu'un cas particulier d'existence malheureuse* » parmi d'autres. Aussi se contente-t-il d'évaluer le temps nécessaire à son anéantissement, tout en cherchant le moyen le plus sûr d'y parvenir. Que ferait-il d'ailleurs d'un retour éventuel à la vie s'il consentait à se soigner vraiment ?

Nihiliste, il ne l'est donc qu'au sens où il ne croit plus en rien, et l'agitation effrénée du monde qui l'entoure l'est bien davantage en ce qu'elle masque tant bien que mal le vide abyssal des sociétés postmodernes occidentales. Il ne saurait donc être question pour lui de s'adonner au

nihilisme actif qui fut celui des grands révoltés, quitte à devoir user de moyens violents pour détruire l'ordre social et soutenir la cause des paysans, qu'il estime pourtant juste. Son apathie émotionnelle ne lui permet pas non plus d'endurer avec lucidité ce qui pourrait bien être en effet le destin de l'Occident : une lente régression, dont la portée symbolique change cependant du tout au tout selon qu'on s'y abandonne aveuglément ou qu'on s'achemine consciemment vers l'abîme, en quête d'un point de retournement et d'éclaircissement. Telle fut plus ou moins depuis Nietzsche la position existentielle et intellectuelle de ceux qui ne se contentèrent pas comme Spengler de formuler un diagnostic (*Le Déclin de l'Occident*, 1918), mais tentèrent d'accompagner ce processus de manière à la fois empathique et distanciée, et d'en déchiffrer la signification ultime pour l'heure cachée.

Un roman n'est certes pas un traité de psychologie, de philosophie politique ou d'ontologie fondamentale à la manière heideggérienne. Mais on est bien obligé de constater que le personnage de Roquentin, dans *La Nausée* de Sartre (1938), ou celui de Clamence dans *La Chute* de Camus (1956), incarnaient de manière

plus vraisemblable le jeu de miroir entre certains êtres, atteints à des degrés divers par des formes de dépression ou de mélancolie, et leur époque chaotique et déclinante dont ils portaient à leur corps défendant le fardeau. Force est de constater que la formule fonctionnelle a minima dans *Sérotonine* où les considérations caustiques ou désabusées sur la fin programmée de la civilisation européenne et du monde rural, la baisse du tonus sexuel des mâles occidentaux et la tristesse infinie des villes modernes, relèvent davantage de l'observation quotidienne que d'une vision réellement « prophétique » du destin de l'Occident. En matière de prophétie, Houellebecq n'est tout de même pas Jérémie, et cela fait des années que des esprits lucides s'inquiètent, sans être entendus, du délabrement du tissu social et culturel français.

Est-ce pour être conscient que le vrai problème de son personnage n'est pas là où il le dit, que Houellebecq offre pour finir au lecteur deux pages inattendues d'une poignante beauté ? Une fin qui évoque celle de la *Dolce Vita* de Fellini où, au terme d'une nuit vaine et dissolue, le fêtard incarné par Marcello Mastroianni échoue

à l'aube sur une plage, à cette heure quasi déserte, et entrevoit sa possible rédemption en la personne d'une jeune fille qui pourrait le sauver s'il était encore capable d'aimer. Si l'antihéros de *Sérotonine* ne l'est plus, du moins éprouve-t-il le besoin de transmettre le message à ceux et celles qui vont lui survivre, et c'est déjà beaucoup compte tenu de son état :

« Dieu s'occupe de nous en réalité, il pense à nous à chaque instant, et il nous donne des directives parfois très précises. Ces élans d'amour qui affluent dans nos poitrines jusqu'à nous couper le souffle, ces illuminations, ces extases, inexplicables si l'on considère notre nature biologique, notre statut de simples primates, sont des signes extrêmement clairs. » •



Michel Houellebecq, *Sérotonine*, Flammarion, 2019, 347 pages.

1. A. Ehrenberg, *La fatigue d'être soi : dépression et société*, Odile Jacob, 2000.

2. F. Nietzsche, « Fragments posthumes », *Œuvres philosophiques complètes* (trad. J. Hervier), Paris, Gallimard, 1978, t. XII, p. 129.

C'ÉTAIT ÉCRIT LE HORLA DANS LE MÉTRO

Par Jérôme Leroy

Si la réalité dépasse parfois la fiction, c'est que la fiction précède souvent la réalité. La littérature prévoit l'avenir. Cette chronique le prouve.

« À ce moment, la figure et surtout le regard du patient s'altèrent d'une manière aussi rapide qu'incroyable. Des convulsions et des mouvements spasmodiques contractent tout son corps et les traits de son visage. Des gémissements épouvantables, qu'on ne peut ni s'imaginer ni comparer à rien, sortent de sa poitrine ; ils n'ont rien d'humain et il est difficile, sinon impossible, de se figurer, lorsqu'on les entend, qu'ils sont exhalés par ce malheureux. » Cette saisissante description d'un fou dans *L'Idiot* de Dostoïevski n'a rien à envier, si l'on en croit *Le Parisien* de la mi-janvier, à ceux que l'on peut croiser aujourd'hui dans la rue, de plus en plus nombreux : « Dans un tunnel du métro parisien de la ligne 6, un homme, seul, nage dans un jogging trop large. Comme s'il jouait, il va et vient, en riant, dans le sens contraire de la foule. Quelques jours plus tôt, une femme, élégante, chapeau rouge digne des courses hippiques, se met à taper du pied, dans un wagon de la ligne 1, avant de se mettre à

hurler, en furie. Le sol tremble, la rame retient son souffle. Une autre erre toute la journée, le regard vide, le long de la rue Rambuteau, dans le 6^e arrondissement. »

Ce reportage illustre l'envoi d'une lettre de cent psychiatres qui interpellent la ministre de la Santé sur un système en plein naufrage, comme le dénonce le professeur Marion Leboyer, de l'hôpital Henri-Mondor : « Une énorme partie de la population n'est pas soignée correctement. C'est surtout le cas des sans-abri, déjà confrontés à la précarité, et des prisonniers où l'on compte 80 % des hommes et 70 % des femmes qui souffrent de troubles mentaux. »

Cette grande misère de la psychiatrie ne date pas d'hier. Dans *Les Lettres à son frère Théo*, Van Gogh, interné, ne met pas tant en cause les soignants que leur absence de moyens : « Le traitement des malades dans cet hospice est certes facile à suivre, même en voyage, car on n'y fait absolument rien, on les laisse végéter dans l'oisiveté et les nourrit de nourriture fade et un peu avariée. L'oisiveté où végètent ces pauvres malheureux est une peste. » On pourrait aussi évoquer l'internement d'Antonin Artaud, sous Vichy, dont il témoigne dans ses *Nouveaux écrits de Rodez*, période noire de la psychiatrie où meurent de famine des milliers de malades mentaux.

On n'en est pas là, évidemment, mais la situation actuelle qui renvoie les fous à la rue, faute de lits disponibles, vous fera forcément croiser, un jour ou l'autre, celui qui vous dira : « Je suis perdu ! Quelqu'un possède mon âme et la gouverne ! Je ne suis plus rien en moi, rien qu'un spectateur esclave et terrifié de toutes les choses que j'accomplis. » Ce sera *Le Horla* de Maupassant, lui aussi égaré dans le métro. •

À DADA SUR MA COUGAR !

Par Paulina Dalmayer



L'actrice pornographique Nina Hartley.

Yann Moix confie son incapacité à désirer le corps d'une femme de 50 ans. Pourtant, de belles et affriolantes vétérans du porno quinquas, voire sexagénaires, affolent les compteurs des sites pour adultes.

N'est pas Nabokov qui veut. Aimer les filles asiatiques de 25 ans ne fera pas entrer Yann Moix dans l'histoire de la littérature mondiale. Les quinze minutes de gloire dont bénéficie l'auteur de l'aveu sur son incapacité d'aimer les femmes de son âge, autrement dit aux alentours d'un demi-siècle, témoignent tout au plus de ce qu'il conviendrait de qualifier de « démocratisation » du scandale ou de son « nivellement par le bas ». Il suffit désormais d'un écart pas plus épais qu'un poil du politiquement correct lustré à la pommade Metoo pour être sûr de faire japper les réseaux sociaux et d'inspirer à quelques dames indignées une tribune dans un grand quotidien national. Plus triste encore, Yann Moix ne s'écarte même pas de l'insipide moyenne

de ces hommes qui ne savent pas quoi faire d'une femme, une vraie, et trouvent le seul épanouissement accessible sous les mini modèles trapèze censés donner forme aux corps androgynes de beautés *Made in China* à peine pubères. Laissons le faux subversif à ses passions convenues. Comme disait Woody Allen : *Whatever Works*. Yann Moix a autant le droit d'aimer les filles, que les utilisateurs de sites pornographiques l'ont de plébisciter les femmes. Et plutôt que de se formaliser sur la muflerie de l'ex-chroniqueur d'« On n'est pas couché », rendons hommage aux furies quinquas qui exposent leurs cotes de popularité chez le public du site Pornhub, autant dire auprès de 100 millions de visiteurs par jour.

Le site anglophone de vidéos pornographiques Pornhub, ainsi que son site « ami », YouPorn, gérés tous les deux par la même société, MindGeek, dispose, conformément à sa position de leader mondial de partage de vidéos en ligne, des outils permettant d'estimer les préférences de ses utilisateurs. Et les résultats sont sans appel. Selon le rapport publié par le site concernant les mots-clés les plus recherchés en 2017, les hommes sollicitent en premier lieu les « milf » (initiales de « *mother I'd like to fuck* », comprenez « mère que j'aimerais baiser »), avant les « hentaï », en d'autres termes les dessins animés pornographiques japonais, et les « *step mom* » (« belle-mère » au sens, cette fois-ci, de seconde femme du père). Les catégories « lesbiennes » et « ados » apparaissent à la dernière place. Si les mots-clés « Japanese » et « Korean » comptent parmi les plus introduits dans le moteur de recherche, c'est principalement en raison d'une très forte demande venant du Japon et des Philippines. Le rapport prouve qu'en règle générale, les hommes ont une nette préférence pour les femmes dont ils partagent la langue. C'est ainsi que les Italiens cherchent les vidéos « *amatoriale italiano* », les Indiens « *indian HD sex* », les Sud-Africains « *ebony* » et ainsi de suite. Bref, on consomme local. Une attitude d'autant plus louable que ce n'est pas pour écouter des dialogues très élaborés qu'on s'adonne au plaisir de visionner des films de cul.

Et le cul le plus fabuleux et des plus appréciable – n'en déplaise à Yann Moix qui qualifie les femmes de 50 ans d'« invisibles », témoignant au premier chef de sa propre cécité érotique –, eh bien, ce cul roi, appartient à n'en pas douter à Nina Hartley, légende non seulement vivante mais toujours active de l'industrie porno. Ah, Nina... Voyez par vous-même, mais si on la prénomme « Bubble Butt » (« fesses rebondies », en bon français), aujourd'hui comme à ses débuts éclatants dans les années 1980, ce n'est pas sans raison, croyez-le. Né en 1959, le cul de Nina a ceci de particulier qu'il sourit et folichonne, à croire qu'il sert d'incarnation aux propos de sa propriétaire quand elle dit en s'adressant aux femmes : « *Le sexe n'est pas quelque chose que les hommes vous font. Le sexe est quelque*

chose dans lequel vous plongez avec enthousiasme et dont vous appréciez chaque instant, tout autant qu'eux. » On peut supposer que la blonde espiègle n'a pas eu affaire à l'atonie des écrivains français de 50 ans et plus, pour ne pas citer les deux grands noms de cette rentrée littéraire, dont on peine à imaginer l'aptitude à s'enthousiasmer pour quoi que ce soit, en particulier pour le sexe, tant il est vrai que le rapport passionnel à la vie, on l'a ou on ne l'a pas, mais on ne peut sûrement pas l'avoir dans un domaine et pas dans un autre. D'ailleurs, il en va de même avec les femmes : soit on les aime, les grosses, les moches, les mal-foutues, les périmées, soit on ne les aime pas. Il ne s'agit pas de taire ou de réprimer ses préférences. Il s'agit d'une attitude globale, d'une forme de galanterie aussi, à faire sentir à un laideron pour lequel on n'éprouve aucune attirance qu'elle existe et dispose même d'un certain potentiel de séduction, fût-il plus que limité en réalité.

En soi, Yann Moix n'a pas tort : 50 ans semble un âge atroce pour une femme, celui des retouches coûteuses et parfois contestables, ou du renoncement qui prend l'allure d'un lent voyage vers la mort. Reste que, contrairement à ce qu'affirme l'auteur cathodique, d'une part toute vérité n'est pas forcément bonne à dire et, de l'autre, qu'en faire ? La sagesse de Nina Hartley réside précisément dans sa capacité à prendre et donner du plaisir indépendamment du fait que son corps se transforme, que l'Occident décline et que le vide spirituel nous absorbe. Femme engagée dans de nombreux programmes éducatifs et initiatives visant à rendre le porno plus éthique, notamment à l'égard des actrices, elle sait passer outre le désastre sans pour autant l'ignorer. Ainsi, à ceux qui souffrent de dépression saisonnière, chronique, existentielle, voire du sentiment de dérégulation, on conseillera de visionner un film avec Nina plutôt que de lire *Rompre* ou *Sérotinine*.

Les plus téméraires trouverons, via Pornhub, les liens virtuels vers les pages de Gillian Young, alias Lady Sonia, à qui six décennies passées ici-bas n'empêchent pas d'empoigner l'âme d'un homme à deux mains pour lui faire atteindre le nirvana trois coups de reins plus tard, le tout avec le sourire aux lèvres, dont on se contrefiche par ailleurs qu'elles soient remplies d'acide hyaluronique. Il y a dans sa rage frivole de jouir de ce qui reste encore de la vie une beauté inégalée. Gillian Young (sic !) porte bien son nom. Comme Nina Hartley, Amber Lynn, Barbara Dare, et tant d'autres femmes de la même génération, souvent anonymes, elle oppose à la performance des bimbos extrême-orientales cette extraordinaire faculté de ne pas prendre le sexe trop au sérieux, ce qui vient avec l'âge. Pas de doute. La clé secrète du septième ciel pend au cou légèrement relâché des femmes « invisibles ». Et les hommes qui aiment les femmes l'ont bien compris. •

ALLAN BLOOM CONTRE LES RELATIVISTES

Par Jean-Pierre Montal



Allan Bloom.

Essayiste inégalable, le philosophe américain Allan Bloom (1930-1992) a laissé une œuvre monumentale. Réédité aux Belles Lettres, *L'Ame désarmée* est une charge virulente contre la modernité profondément enracinée dans les grands classiques.

C'est un brusque changement d'échelle. Notre crâne vient de heurter la semelle d'un géant. La lecture des livres d'Allan Bloom « re-hiérarchise » le monde – comme certains rêvent de le réenchanter – et ravive de vieux souvenirs : ainsi, c'était donc ça un essai ? Pas uniquement une diatribe contre l'air du temps écrite pour réserver son rond de serviette dans les débats. Et la critique littéraire a bel et bien connu ce genre de sommet avant de s'assoupir, fainéante, entre les « *coups de cœur* », les « *chefs-d'œuvre absolus* » hebdomadaires et les « *livres qui font du bien* » ?

Une page de Bloom débute avec Stendhal, bifurque vers Nietzsche avant de trouver Marx sur sa route, le tout avec une fluidité déconcertante. « *Je déroule et parcours en compagnie de mes amis les livres où les anciens ont déposé leur trésor* » : en citant Socrate, Allan Bloom donne la plus juste définition de son style ou, du moins, du plaisir qu'il procure au lecteur. Saul Bellow, le complice de longue date, cadre encore plus serré pour cerner le cas Bloom : « *Un penseur qui accepte de prendre les risques que prennent généralement les romanciers.* » D'ailleurs, ce ton unique, ce mélange de grande érudition, de simplicité et de plaisir de la conversation s'entend aussi chez Bellow. Lisez les premières pages du *Cœur à bout de souffle*, par exemple, la diatribe de l'oncle sur le piège de l'amour... Il y a du Bloom dans ces lignes. Saul Bellow lui consacra un livre, *Ravelstein* (2000). L'ouvrage a provoqué des grincements de dents (fallait-il révéler l'homosexualité de Bloom, huit ans après sa mort ?), mais on imagine mal le principal intéressé, lecteur insatiable, se plaindre de devenir la figure centrale d'un roman du *fellow* Bellow.

Allan Bloom est né en 1930 à Indianapolis avant de vivre à Chicago. Sa biographie enchaîne les cursus universitaires (en Europe, à Paris et Heidelberg notamment), les postes de professeur à Toronto, puis Chicago... Pas d'enfance battue, pas de petits boulots ni de départ sur la route. Bloom s'immerge dans les grands textes, en apnée. Il traduit Rousseau et Platon, en tire une moisson toujours renouvelée de pensées sur la condition de

l'homme, l'éducation, la « *vie bonne* » dans un monde qui s'acharne à y substituer un mélange frelaté d'individualisme et de sécurité. Les classiques lui sont une boussole. Il se demande comment vivre autrement qu'à leur contact et, finalement, découvre que c'est tout à fait possible en observant ses collègues professeurs et ses étudiants.

Cette révolte contre l'atmosphère des campus nourrit en partie un livre décisif, *L'Âme désarmée* (1986). Allan Bloom y fustige l'égalitarisme, le féminisme, le culte de la minorité menant à la haine de soi... Bref, le fond de sauce des universités américaines et bientôt de tout l'Occident. Aujourd'hui, les « conservateurs » de la dernière heure, variante du résistant de 1945, opinent, galvanisés par l'eau tiède de François-Xavier Bellamy. En 1986, c'était une autre paire de manches. « *Il se parle une langue nouvelle qui dérive d'une tentative d'aller au-delà du bien et du mal ou, disons, qui est incapable de parler avec conviction du bien et du mal.* »

« *Ce nouveau langage, c'est celui du relativisme* », écrit Bloom. Mais *L'Âme désarmée*, réédité en traduction intégrale, dépasse, et de très loin, le cadre du pamphlet réactionnaire par son incroyable densité. Il s'agit d'un livre inépuisable, dans lequel bouillonnent l'esprit, la culture et les convictions d'un homme. Le succès sera colossal aux États-Unis (il faudrait un jour dresser la liste des ouvrages libérateurs, qui ont fait sauter une soupape invisible) et le retentissement se fera entendre dans le monde entier. « *Pas de vulgarisation, pas de combines intellectuelles, pas d'airs supérieurs. Ce n'est pas rien de devenir riche et célèbre en disant exactement ce qu'on pense* », écrit Saul Bellow dans *Ravelstein*, à propos de *L'Âme désarmée*. Un tel ouvrage occulte généralement tout le reste. Bloom n'y échappera pas. Dans l'ombre de son best-seller se tient pourtant un autre chef-d'œuvre.

« *J'essaie dans ce livre de redécouvrir le pouvoir, les dangers et la beauté d'Éros, en prenant pour guide ceux qui le connaissent et sont capables de nous en instruire, les poètes* », écrit Alan Bloom en introduction de son ouvrage posthume, *L'Amour et l'Amitié* (1993). L'incipit d'une odyssée littéraire envoûtante qui débute par l'analyse de *La Nouvelle Héloïse* et de *l'Émile* de Jean-Jacques Rousseau. Bloom explique que le philosophe a, le premier, senti que l'amour ne résisterait pas très longtemps à l'égoïsme et la recherche de sécurité de la vie bourgeoise. L'une des grandes questions de Rousseau est la transformation du désir sexuel en force positive, presque civilisatrice. Il prépare la route au romantisme qui sera piétiné avec rage, gourmandise et génie par Flaubert. En savourant inlassablement la morsure de ses élans, Emma Bovary se mure dans une prison alors qu'elle s' imagine vivre intensément. Et Flaubert va plus loin pour achever la bête : « *Avec lui, pour la première fois, l'anti-bourgeois est aussi ridicule et méprisable que le bourgeois.* » Là encore, ce résumé

ne rend en rien justice au livre de Bloom qui sonde aussi les œuvres de Jane Austen, de Shakespeare, de Tolstoï ou Platon.

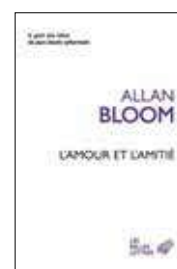
Quand on connaît les ouvrages abordés, Allan Bloom parvient encore à étonner. Quand on ne les a jamais lus, on se dit qu'il faut s'y mettre sur-le-champ. Voilà le sortilège de ce livre. L'auteur place la littérature aussi haut que la science ou la philosophie, chaque grand roman exprimant une vérité. Qu'il le fasse par la sensibilité et l'observation n'enlève rien à la force de ses conclusions. Surtout, Bloom libère les classiques de la grille de lecture contemporaine qui se croit toujours plus clairvoyante que le romancier : « *Contre les préjugés les plus enracinés de la critique actuelle, écrit-il, je conclus que les écrivains avaient des intentions et qu'ils savaient ce qu'ils faisaient.* » Non, Stendhal n'a pas besoin d'être déconstruit pour libérer toute sa puissance, à la fois ironique et sensible. L'interprétation est souvent l'antichambre de la bêtise.

Il suffit de lire ce qui est écrit, tout simplement, de laisser ces phrases s'insérer dans nos existences. Allan Bloom exfiltre aussi la littérature du piège que lui tend l'idéologie du moment : la réévaluation constante (la réécriture, même) en fonction des avancées du droit. Il débusque dans cette impasse quelque chose de beaucoup plus triste que la simple stupidité : « *Toute cette "diversité", toutes ces "différences" ont finalement enseigné le conformisme.* »

L'Amour et l'Amitié, somme passionnante et labyrinthique, est écrite par un homme malade qui mourra du sida en 1992. Malgré tout, il tient encore à parler des soubresauts du cœur, du sexe et de l'amour, de la place de l'amitié entre les deux, bref de l'agitation humaine. Cet attachement à la vie irrigue chaque page et compte aussi dans la force de séduction du livre. « *Comme il serait plus simple de vivre dans la solitude, ou alors d'accepter franchement de traiter les autres comme des moyens. Mais l'amour est précisément le territoire dangereux situé entre ces deux possibilités. L'acte sexuel civilisé signifie qu'on est parvenu à habiter ce territoire ou à s'y diriger.* » Cette seule phrase peut faire toute une vie. Il reste encore un volume d'essais non traduit d'Allan Bloom (*Giants and Dwarfs*). Déjà, l'impatience nous tenaille. Comme l'écrit Saul Bellow, « *On n'abandonne pas facilement un être tel que lui à la mort.* » •



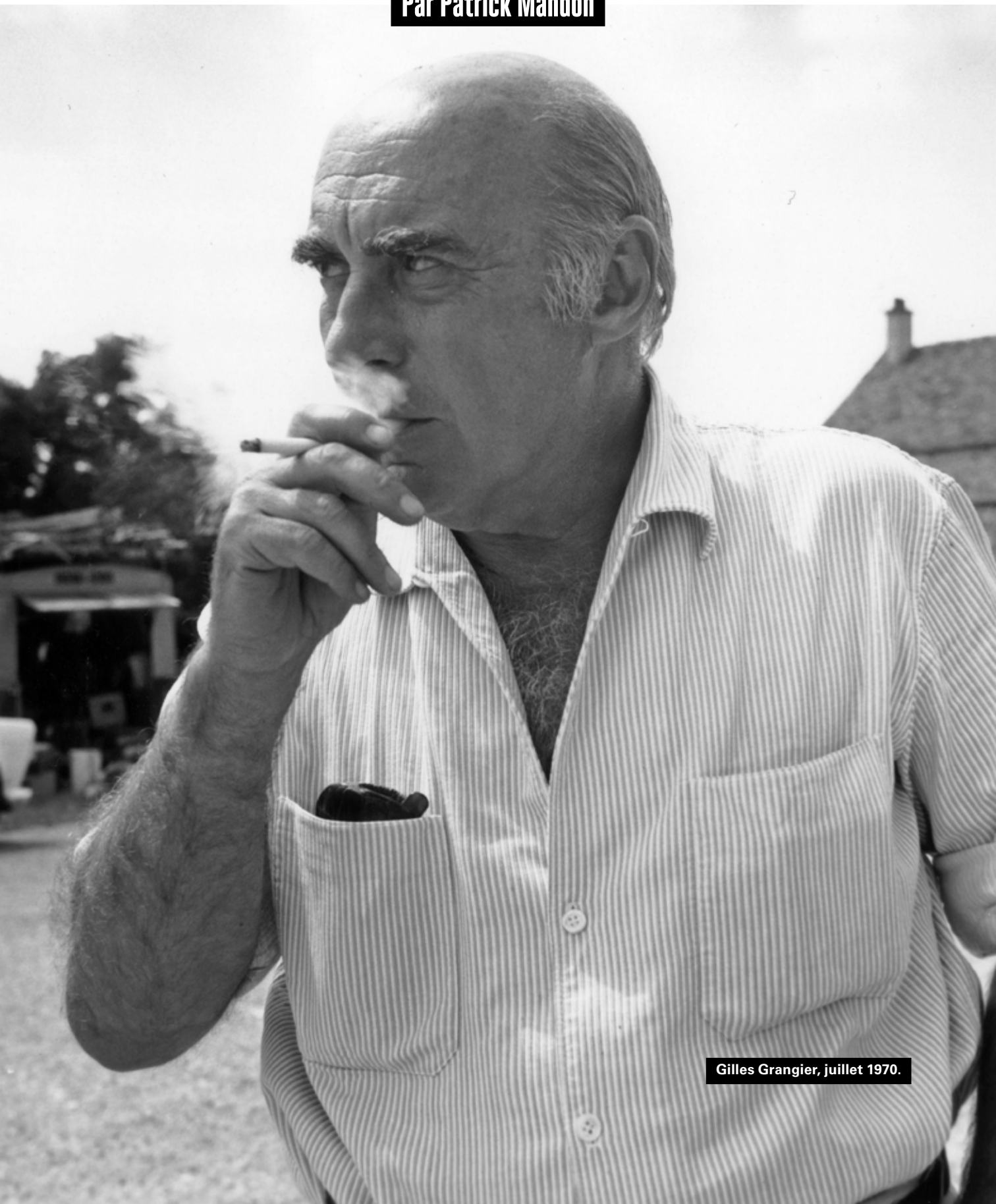
L'Âme désarmée : essai sur le déclin de la culture générale (avant-propos de Saul Bellow, traduction de Paul Alexandre et Pascale Haas), Les Belles Lettres, 2018.



L'Amour et l'Amitié (traduction de Pierre Manent), Les Belles Lettres, 2018.

GRANGIER SE REBIFFE

Par Patrick Mandon



Gilles Grangier, juillet 1970.

Dans ses articles critiques des années 1960, le jeune François Truffaut fustigeait le cinéma de papa qu'incarnait Gilles Grangier (1911-1996). Proche de Gabin et Audiard, le réalisateur du *Cave se rebiffe* est pourtant passé à la postérité.

François Truffaut a manifesté dans quelques-uns de ses textes, avec un réel talent de polémiste et une cruauté inutile, un évident mépris à l'endroit d'un certain nombre de cinéastes, qui ne méritaient pas l'indignité où il les rejeta. Parmi ses victimes, Gilles Grangier (1911-1996). Ce dernier demeure, parfois, mal jugé par la critique « honorable », encore gouvernée par la malédiction qui le frappa. Or, le temps a fait justice des sarcasmes truffaldiens : Grangier mérite, lui aussi, sa place dans le grand mouvement qui sut établir et renouveler la fantaisie et la fiction françaises à l'écran dans la seconde moitié du xx^e siècle.

La cinéphilie contre le cinéma

Au mois de janvier 1954, un article retentissant paraît dans le n° 31 des *Cahiers du cinéma*, une revue mensuelle à l'influence grandissante, fondée en 1951 par André Bazin, Léonide Keigel, Jacques Doniol-Valcroze et Joseph-Marie Lo Duca. Autour d'eux, et surtout d'André Bazin, personnage considérable et peu connu, mort prématurément (1918-1958), des jeunes gens énervés, brillants, injustes, contribuent par leurs écrits à créer un bouillonnement culturel qui ne sera pas sans conséquence sur le cinéma français, mais aussi international. Ces « Jeunes Turcs » (ainsi que les qualifie Bazin) forment un commando.

L'article en question porte un titre banal : « Une certaine tendance du cinéma français ». L'auteur se nomme François Truffaut (1932-1984). Il s'y exerce au tir à vue sur les metteurs en scène qui incarnent, selon lui, la « qualité française », qu'il exècre. Il fustige tous azimuts : médiocrité d'inspiration, conformisme du « réalisme psychologique » qui baigne leurs productions, exercice presque illégal du métier de metteur en scène. Si ces hommes sont habiles, ils

sont définitivement incapables de servir le dieu cinématographe, que Truffaut (et *Les Cahiers*) vénère, et que seul un artiste-réalisateur a le droit d'invoquer. Il reproche à ses victimes d'abandonner les prérogatives de leur statut.

Truffaut donne les noms bien sûr : Claude Autant-Lara, Jean Delannoy, René Clément, Yves Allégret, Marcel Pagliero, André Cayatte. Il cite également Gilles Grangier, comme on désigne vaguement quelque chose de la pointe de son soulier... Ne commet-il pas alors, une erreur de jugement ? *Les Cahiers* sont le reflet de la cinéphilie, c'est-à-dire « un monde clos, dans toute sa pureté et sa folie » (François Truffaut).

Gilles Grangier, cinéaste de la diversité

Gilles Grangier mérite amplement le titre d'« homme cinéma », qu'on attribue, légitimement, à François Truffaut. Très jeune, ce Parigot pur macadam n'envise d'autre avenir que dans l'univers cinématographique. Tout l'enchanté, et principalement l'incarnation d'une fiction par des femmes et des hommes : « *Tout gosse, j'étais fasciné par l'écran. J'entrais dans une salle de quartier, je m'asseyais, j'étais heureux comme un môme, c'est le cas de le dire. Un type imaginait une histoire, écrivait des dialogues, des acteurs donnaient à tout cela une apparence : c'était l'invention du siècle, celle de mon époque. Je voulais faire ce truc, et rien d'autre !* »

Grangier, donc, est parisien d'abord, et français, comme d'autres sont new-yorkais et américains, romains et italiens. Il est le fruit d'un terroir urbain, qui nourrit son imagination de ses silhouettes, de son langage. De 1943, date de sortie d'*Adémaï bandit d'honneur*, son premier film, à *Gross Paris* (1975), le dernier, il signe quelque 50 films ! Tous ne sont pas inoubliables, certes, mais tous nous disent quelque chose des péripéties françaises au cours de trente années. Et tous sont les produits de la grande diversité nationale.

Mais revenons à François Truffaut. Pourquoi tant de haine ?

Avec cet article dans *Les Cahiers du cinéma*, Truffaut ouvre les hostilités : le cinéma français « académique » dissimule une sévère maladie de langueur, qui finira par le tuer. Les responsables du mal doivent s'effacer : « *Mais pourquoi – me dira-t-on – pourquoi ne pourrait-on porter la même admiration à tous les cinéastes qui s'efforcent d'œuvrer au sein de cette Tradition et de la Qualité que vous gaussez avec tant de légèreté ? Pourquoi ne pas admirer autant Yves Allégret que Becker, Jean Delannoy que Bresson, Claude Autant-Lara que Renoir ? Eh bien je ne puis croire à la coexistence pacifique de la Tradition de la Qualité et d'un cinéma d'auteur. Au fond Yves Allégret, Delannoy →*

ne sont que les caricatures de Clouzot, de Bresson. Ce n'est pas le désir de faire scandale qui m'amène à déprécier un cinéma si loué par ailleurs. Je demeure convaincu que l'existence exagérément prolongée du réalisme psychologique est la cause de l'incompréhension du public devant des œuvres aussi neuves de conception que *Le Carrosse d'or*, *Casque d'or*, voire *Les Dames du bois de Boulogne* et *Orphée*². »

André Bazin aurait souhaité un peu moins de vivacité pamphlétaire dans la dénonciation. Qu'importe ! François Truffaut, sorti du bois avec ce coup d'éclat, veut développer sa démonstration. Il trouvera ailleurs, dans le magazine *Arts*, l'aventure journalistique, le mode d'expression bien propre à lancer des assauts répétés contre Tradition et Qualité, auxquelles il accorde deux majuscules de déférence sarcastique.

Truffaut chez les Hussards

Les intelligences de l'après-guerre valaient bien les nôtres. Il suffit, pour s'en convaincre, de confronter deux publications : *Le Nouveau Magazine littéraire*, que Claude Perdriel, en 2018, confia d'abord à Raphaël Glucksmann, et *Arts*, revue fondée par Georges Wildenstein, galeriste renommé.

Au début des années 1950, Wildenstein nomme Louis Pauwels, puis Jacques Laurent à la rédaction en chef d'*Arts*. Esprit délié, frondeur, indépendant, Jacques Laurent rassemble ses frères spirituels, les Hussards, de droite, surtout, et de gauche, tous unis par le talent : « J'avais rêvé d'un numéro d'*Arts* où un boxeur eût rendu compte de la dernière pièce de Samuel Beckett, Daniel Rops, des Six-Jours, Jouhandeau, du baptême de Caroline Kelly³. » Il donne une seule consigne : « De l'humeur, du parti pris, du style ! »

Des talents neufs, accablés par l'ennui de l'engagement existentialiste et incapables de la moindre génuflexion marxiste, se reconnaissent dans le projet « laurentien » : Roger Nimier, Michel Déon, le jeune Guy Dupré, André Fraigneau, Roland Laudenbach, Jacques Perret, Jean-Louis Bory, Jean Cocteau, et même Jean-Luc Godard. On y croise aussi Jean Giono, Marcel Jouhandeau, Roger Vailland. Bernard Frank, snob, féroce et perspicace, se méfie d'abord de ces gaillards, qu'il juge infréquentables par un social-démocrate sartrien tel que lui ! Mais il ne résiste pas longtemps à la séduction que ces « hussards » exercent sur la France rebelle et sur Saint-Germain-des-Prés.

François Truffaut y donne une excellente chronique cinématographique. C'est là qu'il argumentera vraiment en faveur du cinéma d'auteur. *Arts* cessera de paraître en 1966.

L'ennui progressiste, le plaisir « à la hussarde »

À présent, comparons : le n° 1 du *Nouveau Magazine littéraire* paraît en janvier 2018. Son directeur se déclare résolument hostile au « repli sur soi, au déclinisme ». Il déclare que l'heure est venue de « tourner la page ». Ce que nous faisons. Las ! Dans ce numéro de renaissance de feu *Le Magazine littéraire*, nous découvrons un article de Najat Vallaud-Belkacem. Dans une langue de plomb que seul un apparatchik médaillé de Solférino peut encore manier sans rire, elle en appelle à « la génération qui inventera le socialisme de demain ». Inutile de poursuivre la lecture. Peu de temps après, Claude Perdriel, le vrai patron, trouva un remplaçant à M. Glucksmann...

Et voici *Arts* : par exemple, le n° 624 (19-25 juin 1957), la couverture annonce une confession de Louis-Ferdinand Céline, malicieusement guidée par André Parinaud, avec ce chapeau phénoménal : « Je suis un pauvre homme brisé qui n'a qu'une force : sa haine et son style. » André Breton déclare : « Ce qui manque à l'art moderne, c'est la magie ! » Nous voilà, cinquante ans plus tard, aussi conquis, captifs d'une sorcellerie de presse. *Arts*, rétif au conformisme, était peut-être « à droite », c'est-à-dire ailleurs ; *Le Nouveau Magazine littéraire*, sous la conduite de M. Glucksmann, réussit sans éclat à diffuser un ennui profond. Il voulait être « progressiste »...

Le dernier « rétro »

Truffaut deviendra un réalisateur talentueux, souvent touché par la grâce, avec des films inégaux. Il prendra quelque distance avec ses emportements de jeune homme ambitieux. Il est assez piquant d'observer que *Le Dernier Métro* constitue un hommage, sans doute involontaire, au cinéma de papa. Grangier s'en est amusé : « *Le Dernier Métro*, c'est une bonne histoire, à peu de chose près, un film à l'ancienne : c'était bien la peine de critiquer les vieux ! Sur le coup, je n'ai pas aimé me retrouver dans le papier de Truffaut, mais je suis vite passé à autre chose. Professionnellement, j'ai un peu souffert de la Nouvelle Vague ; heureusement, j'avais mes producteurs, Dorfmann, Raoul Ploquin, Jean-Paul Guibert, j'arrivais avec Jean Gabin en vedette et Michel Audiard aux dialogues : on écoutait mes propositions ! Et je tournais sans perdre de temps. Avec moi, le producteur était sûr que je ne "déborderais" pas. Je n'étais pas spécialisé dans un genre, je me plaisais dans la comédie comme dans le drame, et dans l'ambiance noire. Ce qu'il me fallait, c'était une bonne histoire, précisément. Le public m'a souvent suivi, j'ai connu de grands succès populaires, j'en étais heureux, car je travaillais pour le public. Gabin ne connaissait pas Audiard. Je demande à Audiard de m'écrire deux ou trois scènes, Gabin les lit : "Dis donc, ce type, c'est un cadeau !" Trois jours après, ils se rencontraient chez moi, ici même. C'est ainsi que tout a commencé ! Gabin était très casanier. Lui qui avait fait le tour du monde, me confie un jour, sur le



ton du plus grand sérieux : “Oublie pas ce que je vais te dire : passé la Loire, c’est l’aventure⁴ !” »

sante, qui vient combler notre désir de fiction. Elle résiste au temps, n'enferme pas ses créatures dans un modèle unique, elle les accompagne dans les métamorphoses de la société, elle leur accorde une vraie liberté romanesque. François Truffaut a défendu la politique des auteurs : Gilles Grangier est l'un de ces auteurs. •

DES FEMMES ET DES BOMBES

Par Ana Pouvreau

Dans un livre d'entretiens, l'ancien légionnaire Victor Ferreira donne la parole aux soldats français chargés du déminage. De la Manche au Mali, ces hommes et ces femmes parfois très jeunes désamorcent des engins meurtriers avec un sang-froid exemplaire.



Démineurs, Kathryn Bigelow, 2008.

Dans le film six fois oscarisé de la réalisatrice américaine Kathryn Bigelow, *The Hurt Locker* (*Démineurs*, 2009), le spectateur médusé se retrouvait transporté sur le théâtre de guerre irakien, à partager l'existence intense et tragique de soldats de l'US Army. Leur mission au quotidien consistait à désamorcer des engins explosifs improvisés, tout droit sortis de l'imagination infernale de légions d'insurgés à Bagdad. Le public découvrirait avec stupeur les véhicules piégés, les chapelets de bombes enfouis sous des routes défoncées, ainsi que les ceintures d'explosifs cadenassées de force sur des civils innocents (des vieux, des jeunes, voire des enfants) dans la préparation d'attentats terroristes. Avec cette deuxième guerre d'Irak, les naïves incantations de l'après-guerre froide annonçant la fin de l'Histoire disparaissaient dans les sables de l'antique Mésopotamie. Les héros du film appartenaient à une unité de neutralisation des explosifs de l'armée de terre américaine. Seul leur courage surhumain laissait entrevoir une lueur d'espoir dans cette épopée dantesque.

Dix ans plus tard, la réalité dépasse la fiction dans le livre d'interviews intitulé *Démineur* de Victor Ferreira, un ancien légionnaire devenu reporter-photographe. Dans les forces armées françaises, à l'exception de la Légion étrangère, tous les postes de combattants sont désormais en principe ouverts aux femmes. Les démineurs n'échappent pas à la règle. On découvre donc dans ce livre le portrait stupéfiant de Charlotte, 19 ans, sapeur de combat, servant au Mali dans le cadre de l'opération Barkhane. Elle souhaite passer sous-officier et devenir EOD (*Explosive Ordnance Disposal*) à savoir, spécialiste du traitement des munitions et des engins explosifs. Elle marche en tête de colonne équipée de son équipement de protection, de son arme et de son appareil de détection (DHPM), ouvrant la voie à pied, sous un soleil de plomb, à des convois de véhicules avec parfois plusieurs centaines de personnes armées, qui la suivent au ralenti sur une piste poussiéreuse dans le désert. À tout moment, elle peut sauter sur un engin explosif, être déchiquetée, rester mutilée à vie ou mourir sur le coup. Candidement, elle déclare : « *Je n'ai pas encore découvert d'engin ; mais j'en ai très envie. Je veux savoir comment va battre mon cœur, comment je vais réagir.* » Sidération du lecteur.

Une autre femme EOD suscite l'admiration de Charlotte au sein de Barkhane : Michèle, 32 ans, sous-officier, femme de militaire et mère d'un petit enfant resté avec son père en métropole, mène sa première mission au Mali. « *Le métier que j'ai choisi n'est pas plus dangereux que de traverser les grands boulevards parisiens en pleine journée* », déclare-t-elle sans sourciller, laissant tout éventuel contradicteur sans voix.

Leur engagement interpelle. Comment en sont-elles arrivées là ? Leur détermination à exécuter leur mission et leur capacité naturelle à garder leurs nerfs nous bouleversent. Contre toute attente, nous redécouvrons que l'envie irréprouvable de sauver peut dépasser l'instinct de survie, alors que devant les lâchetés de ce monde, nous aurions eu tendance à penser, à l'instar du dissident soviétique Alexandre Zinoviev, que l'homme en tant qu'être social a plutôt tendance à sauver sa peau à n'importe quel prix. Même stupéfaction du lecteur devant le courage et le professionnalisme de ce démineur du laboratoire central de la préfecture de police envoyé sur les lieux du carnage à la suite de l'attentat du Bataclan, le 13 novembre 2015, pour vérifier que les corps de la centaine de victimes baignant encore dans leur sang, n'étaient pas piégés. Et il ne s'agit que de quelques exemples parmi les 70 interviews-vérité du livre de Victor Ferreira !

Les personnels rencontrés par l'auteur sont issus tant des régiments du génie de l'armée de terre, que des plongeurs démineurs de la Marine nationale ou des démineurs de la police judiciaire et de la sécurité civile. Ces spécialistes s'isolent mentalement dans une bulle technique en respectant à la lettre une série de procédures draconiennes. On notera aussi que nombre d'entre eux ont coutume de personnifier l'objet diabolique à désamorcer. « *L'affaire se règle à deux : vous et l'engin. Je le considère à chaque fois comme plus fort que moi. Je dois parvenir à le maîtriser en le prenant à son propre piège* », explique l'un d'entre eux.

« *Quand je bascule dans l'eau, je garde les yeux ouverts et je vois la ligne d'horizon se renverser et la mer m'engloutir. J'arrête de respirer à ce moment-là. Nous descendons le long du bout avec les détonateurs, la charge explosive et la ligne électrique* », décrit ce plongeur démineur, qui neutralise quotidiennement les « asperges de Rommel » et autres bombes allemandes disséminées sur les côtes de la Manche et de la mer du Nord.

Ayant passé vingt-trois ans à guerroyer avec ses frères d'armes de la Légion, l'auteur comprend instinctivement de quelle fibre sont faits ces hommes et femmes. « *Tels des Sisyphe modernes*, écrit-il, *leur tâche est immense, sans fin.* » Ces témoignages d'êtres exceptionnels mus par leur vocation touchent au tréfonds de l'âme et redonnent foi dans l'avenir du monde occidental. •



Démineur, de Victor Ferreira, Mareuil éditions, 2018.

1. Les « asperges de Rommel » sont des pieux de bois implantés en 1944 dans le sable à distance régulière et sur lesquels ont été fixées des mines afin de détruire les péniches de débarquement.

JEUNESSES FRANÇAISES

Par Jérôme Leroy





Arnaud Le Guern.

Dans leurs romans autobiographiques, François Taillandier et Arnaud Le Guern décrivent la province des années 1970 et 1990. Ces deux écrivains de race évoquent leurs failles intimes sans jamais sombrer dans le nombrilisme.

L'un, François Taillandier, est né en 1955. L'autre, Arnaud Le Guern, vingt ans après, c'est-à-dire l'espace d'une génération. Les dates ont leur importance. On sait depuis le Baudelaire de *Mon cœur mis à nu* qu'elles servent d'abord à « dater les tristesses ». Il y a un point commun essentiel entre les deux textes qu'ils publient ces jours-ci, *François*, roman de Taillandier et *Une jeunesse en fuite* de Le Guern : il s'agit d'autobiographies. Pourtant, et c'est le cas dès le titre chez Taillandier, ces autobiographies se veulent des romans, dans le louable souci de se distinguer de ce courant qui métastase la littérature française : l'autofiction.

L'autofiction feint la mise à nu, l'autofiction est ce discours sur soi qui revendique une sincérité dont il est absolument dépourvu puisque l'autofiction prétend aussi à un réagencement fictif, comme son nom l'indique. Quand elle se trouve trop scandaleuse ou impudique, elle se revendique roman, mais quelques pages plus loin, elle niera toute légitimité à ce même roman, genre bourgeois et menteur par excellence. Cette sincérité à géométrie variable, suivez mon regard du côté d'Édouard Louis, qui fait rimer provocation et exhibition avant de se rétracter, n'est ni le genre de Taillandier ni celui de Le Guern.

Taillandier, entré dans la soixantaine, retrouve le petit garçon qu'il fut pour défier la mort.

Ces deux-là restent fidèles à ce fameux « *pacte autobiographique* » tel que l'a défini Philippe Lejeune, le spécialiste du genre : « *Un récit rétrospectif en prose qu'une personne réelle fait de sa propre existence, lorsqu'elle met l'accent sur sa vie individuelle, en particulier* →



François Taillandier.

sur l'histoire de sa personnalité », avant de continuer : « Pour qu'il y ait une autobiographie, il faut que l'auteur passe avec ses lecteurs un pacte, un contrat, qu'il leur raconte sa vie en détail, et rien que sa vie. » Pacte de sincérité, donc, qui fait sonner bien différemment à nos oreilles et de manière tellement plus émouvante et vraie, les récits de Taillandier et Le Guern.

Mais pourquoi les avoir appelés « roman » ? Précisément par souci de sincérité. Il est impossible de dire la vérité sur soi, il est impossible de tout dire. Ce n'est pas une question de pudeur, c'est admettre modestement que celui que nous avons été à cinq, dix ou quinze ans est devenu un étranger. C'est d'ailleurs une autre différence essentielle entre autobiographie et autofiction. L'autofiction est dans une manière de présent perpétuel, de déterminisme sociologique qui enlève cette dimension essentielle et qui est d'ailleurs constitutive de la littérature : le temps. Et l'autobiographie, en intégrant cette dimension, reconnaît cette impossibilité à tout dire de soi, la reconnaît explicitement, ce qui est une garantie paradoxale de vérité, ou au moins de sa recherche.

François Taillandier, dans *François, roman*, l'explique de manière poignante en contemplant, pour commencer, la photo de ce petit garçon de sept ans, une photo de classe de 1962 prise à l'école Saint-

Gabriel de Clermont-Ferrand : « Je le regarde, un peu compact dans son blouson soigneusement fermé, avec sa bonne grosse tête et son petit visage sous sa tignasse coupée en frange. » Se regarder comme si on était un autre tout en sachant que c'était soi, malgré tout : il y a une forme d'angoisse mélancolique et apaisée, qui est la tonalité générale de son livre, que rend très bien Taillandier dans cette expérience. Et c'est de cette expérience que naît la nécessité d'une reconstruction a posteriori qui fait de *François, roman* précisément, un roman.

Passeulement parce que, de temps à autre, Taillandier passera à la troisième personne pour essayer de comprendre qui il était, mais parce qu'il s'agit d'une véritable enquête pour faire coïncider deux personnes différentes, l'écrivain d'aujourd'hui et le petit garçon face à son institutrice, qui se sont tellement éloignées dans le temps qu'il faudra un long voyage pour tenter de les faire coïncider : « Je me trompe : celui qui écoutait le récit de mademoiselle Marthet, ce n'était pas "moi", du moins pas le moi qui écrit aujourd'hui ces lignes. Celui qui écoutait, c'est le garçonnet de la photographie. Et certes, ce garçon, c'est bien moi ; mais d'abord, c'est lui, au point de lui restituer un quant-à-soi, une intériorité à quoi je n'accède plus. » Qui n'a pas ressenti ce trouble, cette impression de s'être perdu dans le temps en contemplant ce genre de photo ? On comprend par ailleurs la méfiance, voire le malaise, que de nombreux auteurs, comme Barthes par exemple, ont pu ressentir face à la photographie. Elle nous renvoie à un moment ou à un autre, disait Barthes, à notre propre mort parce que celui qui a été photographié ne s'appartient plus.

Il va donc s'agir de retrouver le petit garçon pour défier la mort. Taillandier, entré dans la soixantaine, le dit sans amertume : le dernier acte de sa vie se joue. Rassurons le lecteur et dévoilons la fin – après tout, nous sommes dans une enquête, mais pas dans un roman policier : Taillandier réussit. Il se souvient que c'est le petit garçon, qui ne l'avait jamais vraiment quitté, qui l'a rappelé à l'ordre alors qu'il allait sacrifier ses ambitions d'écrivain nées de ses lectures de Dumas dans l'été auvergnat à une carrière de professeur.

On peut remercier le petit François : sans lui, Taillandier n'aurait pas écrit, par exemple, *La Grande Intrigue*, ce cycle de cinq romans qui forme un massif important et trop peu visité de la littérature contemporaine, cinq romans polyphoniques qui n'en font qu'un et qui racontent la France de 1914 à nos jours tout en imaginant le futur, cinq romans où sont envisagés tour à tour par le prisme de l'histoire familiale, du roman d'initiation, de la peinture du milieu intellectuel façon *Illusions perdues* et même de l'anticipation à la manière de Dick ou d'Orwell, tous les enjeux et les dangers, toutes les mutations scientifiques et

anthropologiques qui nous ont fait passer de la vie tranquille telle qu'on pouvait la mener depuis des millénaires dans un village du Berry à la dissolution de ce qu'on appelait le monde et la réalité dans un virtuel qui a entièrement pris sa place et a fait disparaître nos corps et nos mémoires.

On retrouve d'ailleurs ce souci de l'enracinement perdu dans *François, roman*. Taillandier a le goût de la généalogie. Il se définit comme un Gallo-Romain, montre que la vie de ses grands-parents, de ses grands-tantes qu'il allait visiter enfant dans l'Allier, n'avait pas changé depuis la colonisation romaine ou si peu, comment le greffon de la religion chrétienne, latine a pris naturellement sur le vieil arbre celte. Cela ne l'empêche pas pour autant de restituer le Clermont-Ferrand des années 1960 et 1970, archétype de la « grande ville de province », à la fois ouvrière et bourgeoise, emblématique des Trente Glorieuses, la manière dont on y était étudiant aussi, en ayant raté 68, mais en vivant à distance l'ébullition intellectuelle des années 1970. Même si François, devenu étudiant à la fac de lettres, sans doute sous l'influence occulte du petit garçon, préfère la *Correspondance* de Flaubert à celle de Sollers et les tragédies de Corneille à celle de *l'Huma*. Toute éducation est aussi une éducation sentimentale et celle de Taillandier, qui là aussi détruit le mythe d'une liberté sexuelle devenue la règle commune dans la France post-68, n'est pas aussi facile qu'on pourrait le croire...

Arnaud Le Guern, lui, n'a pas connu ces problèmes. Ce lycéen des années 1990, à Brest – oui, même à Brest qui devait pourtant ressembler à Clermont-Ferrand à l'époque de Taillandier –, vit dans des années où les relations entre les garçons et les filles sont pacifiées. On est à l'époque d'*Hélène et les Garçons* qui faisait davantage ressembler les amourettes à du Rohmer sucré qu'à la nouvelle guerre des sexes sur fond de pornographie hard et numérique. Peut-être malgré son auteur, *Une jeunesse en fuite* est aussi un livre qui reflète un âge d'or perdu, celui des dernières années où les adolescents ne communiquaient pas exclusivement par écrans interposés, où les corps avaient encore leur innocence ou au moins leur vérité.

Si les jeunes filles sont devenues la grande affaire de la vie de Le Guern, c'est dû à une conjonction d'événements qu'un collégien de troisième, sur le coup, à du mal à hiérarchiser : son acné disparaît, sa mère ne le force plus à porter des pantalons de flanelle et son père, médecin militaire, part faire l'anesthésiste-réanimateur en Arabie saoudite pendant la première guerre du Golfe, en 1991. Mais la quarantaine est arrivée, cet âge dont le regretté Jean-Louis Curtis, dans un roman qui portait ce titre (*La Quarantaine*), remarquait qu'il signifie aussi une mise à l'écart.

Comme chaque été, Le Guern arrive pour quelques

jours chez ses parents en compagnie de sa fille Louise et d'une copine de celle-ci, pendant que sa femme Mado reste travailler à Paris. Jusque-là, la vie de Le Guern pouvait paraître simple, heureuse, celle d'un hussard avec des rituels : écrivain à qui on doit des romans légers où Sagan a des figures d'ange tutélaire, éditeur et auteur de flâneries biographiques sur Vadim, Gégauff ou Edern-Hallier, il revendiquait fièrement dans une époque de guerre civile larvée ses droits imprescriptibles à la dolce vita, aux vers de Toulet, à l'amour des chats, aux lunettes noires, au goût pour le vin naturel et les listes sur tout et n'importe quoi : les actrices des films de Chabrol, les champions cyclistes admirés, les articles de Bernard Frank dans le *Nouvel Obs*. Mais voilà, cet été-là, le père de famille comblé commence à s'interroger sur le sien. Quarante ans, c'est le syndrome de *La Lettre volée* de Poe : ce qui paraissait aller de soi, qu'on ne voyait plus, qui ne faisait pas question apparaît presque brutalement sous une lumière crue et oblige à reconsidérer sa vie.

Non, malgré cette indifférence apparente de l'adolescent, avoir un père parti à la guerre dans un monde qu'on croyait sorti de ce genre de choses n'est pas anodin : « *Et si le départ de mon père dans le Golfe avait allumé la mèche de mes excès ? Et si en son absence, j'avais décidé de n'en faire qu'à ma fête ? Surtout quand les fêtes se teintent de mélancolie : ce sont les meilleures. Et si mon père, au loin, à portée des missiles irakiens, j'étais passé trop vite des jupes de ma mère à celle des filles ?* » Cela pourrait expliquer, pas excuser, Le Guern ne se cherche jamais d'excuses, pourquoi il a été cet étudiant trop fêlard au point d'avoir besoin d'une cure de sevrage alcoolique au Val-de-Grâce en 2002, qu'il a racontée dans son premier roman, *Du soufre au cœur*. Profitant de ces journées bretonnes pour enfin en parler avec son père et lire les lettres que celui-ci envoyait du front – dernière génération avant les mails –, Le Guern transforme ce récit en réconciliation avec lui-même et en chant d'amour pour le père.

Taillandier et Le Guern nous rappellent, à travers leurs livres, que le discours sur soi n'est pas nécessairement narcissique, ce qui est bienvenu. Ils rendent ainsi à l'autobiographie ses lettres de noblesse ; une ascèse modeste qui permet de dire simplement, comme Neruda : « *J'avoue que j'ai vécu.* » •



François Taillandier, *François, roman*, Stock, 2019.



Arnaud Le Guern, *Une jeunesse en fuite*, Le Rocher, 2019.

HENRY HEMMING AU SERVICE SECRET DE SA MAJESTÉ

Par Ana Pouvreau et Mark Porter



Le maître-espion Maxwell Knight, chef de la section infiltration du MI5 de 1931 à 1961, et Goo, son coucou de compagnie.

Henry Hemming marche dans les pas des maîtres du roman d'espionnage John Le Carré et Ian Fleming. *Nom de code M* retrace le fabuleux destin d'un agent secret britannique du siècle dernier, Maxwell Knight (1900-1968).

En face de Clapham Common, un immense parc public dans une banlieue verdoyante du sud de Londres, se trouve un lieu curieux appelé *Balans Soho Society*, qui tient à la fois du restaurant américain et du salon de thé, où se retrouvent les mères au foyer du quartier pour meubler leur ennui. Mais quand le

soleil se couche, cet établissement en apparence respectable se transforme, selon des rumeurs, en un Hellfire Club, une porte ouverte vers les ténèbres, un monde de stupre, de luxure et d'excès. L'endroit parfait pour rencontrer l'écrivain anglais Henry Hemming. Son dernier livre, *Nom de code M*, qui vient d'être traduit en français, relate le destin d'un homme aussi difficile à cerner que ce café-restaurant pour bobos londoniens. « M » désigne Maxwell Knight (1900-1968), le maître-espion britannique par excellence, qui aurait inspiré le personnage de « M » dans *James Bond*. Hemming sélectionne ses personnages parmi les grandes figures de l'espionnage, dont l'originalité le dispute à leur caractère tourmenté. Il est fasciné par l'excentricité – il a récemment publié *In Search of the English Excentric* (« À la recherche de l'excentrique anglais »).

Issu de la bourgeoisie, Maxwell Knight fut, à la fin de l'adolescence, très marqué par son passage au Thames Nautical College, un collège maritime à la discipline de fer. À bord du navire-école *HMS Worcester*, il vécut de longues et douloureuses années. À l'âge adulte, ostracisé par une figure paternelle inflexible en la personne de son oncle, il fréquenta les nuits décadentes de Soho. Passionné de zoologie, d'ornithologie et de sciences naturelles, M vivait en compagnie d'une ourse nommée Bessie, ainsi que de divers serpents, une mangouste, un ouïstiti et plusieurs autres singes. Cette passion des animaux – en particulier des oiseaux – ne le quitta jamais et, après sa carrière dans les services de renseignement, il devint une star de la télé en présentant des émissions consacrées à la nature. L'espionnage s'apparente d'ailleurs, selon Hemming, à l'ornithologie, car finalement, « *à la base, ce n'est que de l'observation !* ». M eut également trois mariages non consommés. Attiré par le spiritisme et l'occultisme, il mena des séances avec le sataniste Alastair Crowley. David Cornwell, alias John Le Carré, fut recruté par M, pour qui il travailla pendant plusieurs années. Il s'inspira de son histoire pour son personnage haut en couleur, Jack Brotherhood, dans son plus bel ouvrage, *Un pur espion (A Perfect Spy)*.

Dans les années 1920, à l'époque où Mussolini était encore adulé un peu partout à travers l'Europe, M, malgré son profil atypique, fut recruté par Sir George Makgill pour infiltrer les milieux fascistes, notamment l'organisation des fascistes britanniques (British Fascisti), fondée en 1923 par la sulfureuse et étonnante Rotha Beryl Lintorn-Orman. Par la suite, M dédiera son existence à recruter des agents (surtout des femmes, à qui il reconnaissait des qualités indéniables dans ce métier difficile) pour infiltrer les réseaux d'espionnage soviétiques, repérer les canaux d'acheminement des renseignements collationnés au Royaume-Uni et dans tout l'Empire britannique par de hauts fonctionnaires – apparemment au-dessus de tout soupçon – infiltrés dans les rouages de l'État au profit de leurs donneurs d'ordre à Moscou.

M présentait une rare aptitude au recrutement et à la direction d'agents : « *C'était le seul emploi dans lequel il se soit jamais épanoui. Il détonnerait dans le MI5 d'aujourd'hui, mais cela ne veut pas dire que les agents secrets actuels manquent de personnalité par rapport à la communauté du contre-espionnage britannique de l'entre-deux-guerres* », souligne Henry Hemming, qui sirote un expresso, assis dans la pénombre, devant la cheminée qui crépite. « *Au départ, je devais écrire un livre sur l'une des premières espionnes britanniques, Olga Gray, que Maxwell avait recrutée et qui avait démantelé le réseau d'espionnage de l'arsenal de Woolwich. C'est là que je me suis aperçu que le personnage de M, lui-même, était vraiment irrésistible.* »

Hemming voulait devenir artiste peintre. C'est à la

faveur d'un voyage à travers le Moyen-Orient, il y a une dizaine d'années, que le jeune journaliste, historien de formation, s'est mis à écrire, avec grand talent, des biographies d'espions au service de la Couronne britannique. Il a entrepris, pour ce faire, un travail colossal d'exploitation des Archives nationales, installées au sein des superbes jardins botaniques, les Kew Gardens, au sud-ouest de Londres. Il exhume sans relâche des masses de documents déclassifiés, dont l'examen minutieux lui permet de reconstituer des parcours d'hommes et de femmes qui ont sacrifié leur existence à la sécurité nationale. Un travail de détective, qui lui a permis de lever le voile sur l'identité des membres du réseau animé par M. Son prochain livre, *Our Man in New York*, à paraître en 2019, sera consacré à une opération du MI6 destinée à convaincre les États-Unis d'entrer dans la Seconde Guerre mondiale.

En exerçant sa vive intelligence et son œil critique, Hemming parvient à donner un sens à ce puzzle géant. De tous ces fragments de vie d'espions, des trahisons et des victoires tombées aux oubliettes de l'histoire, il fait son miel – dont le lecteur se délectera – grâce notamment à sa grande culture générale. Son père, l'écrivain et explorateur de renom, John Hemming, dirigea la prestigieuse Société géographique nationale, tandis que sa mère, Sukie, fut l'une des directrices du British Museum. Sa femme, Helena Merriman, journaliste, enquête actuellement sur les tunnels qui reliaient les parties est et ouest dans le Berlin de la guerre froide.

Ian Fleming est mort dans les années 1960. John Le Carré a aujourd'hui 87 ans. Sur la scène littéraire internationale, les amateurs du genre désespèrent de voir un successeur reprendre le flambeau de ces illustres prédécesseurs. Les mémoires d'anciens agents des fleurons du renseignement britannique que sont le MI5 et le MI6¹ rencontrent toujours un succès honorable en librairie, de même que les ouvrages sur les forces spéciales, comme le Spécial Air Service (SAS), et les unités d'élite. Au Musée impérial de la guerre (Imperial War Museum) de Londres, une exposition consacrée à la « guerre secrète » menée par les services de renseignement britanniques pendant la Première Guerre mondiale puis contre le fascisme, le communisme, le nazisme, les Soviétiques et plus récemment contre la cyberguerre, a attiré pendant quinze ans des millions de visiteurs. Henry Hemming pourrait bien être cet écrivain tant attendu du public. •



Henry Hemming, *Nom de code M*, Mareuil éditions, 2018.

1. Littéralement : MI5 (Renseignement militaire, section 5), qui est l'autre nom du Security Service et le MI6 (Renseignement militaire, section 6), nom sous lequel on connaît le SIS (Secret Intelligence Service). Moins connu est le plus gros des services de renseignement britanniques : le Government Communications Headquarters (GCHQ), chargé du renseignement d'origine électromagnétique et de la sécurité des communications et des systèmes d'information du gouvernement et des armées.



OGM, SEXE ET DÉPRESSION

Par Peggy Sastre

Il manquait une rubrique scientifique à *Causeur*. Peggy Sastre comble enfin cette lacune. À vous les labos !



OGM, l'illusion du savoir

C'est ce qu'on appelle l'effet Dunning-Kruger (comme Freddy) : ceux qui en savent le moins sur un sujet sont aussi ceux persuadés d'en savoir le plus. L'inverse, c'est la malédiction de la connaissance : les plus calés sur un sujet ont tout le mal du monde à transmettre leurs connaissances, vu qu'ils doivent ramer pour se mettre au niveau des ignorants et parvenir à coloniser leur cerveau. S'agissant de ce fossé entre savoir scientifique et illusion populaire, les organismes génétiquement modifiés trustent le haut du palmarès. Selon un sondage de 2015 du Pew Research Center, 88 % des scientifiques interrogés considéraient les

OGM comme inoffensifs pour la santé, contre seulement 37 % des quidams – une différence de 51 points distançant l'intérêt des tests sur les animaux non humains (42 points) et l'innocuité des aliments cultivés à l'aide de pesticides (40 points). Une étude publiée mi-janvier 2019 par Philip M. Fernbach, Nicholas Light, Sydney E. Scott, Yoel Inbar et Paul Rozin, chercheurs en psychologie et en sciences économiques, éclaire ce phénomène : les opposants les plus fervents aux OGM sont aussi ceux qui en entravent le moins sur la question TOUT en se croyant super experts. Des résultats obtenus sur des échantillons statistiquement représentatifs de la population

aux États-Unis, en France et en Allemagne, et qui peuvent aussi s'appliquer aux thérapies géniques, mais pas au changement climatique. Via cette étude, on comprend mieux pourquoi la communication scientifique a tant de mal à éclairer son monde, car la plupart des efforts de vulgarisation partent du principe qu'une incohérence entre le consensus scientifique et l'opinion sur un sujet donné relève d'un déficit de connaissances – en d'autres termes, que plus le public en saura, mieux il sera en phase avec la réalité des recherches. Fernbach et ses collègues ajoutent un degré de complexité au bouzin : certes, les plus à côté de la plaque sont les plus en manque d'informations, mais ils sont aussi ceux les moins à même de les assimiler, vu qu'ils pensent déjà tout savoir. Et aucun fossé ne pourra être comblé tant que cette gageure ne sera pas résolue.

Et la sororité, bordel ?

C'est l'un des universaux humains : si la liberté de coucher avec qui on veut et quand on veut est aussi chérie que la liberté de pensée, d'expression ou de culte, la sexualité féminine n'est pas jugée de la même façon que la masculine. Il y a les putes et les séducteurs, les marie-couche-toi-là et les aventuriers – les premières sont souillées et les seconds jalouxés. Selon une idée communément admise, le contrôle de la sexualité féminine serait avant tout un truc de machos. En termes contemporains, le *slut-shaming* (littéralement l'« humiliation de la traînée ») ou la « culture du viol » (la prétendue banalisation sociétale des violences sexuelles) seraient alimentés par des sales mâles prêts à tout pour entraver l'émancipation des femmes dont ils ont tant à craindre. La réalité mesurable chante une chanson un tantinet plus complexe. Il y a, par exemple, le fait que les hommes voient le sexe sans lendemain d'un bien meilleur œil que les femmes ou que les adolescentes surveillent davantage l'activité génitale de leurs copines que ne le font les adolescents vis-à-vis des filles de leur âge. Plus criant encore est le cas des mutilations génitales : l'excision est traditionnellement effectuée par des mères et des grands-mères sur des petites filles isolées des membres masculins de leur famille. Et dans les pays où l'excision est endémique, les hommes déclarent « préférer » épouser des femmes dont le clitoris n'a pas été coupé, des Occidentales ou des femmes appréciant la gaudriole. Une étude menée

par Naomi K. Muggleton, Sarah R. Tarran et Corey L. Fincher, psychologues à l'université de Warwick (Royaume-Uni), confirme expérimentalement le phénomène : l'envie de punition des femmes frivoles est assez bien partagée chez les hommes et chez les femmes, MAIS ce sont ces dernières qui sont disposées à les sanctionner plus cruellement, quitte à se mettre elles-mêmes en danger. De même, hommes et femmes n'ont pas, en tendance, les mêmes motivations pour refroidir les chaudasses : les hommes le font pour éviter le cocufiage et d'avoir à élever des enfants dont ils ne sont pas le géniteur, tandis que les femmes cherchent à maintenir le coût élevé de leurs faveurs sur le marché sexuel et pourrir la vie de potentielles rivales.

Non, les réseaux sociaux ne poussent pas les jeunes filles au suicide

À chaque époque son angoisse du mal-être adolescent induit. À celle de Goethe, ses *Souffrances du jeune Werther* étaient censées pousser les romantiques boutonneux à se pendre à un chêne. Durant la seconde moitié du xx^e siècle, on allait accuser successivement les crooners, les plateaux de Donjons et Dragons ou les cheveux gras de Kurt Cobain de mettre des idées noires dans les têtes blondes. Aujourd'hui, tout fout toujours le camp et ce sont les réseaux sociaux et le temps passé devant les écrans qui rognent le bien-être psychique des jeunes générations. Notamment du côté des filles, davantage vulnérables à la toxicité de la pression sociale. Amy Orben et Andrew K. Przybylski, chercheurs à Oxford en psychologie expérimentale et en sciences de l'information, ont passé au crible une bonne partie des données disponibles sur la question pour y trouver beaucoup de contradictions et de lacunes méthodologiques. De leur propre analyse menée sur trois bases de données rassemblant 355 358 adolescents américains et britanniques, il ressort que la corrélation (qui n'implique en rien une causalité) entre consommation numérique et santé mentale des adolescents est effectivement négative, mais aussi extrêmement limitée – à peine 0,4 % de la variance des symptômes dépressifs chez les jeunes est attribuable au temps passé sur internet. Selon les scientifiques, dormir suffisamment et prendre tous les jours un bon petit déjeuner sont des techniques bien plus efficaces pour stimuler la joie de vivre qu'une diète d'écrans. •

TANT QU'IL Y AURA DES FILMS

Par Jean Chauvet

« Le critique de cinéma, c'est l'inspecteur des travaux finis », disait François Truffaut. Chaque mois, Jean Chauvet parlera des chantiers en cours.

Procès de soi

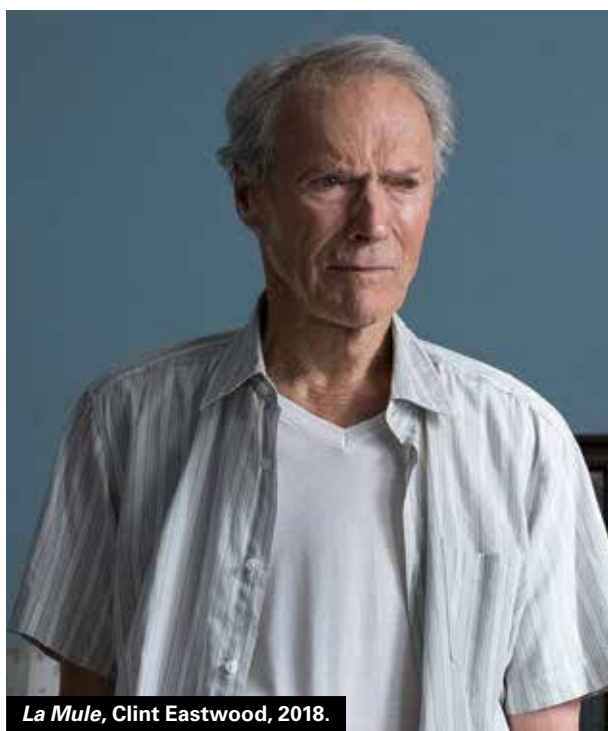
**La Mule, de Clint Eastwood
Sortie le 23 janvier 2019**

Les rapports de la critique française avec Clint Eastwood tiennent de la relation névrotique : un coup, ça passe, le suivant ça casse et ainsi de suite. Avec un goût prononcé du grand écart sémantique et idéologique : quand le dernier des Mohicans du cinéma américain signe avec *Birdy* le portrait d'un saxophoniste de jazz noir, il est un humaniste bouleversant. Mais tout fout le camp lorsque dans *American Sniper*, il ose célébrer les combattants américains engagés contre Al-Qaïda et termine son film sur le drapeau étoilé des États-Unis. Humaniste, il a le droit et les bons esprits pour lui. Patriote, il devient le bouc émissaire du nouvel internationalisme des idiots du libéralisme. Tout serait simple, si l'on pouvait théoriser la figure de Mister Clint et Docteur Jeckyll, ce cinéaste double qui aurait le cœur démocrate et le

cerveau républicain. « Foutaises, comme disait Marie-France Pisier dans *Souvenirs d'en France* d'André Téchiné, foutaises. » Eastwood n'est pas une girouette. N'en déplaise à une partie de la critique hexagonale et bornée, on peut être patriote et sensible.

Quel sera le sort critique réservé en ce début d'année au nouvel opus d'Eastwood ? À vrai dire, et ici même, peu importe. Pour son retour à la fois devant et derrière la caméra, il renoue avec ce qu'il sait faire de meilleur depuis quelques années : l'introspection mélancolique et la mise à nu sans concession. Dans le droit fil de *Gran Torino*. Les deux films partagent d'ailleurs le même scénariste qui, pour *La Mule*, est parti d'un fait divers américain : la transformation d'un nonagénaire victime d'une faillite économique en une « mule », c'est-à-dire en convoyeur de drogue pour le compte d'un cartel sud-américain à l'intérieur des États-Unis. Mauvais père, mauvais mari, mais petit artisan créateur récompensé et acharné, le héros du film c'est Eastwood lui-même, passé de cinéaste à horticulteur (on y croit, cela s'appelle même la magie du cinéma). À coups de repentirs et de renoncements, ce parfait Christ aux outrages ira jusqu'au bout de son chemin de croix en bon citoyen délinquant. Il fera et le mal et le bien avec la bonne conscience du malheureux pécheur qu'il est.

Avec de plus en plus de malice et de détachement, Eastwood enfonce le clou de ces autoportraits successifs qui sont autant de tableaux d'un hyper individualisme assumé, dans lesquels l'Américain moyen peut se mirer. *La Mule* est aussi une merveilleuse façon d'en finir une bonne fois pour toutes avec les accusations de machisme et de racisme. Les mères et les filles sont de grandes personnes face à des hommes qui semblent toujours jouer aux cow-boys et aux Indiens dans la cour de récré. Quant aux mots et insultes qui s'échangent sur la couleur des peaux, notamment, ils ne sont rien d'autre que des paroles, des parades, des pacotilles. Le racisme, le vrai, ne réside pas dans ces jeux de rôles et de postures. Mais si vous y tenez vraiment à cette police du langage, semble dire Eastwood dans une scène mémorable, allez-y ! Il sait, comme nous, que l'essentiel est ailleurs et c'est cela aussi la beauté de son cinéma, désormais crépusculaire : film après film, un immense artiste tire sa révérence avec l'infinie



La Mule, Clint Eastwood, 2018.

délicatesse d'un vieux cow-boy qui arrive là où il est étranger. Il laisse aux aboyeurs patentés le privilège des certitudes et se livre à nous comme jamais, corps vieillissant inclus, mais c'est pour mieux le laisser aux mains de deux joyeuses et somptueuses prostituées offertes en cadeau par ses nouveaux employeurs, très contents de lui. Ultime pied de nez de l'acteur-cinéaste : le cinéma plus fort que la vie, plus fort que la mort. •



La Mule, de Clint Eastwood.

rien n'est définitivement jugé ? À quoi sert ce protocole compassionnel sans recul quand la justice n'a pas encore dit le droit ? Quel est donc ce cinéma procureur qui se transforme en lourde machine accusatrice ? Il semble qu'à l'origine, Ozon voulait faire un documentaire, il aurait mieux fait de s'en tenir à cette ligne. Cette vraie-fausse fiction laisse, elle, un goût amer de manipulation dans la bouche, en dépit d'une impeccable distribution. •



Grâce à Dieu, de François Ozon.

Présumé coupable

***Grâce à Dieu*, de François Ozon**
Sortie le 20 février 2019



Grâce à Dieu, François Ozon, 2019.

On met au défi quiconque de reconnaître « à l'aveugle » un film de François Ozon. Les uns diront alors qu'il est protéiforme, les autres qu'il n'a pas d'univers singulier. Tout le monde s'accordera pour affirmer qu'il a « la carte », comme disait Jean-Pierre Marielle, c'est-à-dire qu'il bénéficie de fait d'une sorte d'indulgence à vie et d'une assurance tous risques. Le moins qu'on puisse dire, c'est qu'il en use et abuse avec son nouveau film en forme de procès de monseigneur Barbarin sur grand écran. Or, son film, absolument et sans nuances, à charge, sera sur les écrans trois semaines avant le prononcé du jugement qui fait suite au procès bien réel qui a eu lieu en janvier. Des esprits chafouins s'étonneront que le cinéma puisse ainsi pulvériser la présomption d'innocence (tous les noms sont cités dans le film qui se pare de toutes les qualités du « réalisme », lequel en matière judiciaire a conduit au pire comme au meilleur). On s'en étonnera d'autant plus que le procès du prêtre accusé de pédophilie n'a toujours pas eu lieu. Cette chronologie est étrange et la sortie du film accentue cette étrangeté au-delà du raisonnable. Que vient faire et dire ce film, alors que

Désormais innocent

***Une intime conviction*, d'Antoine Raimbault**
Sortie le 6 février 2019



Au fond, ce deuxième film d'Antoine Raimbault est aux antipodes de celui de François Ozon. Quand ce dernier malmène la nécessaire présomption d'innocence, le premier ne s'intéresse à la retentissante affaire Viguière qu'une fois la vérité judiciaire établie (et même deux fois dans le cas présent : accusé du meurtre non prouvé de sa femme, un homme en a été acquitté deux fois à dix ans d'intervalle). Et même avec cette bienfaisante distance, il fait le pari du cinéma et de la fiction en créant un épatant personnage d'ancienne jurée (Marina Foïs, parfaite) censée aider l'avocat de la défense du second procès, le virevoltant, agaçant et brillant Dupond-Moretti (joué, déjoué et remarquablement défendu par un Olivier Gourmet éblouissant). S'ensuit un film haletant dont le mentir-vrai est d'autant plus réjouissant que le réel n'est jamais fondamentalement maltraité. On y entend notamment les paroles du second procès, soit des moments oratoires de haut vol. Il est à craindre que le film-procès d'Ozon ne vienne éclipser ce film de procès et ce serait dommage, puisque l'un se sert du cinéma tandis que l'autre le sert. À chacun d'en juger... •



Une intime conviction, d'Antoine Raimbault.



GUIDE MICHELIN LE GOÛT DE NOS PROVINCES

Par Emmanuel Tresmontant

Depuis sa création, le *Guide Michelin* célèbre la diversité gastronomique française contre la centralisation du goût. Parmi ses dernières découvertes, *La Marine*, le restaurant d'Alexandre Couillon à Noirmoutier, propose légumes du potager, poissons et crustacés frais du cru.

C

haque année, c'est le même rituel. Dès la mi-janvier, la plupart des cuisiniers de France sont frappés d'insomnie. Ils transpirent, grelottent, se shootent au Lexomil : « Vais-je enfin obtenir ma troisième étoile ? Ou vont-ils m'enlever la deuxième ? » La sortie du *Guide Michelin*, à la fin du mois de janvier, demeure



Sur l'île de Noirmoutier, face à l'océan, Alexandre Couillon s'est forgé un univers gustatif et un langage à lui, où les mets les plus simples sont métamorphosés et inspirent des accords parfois inouïs. On est « ailleurs »...

un événement national, comme le prix Goncourt pour le roman. Car il est le seul guide qui compte vraiment aux yeux des professionnels de la restauration. C'est un étalon. Un chef qui a deux étoiles est forcément un bon cuisinier, techniquement parlant.

Ayant eu la chance de travailler au sein de cette insti-

tution de 1999 à 2011, que l'on nous permette donc cette petite poussée de nostalgie... En 1999, la France créait des emplois. Les recettes fiscales étaient bonnes (on parlait même alors de « cagnotte »). Les téléphones portables étaient rares. Internet balbutiait. Les start-up naissaient. Il y avait une forme d'ébullition. Dans ce contexte porteur, le groupe Michelin fit appel à des gens de plume, dont votre serviteur, afin de réécrire son histoire, sa légende. Les guides touristiques avaient vieilli. Le « Guide rouge », qui s'apprêtait à fêter ses 100 ans, ressemblait à un vulgaire bottin. Le site internet était inexistant et les systèmes GPS étaient encore des prototypes. Bref, il y avait tout à faire.

La première chose qui me surprit, quand je mis les pieds dans l'immeuble Art déco un tantinet vieillot de l'avenue de Breteuil, tout droit sorti d'un film avec Louis de Funès, ce fut le contraste idéologique par rapport aux start-up arrogantes qui faisaient sentir au jeune candidat à un emploi qu'il n'était qu'un Kleenex jetable. Le service de recrutement de Michelin, à l'inverse, me reçut poliment et me fit comprendre que, pour entrer dans cette entreprise centenaire née près d'un volcan d'Auvergne, il fallait être solide comme du granit et miser sur la longue durée : « *Si on vous prend, c'est pour longtemps !* » Pour être embauché, j'eus donc à subir quantité de tests, d'essais et d'entretiens, on songea même à m'envoyer à Clermont-Ferrand afin de m'imprégner de l'univers du pneu... Des cartes Michelin étaient accrochées aux murs, avec, sous forme de punaises, le parcours des inspecteurs en train de sillonner le territoire, région par région. Ainsi, en devenant un représentant de Bibendum, non seulement je me retrouvais avec un vrai métier, donc, un vrai salaire, mais en plus, je découvrais un monde insoupçonné, celui de la gastronomie professionnelle !

Les inspecteurs du *Guide Michelin* que je croisais dans les couloirs étaient discrets, fuyants, et donnaient l'impression d'appartenir à une caste lointaine et à part. Avant la sortie du *Guide 2000*, il y avait une ambiance de paranoïa, la peur des fuites, exactement comme dans *L'Aile ou la Cuisse*, les guides étaient donc stockés dans des coffres-forts (c'est toujours le cas). L'inspecteur type me faisait un peu penser à Jacques Brel dans *L'Emmerdeur*. Diplômé d'une école hôtelière, il avait des pantalons trop courts, roulait en Peugeot, avec des pneus Michelin, écoutait du Michel Sardou dans sa voiture. Sa culture n'était pas énorme, mais il savait bien goûter et était mû par une certaine forme de passion qui lui faisait accepter de rouler trois semaines d'affilée, seul, loin de sa famille, pour visiter et tester des hôtels et des restaurants chaque jour, dans toute la France. La force du *Guide*, dont il était un rouage essentiel, était (et demeure) son autonomie financière. Les inspecteurs Michelin viennent incognito, mangent et payent leur addition, avant de se présenter au chef et de lui faire part de leurs remarques. C'est la règle. Et c'est unique. Quel journal, aujourd'hui, peut s'offrir le luxe de payer plus de 3 000 euros de notes de repas par mois à son chroniqueur gastronomique, sans →



Cuisinier d'instinct, Alexandre Couillon ne s'exprime qu'en utilisant les produits de Noirmoutier. Langoustine crue, petits pois et framboise, yaourt à la menthe : le croquant, la fraîcheur, vivement le printemps !

compter les frais de déplacement ? Pendant des années, Michelin eut la capacité de m'envoyer partout en Europe, y compris au cœur des Carpates, au village de Brasov, pour y déguster le bortsch des descendants du comte Dracula. Véritable âge d'or au cours duquel je fis toute mon éducation gastronomique.

Au-delà de ce témoignage personnel, il faut rappeler le rôle historique joué par ce guide au siècle dernier. Au ^{xx}^e siècle, tous les restaurants célèbres étaient à Paris. C'était des lieux de pouvoir. Les cuisines populaires et de terroir étaient méprisées, les régions, leurs traditions et leurs patois étant perçus par l'État jacobin (qu'il soit impérial ou républicain) comme des obstacles à l'unification administrative du pays. Comme l'a écrit Jean-Paul Aron dans *Le Mangeur du XIX^e siècle* : « Depuis le premier Empire, le centralisme est érigé en vision du monde : aussitôt la gastronomie s'accorde sur les institutions officielles. Le particularisme des goûts disparaît dans une sensibilité globale. C'est pourquoi la cuisine des régions n'est, au XIX^e, qu'un aspect pas toujours recommandable du folklore gourmand. »

Créé en 1900 pour aider les premiers automobilistes à se déplacer sur tout le territoire (en leur indiquant où s'arrêter pour réparer leur moteur, changer un pneu crevé, faire le plein d'essence, dormir et casser la croûte le long des routes), le *Guide Michelin* devint peu à peu une bible gastronomique au service d'une vision émancipatrice des cuisines et des terroirs populaires... Huîtres de Cancale, pieds de cochon de Sainte-Menheould, moutarde de Dijon, truffes de Périgueux...

À partir des années 1930, ainsi, la fameuse route du Midi, chantée par Charles Trenet, qui relie Paris à la Côte

d'Azur en passant par la Bourgogne, Lyon et la Provence, devient le circuit gastronomique par excellence, que tous les mordus de la bonne bouffe se doivent de parcourir pour être à la page. L'édition 1936 du *Guide Michelin* est à cet égard révélatrice puisque, outre Paris et ses sept restaurants trois étoiles, elle recense le long de cette route autant de restaurants trois étoiles capables de rivaliser avec ceux de la capitale. Le message est clair : la gastronomie française, c'est aussi la province, avec ses coqs au vin paysans et ses œufs meurette, ses quenelles de brochet et son gratin dauphinois.

Qui étaient donc ces premiers trois étoiles, oubliés aujourd'hui ? Alexandre Dumaine à Saulieu (réputé pour sa poularde aux truffes) ; Victor Burtin à Mâcon (« *Lamartine est né à Mâcon, mais il n'a pas mangé chez Burtin, aussi est-il mort* », disait Colette) ; Fernand Point à Vienne (un ogre de 1,96 m pour 140 kg, chez qui allaient Rita Hayworth, Jean Cocteau, Sacha Guitry, Édith Piaf, Marcel Cerdan) ; André Pic à Valence (au bord de la nationale 7) ; Alexandre Burin à Chavoires sur la route d'Annecy (célèbre pour son omble-chevalier du lac sauce mousseline) ; Joseph Barattero dans son Hôtel du Midi, à Lamastre en Ardèche. Sans oublier Marie Bourgeois à Priay (dans l'Ain) et la mère Brazier à Lyon, premières femmes à recevoir trois étoiles. Le *Guide Michelin*, quels que soient ses travers, a donc largement œuvré pour la décentralisation de notre pays, la reconnaissance de ses particularismes locaux et l'égalité homme-femme, ce n'est pas rien... La méritocratie gastronomique dont il s'est fait le chantre a aussi poussé à l'héroïsme certains chefs obscurs qui, sans lui, auraient végété au fond de leurs villages. Je pense notamment au fougueux Gilles Goujon, en son Auberge du vieux puits, à Fontjoncouse, dans les Corbières : « *Les premières années qui suivirent l'ouverture de mon restaurant, perdu dans les collines, à 60 km de Carcassonne, personne ne venait. Je pleurais le soir en jetant à la poubelle les plats que j'avais préparés dans la journée, jusqu'au jour où j'ai compris que, si je ne voulais pas mourir, j'étais condamné à l'excellence, en décrochant trois étoiles Michelin, seules capables de jeter la lumière sur mon restaurant.* » C'est ce qui advint, en 2010, après des années d'un labeur obstiné ! Aujourd'hui, le monde entier vient dans son auberge paumée déguster son incroyable « œuf de poule pourri de truffe noire » qui a fait sa célébrité...

C'est dans cet esprit, me semble-t-il, qu'il faut aller manger dans des restaurants trois étoiles Michelin, dans des coins improbables et coupés de tout, où l'on est sûr de trouver une ambiance, des odeurs, un terroir, un accent, que l'on trouvera plus difficilement à Paris.

Un restaurant d'aujourd'hui qui me semble digne de nous faire voyager dans un « ailleurs » et de décrocher, un jour prochain, une troisième étoile (voir l'encadré sur le *Guide* 2019), est celui d'Alexandre Couillon, à Noirmoutier (à 1 h 30 au sud de Nantes). Voici un cuisinier du vivant, instinctif et sauvage, qui s'est forgé un langage bien à lui, à partir des seuls produits de la mer et de la

terre de cette île que sa famille habite depuis cinq générations. Sur la chaîne Netflix, la série américaine *Chef's Table* lui a consacré un épisode il y a deux ans. Depuis, le monde entier vient manger dans son restaurant, *La Marine*, sur le port de L'Herbaudière. « *Je vois arriver des gens du Texas et des forêts de Finlande* », nous dit-il, ébahi. Intrigué, Alain Ducasse, toujours à l'affût des nouveaux talents, a lui-même fait le déplacement : « *C'est quoi ton objectif dans la vie ?* » lui demande-t-il à la fin du repas, comme si Alexandre était mû par un plan de carrière. « *Bah, euh... Je ne sais pas. Rester libre. Noirmoutier, c'est un refuge pour moi, j'ai besoin de calme et de solitude pour m'exprimer.* » Né au Sénégal il y a quarante-trois ans (où son père réparait les bateaux des pêcheurs de crevettes), ce cuisinier hors norme s'est ainsi peu à peu fabriqué un monde, avec l'aide de sa charmante épouse Céline, qui le stabilise et s'occupe du service en salle.

Ici, les éclaircies succèdent aux tempêtes à la vitesse de l'éclair, ça sent l'iode et le varech. La façade du restaurant ne paye pas de mine. Mais à l'intérieur, on est accueilli dès le matin par de bonnes odeurs qui flottent dans l'air, celles des pommes de pin qu'Alexandre est allé ramasser derrière les dunes et avec lesquelles il grille ses homards et fume ses maquereaux. Si sa cuisine émeut tant, c'est qu'elle est très simple, expression d'un terroir limité et pauvre où il n'y a ni truffe ni foie gras... Comme les paysans de l'île se sont exclusivement voués à la culture

de la pomme de terre (la bonnote, vendue une fortune, un vrai produit de marketing), Alexandre en est réduit à produire ses propres légumes, ce qui lui prend une énergie folle. Sur un ancien marais, il s'est créé un jardin potager sableux de 180 m², entièrement en permaculture : le basilic et le thym citronné protègent les pieds de tomates sans qu'il soit besoin d'y mettre des pesticides, pendant que cinq ruches lui fournissent 50 kg de miel par an.

Deux ou trois pêcheurs de l'île lui apportent chaque jour des poissons et des crustacés encore vivants, qu'il tue lui-même selon la méthode japonaise ancestrale *ikejime*. « *L'avantage de cette technique est que le poisson n'a pas eu le temps de développer des toxines qui abîment le goût de sa chair, je peux ainsi servir des poissons crus qui n'ont pas le goût de la mort !* » Chez lui, le chinchard a toujours la peau bien blanche et nacrée, alors qu'un chinchard mort transporté dans de la glace est rouge et sent mauvais... « *Le goût du poisson est sous la peau, c'est pourquoi il faut toujours la garder !* »

Pas de menu. Chaque jour, Alexandre s'adapte à ce que lui donne la nature. Il fabrique son pain, ses huiles parfumées à la figue et ses vinaigres. Au printemps, sa cuisine embaume la fleur de capucine, l'ail des ours, la langoustine crue, les petits pois, la framboise et le yaourt à la menthe. Dès les amuse-bouche, on est transporté dans un imaginaire percutant où les goûts se rencontrent harmonieusement. « Comment a-t-il fait pour imaginer de tels accords ? » se demande-t-on. C'est ça, la marque des vrais « trois étoiles » : l'étonnement. Ainsi en est-il de son huître « Erika », cuite dans un bouillon d'encornet et de lard de Colonnata affiné sur du marbre de Carrare : une entrée extraordinaire qui lui a été inspirée par le naufrage du pétrolier du même nom en décembre 1999.

Alexandre s'inspire aussi des goûts et des odeurs de son enfance passée à Dakar : « *Il y avait des odeurs de grillé, d'ébène, de toile de jute, de feu...* » Ses souvenirs l'ont amené à créer des goûts fumés et torréfiés qui font rêver, comme son maquereau au café et sa crème glacée fumée à la cheminée. Dans ses plats, tout est suggéré, rien n'est imposé : « *Le plus beau compliment que l'on puisse me faire, c'est : "Tu nous as fait un truc simple, mais un truc de fou !"* »

Dans sa brigade, on compte six nationalités différentes, des jeunes filles et des jeunes hommes non formatés venus de tous les horizons professionnels, comme Chunghan, une ancienne diplomate à Taïwan qui a décidé un jour de tout plaquer pour venir travailler ici. « *Au moment du coup de feu, je dis à mon équipe : nous sommes des ouvriers, alors mettons du cœur à l'ouvrage !* » Le dimanche, tout ce beau monde se retrouve « en famille » autour d'un bon poulet fermier rôti. •

Cuvée 2019

Le 21 janvier, Michelin a octroyé une troisième étoile au chef argentin Mauro Colagreco (restaurant *Mirazur*, à Menton) et à un quasi-inconnu, Laurent Petit (du *Clos des sens* à Annecy). Deux chefs qui cuisinent presque exclusivement les produits locaux, les plus naturels possible. Simultanément, la nouvelle direction du *Guide* a décapité quelques stars, comme Marc Veyrat (sacré l'an dernier), L'Auberge de l'Ill, en Alsace (trois étoiles depuis 1967), et Pascal Barbot, à Paris. La perte de la troisième étoile n'est pas toujours catastrophique, car, d'une part, elle peut donner un coup de fouet à des chefs et à des brigades qui s'étaient endormis sur leurs lauriers, et, d'autre part, le public, moins intimidé, peut se rendre plus facilement dans ces restaurants. Ainsi, quand Alain Senderens, le chef de *Lucas Carton*, a volontairement rendu sa troisième étoile, pour ne plus avoir à supporter le stress, son chiffre d'affaires a augmenté de 25 %... Avoir trois étoiles au Michelin, c'est un enfer. •

Restaurant *La Marine*, à Noirmoutier (alexandrecoillon.com)

Menu déjeuner à partir de 78 euros les quatre plats. Possibilité de dormir sur place dans de jolies chambres d'hôtes tout en bois (de 145 à 210 euros, petit déjeuner compris).



LES CARNETS DE ROLAND JACCARD EN COMPAGNIE DE BARTLEBY



1. UN FILM MÉCONNU DE MAURICE RONET

Un samedi soir seul chez moi avec pour seule compagnie *Bartleby*, ce gréviste de l'âme. J'ignorais que Maurice Ronet avait en 1976 adapté pour la télévision la nouvelle d'Hermann Melville, avec Michael Lonsdale dans le rôle du notaire déstabilisé par son employé blafard qui, après avoir abattu une quantité impressionnante de travail, se retranche dans un mutisme absolu. « *I would prefer not to* » : il n'a rien d'autre à dire. Et d'ailleurs il n'y a rien d'autre à dire. Mieux vaudrait être mort dans le ventre de sa mère. Le trouble que ressent Michael Lonsdale face à cette déréliction qui le renvoie à son propre néant intérieur est hallucinant. Au bord du vertige, il pose cette question à Bartleby : « *Que savez-vous de votre douleur en moi ?* » Bartleby ne répondra pas. J'avais l'impression de voir une adaptation du Livre de Job autant que de la nouvelle de Melville.

L'idée géniale de Maurice Ronet est d'avoir confié le rôle principal à Michael Lonsdale : la culpabilité et la souffrance qu'il éprouve face à Bartleby, son double, peu à peu se distillent en nous. Quelque temps avant sa mort, Maurice Ronet a réussi un chef-d'œuvre nihiliste. Dommage qu'il soit passé inaperçu !

En repensant au film de Maurice Ronet, je me suis dit une fois de plus qu'il y a des êtres que rien ne peut empêcher d'aller à la mort. C'est pourquoi il est vain d'éprouver de la culpabilité vis-à-vis d'eux : tous nos efforts seront, quoi que nous entreprenions, voués à l'échec. Seul le nihilisme thérapeutique est en mesure de répondre à ce nihilisme existentiel.

2. LE PHILOSOPHE BOTUL NOUS RACONTE DESCARTES...

C'est au Bal de la rue Blomet – anciennement le Bal Nègre – que je me suis rendu pour suivre la causerie de Frédéric Pagès – alias Botul – sur René Descartes. Un moment très agréable ponctué d'improvisations musicales. J'en ai retenu que Descartes aimait faire la grasse matinée, ce qui n'était pas courant de son temps. Il n'avait pas de bibliothèque et jouissait d'une rente confortable. Il était conservateur et se plaisait peu en France, où il n'a pratiquement jamais vécu. Il préférerait la Hollande où la pensée était plus libre. Puis la Suède, où la reine Christine l'a tué en l'obligeant à se lever tôt pour lui enseigner la philosophie.

Descartes a relativement peu écrit, si l'on excepte





sa correspondance. Il ne supportait pas la contradiction – sa rencontre avec Pascal s’est mal passée – et pensait pouvoir diriger ses songes. Il était un rêveur lucide, ce qui était selon lui la preuve de sa liberté, voire de la liberté de chacun qui y parvenait. Il n’a eu qu’une liaison avec une servante, dont il a eu une fille, Francine, morte à cinq ans. Elle avait été baptisée selon le rite protestant. Ensuite, ce brave Descartes prendra la fuite abandonnant son amante. Il avait peu d’amis et on ne lui connaît pas d’autres liaisons. Ce qui est surprenant, c’est qu’il est devenu peu à peu le rempart de la pensée française face à la philosophie allemande qui disposait d’une force de frappe autrement conséquente. Scientifiquement, il était déjà dépassé de son temps. Mais le mythe s’est installé... avec finalement peu de choses, si on le compare à Blaise Pascal. La postérité aussi est une loterie. Ce que j’ai le plus apprécié dans la conférence de Frédéric Pagès, outre son côté Henri Guillemin, c’est la façon dont, par des chemins de traverse et non sans insolence, il nous présente un Descartes somme toute très peu cartésien, un Descartes rêveur, un Descartes qui aurait pu dire comme Bartleby : « *I would prefer not to.* » Bref, un Descartes qui préférerait traîner dans son lit...

3. LA COMÉDIE DU SAVOIR

Quel plaisir de retrouver Luc Weibel chez Yushi, mais aussi dans son livre : *Une thèse pour rien*, qui porte le joli sous-titre : « La comédie du savoir ». L’ambiance des années 1960 et 1970 y est parfaitement restituée, d’autant que Luc Weibel prépare

alors sa thèse sur Pierre Bayle avec Roland Barthes.

En 1975 paraît un livre très attendu : *Roland Barthes, par Roland Barthes*. L’essentiel de l’ouvrage est constitué d’une série de fragments autobiographiques. L’un d’eux est intitulé : « Singe entre les singes ». Il relate l’histoire d’un certain Acosta. Roland Barthes la résume de la façon suivante : « *Acosta, gentilhomme portugais d’origine juive, est exilé à Amsterdam ; il adhère à la Synagogue ; puis il la critique et est excommunié par les rabbins. Il devrait alors logiquement se séparer de la communion hébraïque, mais il conclut différemment : “Pourquoi m’obstinerais-je à en demeurer séparé toute ma vie avec tant d’inconvénients, moi qui suis dans un pays étranger dont je n’entends point la langue ? Ne vaut-il pas bien mieux faire le singe entre les singes ?”* »

« *Faire le singe entre les singes* » : la citation est tirée du *Dictionnaire historique et critique* de Pierre Bayle, et elle figurait dans la thèse sur Bayle de Luc Weibel, que Barthes avait lue à l’époque où il rédigeait ses fragments. L’histoire d’Acosta l’avait beaucoup frappé. Le fait notamment qu’on ne peut pas tout sacrifier dans une quête désespérée – et sans doute vaine – de la vérité. Une conclusion finalement assez proche de celle de Descartes recommandant de se plier aux « coutumes » et d’avancer masqué. *Larvatus prode* : la formule m’avait frappé quand j’étais étudiant et je l’avais aussitôt adoptée. Ainsi suis-je devenu un singe parmi les singes. La vieillesse est bénéfique en ce qu’elle nous permet d’arracher nos masques. •



MADAME CLAVECIN

Plus que le critique, le comédien, le musicien et le danseur,
c'est l'ouvreuse qui passe sa vie dans les salles de spectacle.
Laissons donc sa petite lampe éclairer notre lanterne !



Blandine Verlet est montée là-haut le 30 décembre, un dimanche. Je vous vois tourner la page vers la dernière pub. Blandine Verlet ? Qui c'était ?

C'était madame Clavecine. Ceux qui savent savent que madame Clavecine ne s'appelait pas Blandine, mais Wanda. En 1900, seigneur Piano régnait comme Jupiter sur le peuple des doigts. Alors la prêtresse Wanda Landowska mit le feu au « progrès », ce « parvenu ». La maison Pleyel lui bricola un clavecin moderne en fonte qui faisait *pling plang plong* et donnait raison à Tristan Corbière, poète sourd au charme des vieux sautereaux, « *cris d'os, dur, sec qui plaque et casse* » (si c'est pas de l'octosyllabe, madame Verlaine !). Tandis que Blandine, née bien après Wanda, en 1942, a tout de suite préféré les objets perdus, ce qu'on appelait il y a un demi-siècle les « instruments anciens ».

Il y a des doigts qui dansent, des qui chantent, des qui volent. Sur ses machines de guerre, les doigts de Wanda brésillaient. Sur ses trésors fragiles, ceux de Blandine déclamaient. « *Jeune, quand je jouais les gens disaient : ça parle.* » Aucun clavecin n'a parlé comme ça, avec ces voyelles et ces consonnes. Maria Casarès au clavier. Un peu Barbara aussi, cheveu ras, coussinet griffu. Nancy Huston l'avait surnommée « l'Intranquille ». « *L'humble et géniale travailleuse du clavecin*, écrivait la Femina 2006, *n'est pas pétrifiée par la grandeur de Bach ; au contraire, elle se sent honorée, privilégiée de se dire que cette grandeur va se servir d'elle.* » Plus que Barbara et Maria : Racine dans quatre planches zébrées de cordes fines.

L'intranquille grandeur : rien du style « féminin » ou ce

qu'on en dit, soigneux, précieux, non non non. Austérité, gravité. Inconfort. En scène, Blandine accrochait un mauvais *sol* et jurait « merde ! » à haute voix. En studio, elle secouait ses longues phrases d'un rubato si houleux qu'il vous flanquait le mal de mer. Mais une force, oh là ! « *Il faut être fort* », qu'elle disait : « *J'ai une force en moi qui fait parler les textes.* » Force de conviction, autorité, ce qu'entendait Barthes quand elle ravigait les miniatures de Couperin.

Depuis sa naissance, il y a cinq siècles, le clavecin plaît aux dames. Pas aux dames qui écoutent (d'après le *Journal des femmes*, elles préfèrent Ed Sheeran et Jul). Aux dames clavecinistes. Avec la harpe, c'est l'instrument qu'elles dominent partout dans le monde. En France, on faisait jadis les grandes touches noires et les bémols blancs (négatif du piano) pour mieux suivre la grâce de leurs pâles annulaires. Blandine appartient à cette famille, mais vilaine petite canarde. Contre vent et même un œil noir te regarde.

En tout cas, elle aura confirmé une vieille intuition : le siècle romantique, c'était le xviii^e. C'était le siècle de *La Tempête* et du *Cid*, de Rubens et du Lorrain. Le siècle de Stradella, de Charpentier. Le xix^e pleurnichard s'est rêvé romantique n'étant qu'industriel, justement parce que macache, romantique tu repasseras. Le spleen c'est pas Verdi, c'est Dowland (compositeur préféré de Sting), c'est Purcell. Blandine aimait Couperin, « *l'ami de toute une vie* », et Bach, forcément. Mais son siècle à elle était le xviii^e. Écoutez son Frescobaldi de 1973 (début au disque), ses Froberger de 1975, 1989 et 2000. Ça vous entre avec un couteau. Ça vous tue et ça vous manque dès qu'elle n'est plus là. Un peu comme l'amour. •

Voyagez

avec

VALEURS ACTUELLES

PROGRAMME 2019



PATAGONIE
Du 9 au 26 mars 2019
DÈS 5 490 €/PERS.



CROISIÈRE SUR LE NIL
Du 18 au 26 mars 2019
DÈS 1 998 €/PERS.



ALGÉRIE
Du 6 au 13 avril 2019
DÈS 2 458 €/PERS.



NORMANDIE 75^e DÉBARQUEMENT
Du 11 au 14 avril 2019
DÈS 864 €/PERS.



CHÂTEAUX DE LA LOIRE
Du 25 au 28 avril 2019
DÈS 996 €/PERS.



LIBAN
Du 9 au 14 mai 2019
DÈS 1 745 €/PERS.



CROISIÈRE DE LA RÉDACTION EN MÉDITERRANÉE
Du 22 septembre au 2 octobre 2019
DÈS 1 800 €/PERS.



VENDÉE
Du 12 au 15 septembre 2019
DÈS 998 €/PERS.



ARMÉNIE
Du 5 au 11 oct. 2019
DÈS 2 490 €/PERS.



SYRIE
Du 2 au 9 octobre 2019
DÈS 2 390 €/PERS.



CROISIÈRE SUR LE MEKONG
Du 9 au 21 décembre 2019
DÈS 5 000 €/PERS.

Complétez, découpez et envoyez ce coupon à : Valmonde - Voyage 2019 - 24 rue Georges Bizet 75116 Paris

Les voyages suivants m'intéressent :

- ☐ à la croisière en **PATAGONIE**
☐ à la croisière sur **LE NIL**
☐ au voyage en **ALGÉRIE**
☐ au voyage en **NORMANDIE**

- ☐ à la visite des **CHÂTEAUX DE LA LOIRE**
☐ au voyage au **LIBAN**
☐ à la croisière en **MÉDITERRANÉE**
☐ au voyage en **VENDÉE**

- ☐ au voyage en **ARMÉNIE**
☐ au voyage en **SYRIE**
☐ à la croisière **SUR LE MEKONG**

☐ Mme ☐ M. NOM : Prénom :

Adresse :

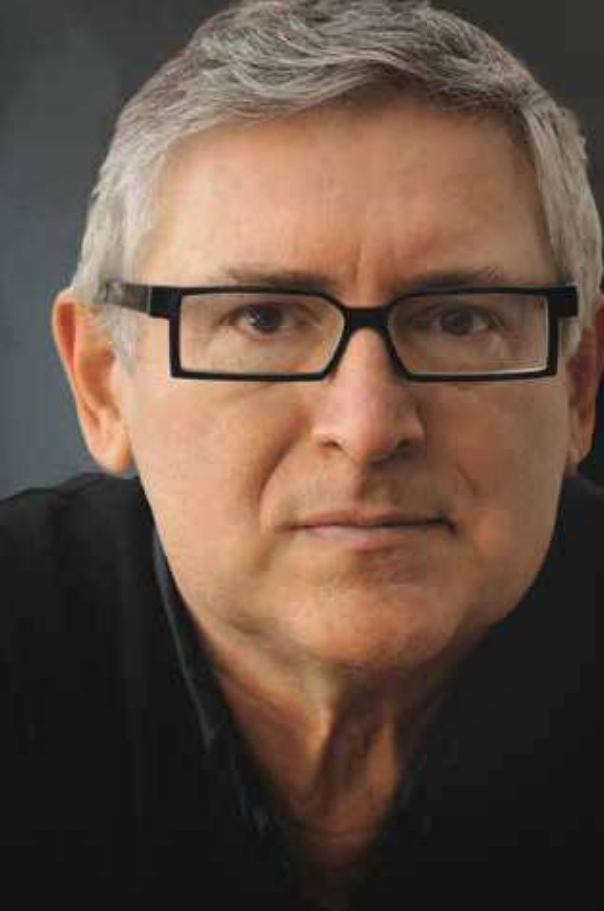
Code Postal : Ville :

Date de naissance : Téléphone :

E-mail :@.....

Conformément à la loi « Informatique et libertés » du 6 janvier 1978, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification aux données vous concernant.

<http://abo.valeursactuelles.com/voyages.html>



“**SON
GRAND GUIDE
PHILOSOPHIQUE.**

TONIQUE, VIOLENT, RÉJOUISSANT.”

LE POINT

« **Un essai *qui fera date.*** »

ALEXANDRE DEVECCHIO
LE FIGARO MAGAZINE

« **Un livre foisonnant qui
se lit comme un roman.** »

CHARLES PÉPIN
PHILOSOPHIE MAGAZINE

« **Absolument *passionnant !*** »

BERNARD POIRETTE
EUROPE 1

« **Un *stimulant* manuel
de survie.** »

FRANÇOIS BUSNEL
LA GRANDE LIBRAIRIE - FRANCE 5

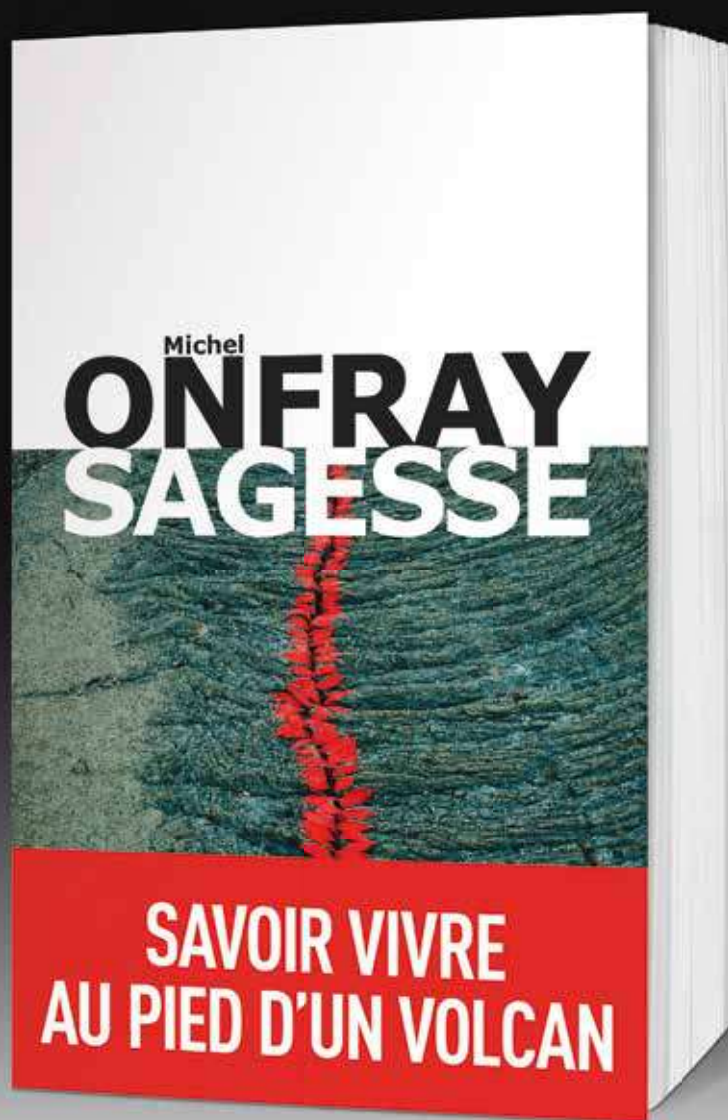


Photo auteur : Philip Conrad